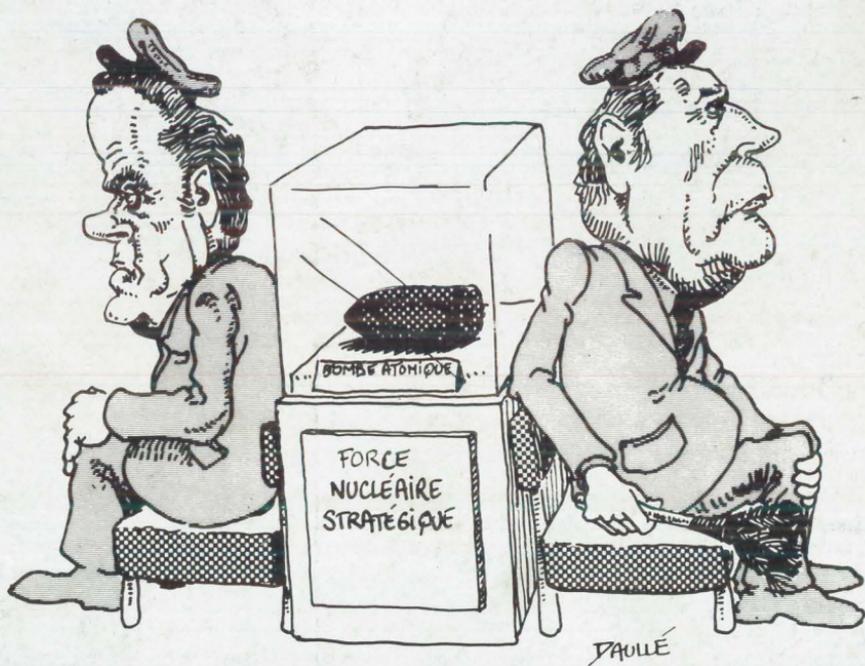


CRITIQUE COMMUNISTE

N° 17



CONTROLE OUVRIER NATIONALISATIONS GUEVARA
CORPS, PAROLE ET MARCHANDISES NUCLEAIRE ET SOCIALISME
STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE (FERNANDO CLAUDIN)

SOMMAIRE

- Sur quelques problèmes du mouvement ouvrier p. 1
R. Yvetot
- Dossier :**
Des nationalisations en trompe l'œil..... p. 17
Pierre Julien
- L'arme nucléaire
et la révolution socialiste** p. 47
Jean-Yves Touvais
- Intelligentsia et prolétariat.**
A propos de
(« Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires »),
de M. Lowy p. 65
Michel Lequenne
- Che Guevara :**
Dixième anniversaire de sa mort p. 79
Michael Lowy
- Note de la lecture à propos des livres de**
Marie Cardinal et Annie Leclerc,
« Le corps et la parole saisis par la marchandise » p. 89
Daniel Bensaïd
- Entretien sur la stratégie révolutionnaire en Espagne**..... p. 109
Fernando Claudin, Daniel Bensaïd,
Julio Arramberri
- Réponse à la lettre d'Elie Carasso,**
parue dans Critique communiste n° 14-15 p. 128
Pierre Broué

COMITE DE REDACTION

*Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne -
Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil -
Jean Marie Vincent - Henri Weber.*

Directeur de la publication : Henri Weber.

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéménée
75004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 NUMEROS : 80 F.

Imprimerie Rotographie Montreuil.

Sur quelques problèmes du contrôle ouvrier

Le contrôle ouvrier a été jusqu'à présent essentiellement formulé comme le contrôle des travailleurs sur l'industrie. Pourtant, la définition du contrôle ouvrier n'est pas à proprement parler économique. Le contrôle ouvrier représente, pour reprendre l'expression de Trotsky, une « dualité de pouvoir » dans l'entreprise. Et Trotsky expliquait déjà la dynamique sociale et politique du contrôle ouvrier. Dans les écrits sur l'Allemagne, il parle de l'approfondissement et de l'élargissement du contrôle ouvrier, de « son immixtion dans la vie de l'usine, de la ville, dans les branches d'industrie, dans les régions et enfin dans l'Etat. »

Dans les écrits sur la France, il souligne la nécessité « d'un contrôle paysan ». Or, une des caractéristiques du « capitalisme du troisième âge » est son extension à l'ensemble des activités sociales. C'est pourquoi la crise actuelle du capitalisme se manifeste comme une crise sociale sans précédent ébranlant non seulement le mode de production, mais aussi le mode de vie et l'ensemble des institutions. Et c'est pourquoi nous proposons d'étendre la notion de contrôle ouvrier en le définissant comme une « dualité de pouvoir » non plus seulement dans l'entreprise, mais dans les différents domaines de l'activité sociale.

1. Contrôle ouvrier et autogestion

a) Dans une crise révolutionnaire posant le problème de l'expropriation économique et politique de la bourgeoisie, le contrôle ouvrier ne se limite pas à un droit de veto sur les décisions patronales, il tend à prendre la forme de la gestion directe des entreprises et de l'ensemble des activités sociales par les travailleurs et les couches populaires. C'est de cette gestion directe que naît le besoin de substituer à l'économie de marché, qui en-

traîne fatalement gaspillage et concurrence entre les usines, une planification décidée par un congrès national des comités d'usines et des comités de localités.

b) Mais le contrôle ouvrier ne saurait se limiter au beau matin d'une crise révolutionnaire. Dans une période de montée du mouvement de masse, telle que nous la connaissons depuis 1968, peuvent se développer des expériences locales partielles de contrôle ouvrier comme l'a illustré la grève des Lip. Ces expériences sont forcément transitoires (encore qu'elles puissent être prolongées) compte tenu du rapport de forces global entre les classes. Mais elles sont capitales car elles préparent les travailleurs à leur généralisation dans une situation révolutionnaire. Lors de ces expériences partielles de contrôle, les travailleurs opposent leurs intérêts de classe à la logique capitaliste. Un danger grave consisterait à partir d'une compréhension « économiste » du contrôle ouvrier, à prôner « l'autogestion » des entreprises qui ferment. Ainsi, les travailleurs devenant leur propre patron seraient contraints de s'appliquer à eux-mêmes les critères de rentabilisation capitaliste, c'est-à-dire à s'auto-exploiter. Charles Piaget avait raison de dire : « *Lip, ce n'est pas de l'autogestion, c'est de l'autodéfense* ». *A contrario*, l'expérience de Manuest a montré la dynamique de la gestion ouvrière en système capitaliste, conduisant les nouveaux patrons, anciens délégués CFDT, à proposer le licenciement des nouveaux délégués syndicaux.

Ainsi, il ne saurait être question de soutenir la proposition de la CFDT d'autogestion des entreprises nationalisées par le Programme commun dans la mesure où ce programme ne remet pas en cause l'économie capitaliste (selon les dire mêmes de ses auteurs). L'autogestion est indissociable de la planification socialiste, faute de quoi elle ne diffère pas qualitativement de la cogestion Etat-travailleurs-usagers prônée par le PCF et la CGT dans le cadre du Programme commun.

c) Est-ce à dire que les travailleurs doivent refuser toute gestion en système capitaliste ? Ils doivent refuser toute gestion les enchaînant à l'économie capitaliste, qui ne peut que diviser les travailleurs en reproduisant en leur sein les rapports de concurrence et d'exploitation. Mais dans leur constitution en classe, les travailleurs sont amenés à gérer leurs organisations, non seulement syndicales et politiques, mais aussi sociales et culturelles (associations sportives, centres culturels, colonies de vacances, bibliothèques, etc.). On ne peut donc reprocher aux réformistes de développer la gestion des « œuvre sociales ». Mais cette gestion doit être absolument indépendante de l'Etat ou du patronat même si elle en reçoit des subventions. Et cette « autogestion » doit être l'occasion d'une critique idéologique et pratique de la société bourgeoise par la recherche et l'expérimentation de nouveaux rapports sociaux.

Or, l'intégration de plus en plus importante des réformistes et

néoréformistes à la société bourgeoise les amène de plus en plus à reproduire au sein de ces « institutions » l'idéologie et la pratique dominantes. En sorte que le seul intérêt persistant à ces « œuvres sociales » se limite souvent à une « gestion à bas prix ». C'est aux révolutionnaires qu'il appartient donc de recréer, à travers un réseau d'organisations sociales et culturelles, une autre « société » prolétarienne remettant en cause dans les faits la société bourgeoise sans développer pour autant l'illusion de créer des îlots de socialisme bien « propres ». La tâche est d'autant plus difficile que la base sociale prolétarienne des organisations révolutionnaires est aujourd'hui encore très limitée et les pressions petites-bourgeoises d'autant plus fortes.

2. La dynamique du contrôle ouvrier

a) Si le contrôle ouvrier est une « dualité de pouvoir », il se définit donc comme une situation éminemment instable. *« Par essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables, le régime capitaliste et le régime prolétarien. »* (L. Trotsky)

Le contrôle ouvrier ne peut donc que s'approfondir puis s'étendre, ou bien régresser, puis disparaître. Parti de l'usine, le contrôle ouvrier amène les travailleurs à se poser le problème du contrôle hors de l'entreprise, puis finalement, à partir d'un certain seuil, à se confronter directement à l'Etat. Ainsi, lors de licenciements massifs, la dynamique du contrôle mène de la réduction des cadences à l'occupation comme riposte au lock-out ou à la fermeture, de l'occupation à l'ouverture des livres de compte à la remise en marche sous contrôle des travailleurs au profit de leurs luttes, de la remise en marche à l'exigence de la nationalisation sous contrôle ouvrier. De même, l'occupation conduit les travailleurs à se poser le problème de l'autodéfense et de la solidarité active. La remise en marche pose à la fois le problème de « nouveaux rapports de production » et le problème d'une « nouvelle production » et de la constitution d'un réseau « illégal » de vente. Cette « réorganisation » de la production et de la vente reste bien sûr, déterminée exclusivement par l'objectif de la lutte et non par celui de la production, serait-elle autogestionnaire. Elle ne peut donc être que partielle et embryonnaire même si elle contient en germe l'autogestion socialiste (cette dynamique dépend bien sûr en partie de la taille de l'entreprise et de la nature de la production, plus ou moins facilement contrôlable par les travailleurs de l'entreprise).

b) La mobilisation des énergies pour réaliser ces multiples tâches nécessite des formes d'organisation nouvelles des travailleurs dépassant le cadre habituel (assemblées générales, commissions, délégués de lutte, comité de grève, comité d'usine, etc.). Ces nouvelles formes d'organisation

favorisant l'épanouissement de la démocratie ouvrière libèrent les énergies et posent dans les faits le problème de nouveaux rapports sociaux entre les travailleurs, remettant en cause la coupure vie professionnelle/vie militante/vie privée (rapports entre « les leaders » et « la base », entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs français et immigrés, entre les différentes catégories de travailleurs, etc.).

Ainsi, il existe une véritable dialectique entre la pratique du contrôle ouvrier, l'auto-organisation des travailleurs, le changement des rapports sociaux. L'auto-organisation n'est pas un préalable au contrôle ouvrier, mais le contrôle ouvrier ne peut s'épanouir sans l'auto-organisation des travailleurs. Le contrôle ouvrier suppose une insolence ouvrière. Mais seul le développement en pratique de la démocratie ouvrière peut permettre de remettre en cause les rapports sociaux au sein même de la classe ouvrière. Mais, évidemment, tant que la bourgeoisie garde son pouvoir économique et politique sur l'ensemble de la société, ce « nouveau pouvoir ouvrier local » ne peut être qu'embryonnaire et sa croissance chétive, vite suspendue... Car le pouvoir dans la société ne se partage pas et, à partir d'un certain seuil, le contrôle ouvrier amène inéluctablement les travailleurs à se confronter à l'Etat. Et c'est bien face à l'Etat que les travailleurs de Lip ont buté : faiblesse de l'autodéfense face à l'intervention policière, réticence à développer le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier.

3. Contrôle ouvrier et « contrôle syndical »

a) En tant qu'organisation de masse, le syndicat vise quotidiennement à limiter le pouvoir patronal en atténuant l'exploitation des travailleurs. Mais en tant qu'organisation de classe, il vise en même temps à l'abolition du pouvoir patronal, à commencer par sa contestation dans les faits par la pratique du contrôle ouvrier. Il n'y a pas contradiction entre ces deux termes, car c'est au cours des luttes de masse que les travailleurs, prenant conscience de leur force, passent à des actions de classe niant le pouvoir patronal.

C'est donc le rôle des organisations syndicales de classe de préparer ce saut dans l'action de masse — un syndicat de classe devrait donc adopter la revendication de contrôle ouvrier et s'en faire un actif propagandiste. Il est significatif à cet égard que ni la CFDT « championne de l'autogestion » ni la CGT « championne des nationalisations » ne développent la problématique du contrôle ouvrier, mais se contentent de parler « de formes d'action nouvelles », « imaginatives », « d'élargissement des droits syndicaux » ou de « pouvoir syndical ».

b) Mais si le contrôle ouvrier n'est possible qu'en période d'intense mobilisation des travailleurs (même si c'est au niveau d'une seule entreprise), peut-on parler et revendiquer un « contrôle syndical » entre ces pério-

des de mobilisation, alors que n'existe plus ni comité d'usine ni délégués d'atelier ?

On ne peut avoir aucune illusion sur la réalité d'un « contrôle syndical » limité au contrôle de quelques permanents syndicaux sur les documents que veulent bien leur montrer les patrons, ou même sur la réalité d'un « contrôle syndical » sur les conditions de travail. Et l'on sait que ce que cherchent les patrons en échange de ce « pseudo-contrôle », c'est la participation des directions syndicales aux mesures de rentabilisation capitaliste. En fait de contrôle, il s'agit d'une sorte de cogestion qu'il faut refuser. Mais, inversement, les délégués « lutte de classes » peuvent se servir de droits syndicaux accrus pour, au contraire, favoriser le contrôle ouvrier. Ils peuvent refuser de respecter le secret sur les informations économiques aux comités d'entreprise. Ils peuvent constituer des commissions d'enquête intersyndicales dont le but sera de montrer : 1) que les arguments économiques et les chiffres patronaux sont faux ; 2) que seuls, les travailleurs ont la possibilité effective, en s'organisant par atelier et par service d'exercer un réel contrôle, c'est-à-dire non seulement un droit d'information, mais un « pouvoir de fait ». De même, le délégué syndical dans les comités d'hygiène et de sécurité peut dénoncer les conditions de travail sans sécurité, il peut même montrer que le patron ne respecte pas la « légalité » et l'attaquer « en justice ». Mais, ce faisant, sa tâche fondamentale, son but doivent être de montrer aux travailleurs qu'eux seuls peuvent prendre la décision qui s'impose : « pas de sécurité, pas de travail ! », en imposant ainsi eux-mêmes leur propre légalité.

En conclusion, il ne peut y avoir de réel contrôle syndical sans contrôle ouvrier, mais l'élargissement des droits syndicaux, y compris le droit formel de contrôle syndical, s'il n'implique aucune cogestion ou coresponsabilité, est un moyen pour des syndicats de classe de stimuler le contrôle ouvrier. Il serait donc faux pour les révolutionnaires d'opposer contrôle ouvrier et élargissement des droits syndicaux (y compris la reconnaissance d'un « contrôle syndical ») ; même si ces droits sont limités, ou même si ces droits sont utilisés par les bureaucrates réformistes pour freiner la mobilisation des travailleurs et le développement du contrôle ouvrier. Mais c'est alors une « autre » bataille, celle de la démocratie syndicale et ouvrière, celle du contrôle sur les élus ouvriers.

Ainsi, face au Programme commun qui prévoit l'élargissement des pouvoirs des comités d'entreprise et des commissions d'hygiène et sécurité, etc., nous avançons, d'une part l'idée de délégués élus par atelier et service responsables devant l'assemblée générale des travailleurs, réunis en comité d'usine, et d'autre part, nous nous prononçons pour une abolition du secret sur les informations économiques au CE, pour un élargissement des pouvoirs de contrôle des délégués des travailleurs élus au CE en particulier pour un droit de veto de ces délégués sur les licenciements. De même, nous sommes pour l'élection des commissions hygiène et sécurité,

et nous sommes pour que les délégués des travailleurs dans ces commissions aient un droit de veto permettant l'arrêt du travail lorsque les normes de sécurité ne sont pas respectées. En effet, s'il y a fort à parier que l'auto-organisation des travailleurs passera par de nouvelles structures, on ne peut totalement éliminer le fait que cette auto-organisation passe par une lutte des travailleurs pour la démocratisation et le refus de la collaboration de classes dans un certain nombre de structures telles que les CE, les CHS, etc. De toute façon, cette lutte ne peut que favoriser le mouvement d'auto-organisation des travailleurs.

C'est pourquoi, à la différence du Programme commun et des syndicats qui demandent un droit de veto sur les licenciements pour le CE en tant que tel (où siègent patrons et syndicats, même si les syndicats sont majoritaires), nous revendiquons un droit de veto pour les délégués des travailleurs au CE.

4. Contrôle ouvrier sur les investissements

Dans l'économie capitaliste de marché, les investissements sont déterminés en fonction des profits. Au contraire, dans l'économie socialiste planifiée, les investissements sont déterminés collectivement en fonction des besoins. C'est dire qu'il ne peut y avoir de contrôle effectif sur les investissements, si ce contrôle n'est pas lié à l'élaboration d'un plan par les travailleurs et leurs organisations. L'application *pratique* du contrôle sur les investissements commencera donc dans une situation révolutionnaire et se développera surtout dans la période de transition au socialisme, parallèlement au développement de l'autogestion des entreprises socialisées.

Mais si le contrôle sur les investissements ne peut s'exercer en pratique que dans une situation révolutionnaire, le problème se pose dès aujourd'hui, de façon au moins propagandiste, pour trois raisons :

a) Avec le développement de la crise, on voit de plus en plus les dirigeants syndicaux se mettre en devoir d'expliquer aux patrons comment et où il faudrait investir dans l'intérêt bien compris des travailleurs, de « l'entreprise » et de la « nation », le tout enrobé de phrases sucrées sur « le nouveau modèle de développement ». Ainsi, les bureaucrates italiens expliquent aux patrons qu'ils sont prêts à limiter leurs revendications si, en échange, les patrons, au lieu d'investir en Argentine ou au Brésil, investissent au sud de l'Italie et y créent des emplois. Nous devons dénoncer ce discours des dirigeants syndicaux qui a pour seule fonction de modérer les revendications ouvrières afin de permettre un taux de profit suffisant, au nom de la solidarité de tous (patrons, syndicats, ouvriers) avec les intérêts de l'entreprise. Au contraire, nous expliquons que non seulement les travailleurs refusent de faire les frais de la crise en avançant des reven-

dications telles que celle de la semaine de 35 heures sans diminution des salaires, mais encore qu'ils proposent la seule solution réaliste pour sortir de la crise : l'existence non pas d'un « nouveau modèle de développement » entreprise par entreprise, trust par trust, région par région, mais d'un nouveau modèle de développement pour l'ensemble de la société, défini à partir des besoins des travailleurs.

Mais la réalisation de ce « nouveau modèle de développement » suppose une économie planifiée rendue possible par l'expropriation de l'ensemble des grandes entreprises capitalistes. Dans cette perspective, les travailleurs et les organisations syndicales, aidées de techniciens et de statisticiens, devraient recenser l'ensemble des besoins essentiels non satisfaits de la population et l'ensemble des capacités productives non utilisées, ainsi que l'ensemble des gaspillages (ce qui suppose la généralisation du contrôle ouvrier sur l'ensemble de l'activité économique). Ainsi, pourrait être opposé aux divers plans de rationalisation capitalistes, non pas un « contre-plan » capitaliste, mais un plan socialiste, du moins ses grandes lignes.

b) Craignant la mobilisation des travailleurs que pourrait entraîner l'accession des partis réformistes (PS et PC) au gouvernement, les patrons organisent d'ores et déjà la grève des investissements et la fuite des capitaux (notamment par le biais d'investissements dans les pays réputés « sûrs »). Pour le moment, il ne s'agit que d'un chantage. Demain, cela pourra prendre, comme au Chili, la forme d'un véritable complot économique. Pour s'y opposer efficacement, il n'y a que deux voies : celle préconisée par Michel Rocard qui explique à peu près ceci : « *Les capitaux fuient ? Nous n'y pouvons rien ; toute mesure de contrainte risquerait d'accentuer la fuite ; l'important est de regagner la confiance par une économie saine ; alors, les capitaux rentreront tout seuls.* » C'est la voie capitaliste qui compte appâter les capitaux par un taux de profit élevé, c'est-à-dire par une exploitation accrue des travailleurs !

L'autre voie est celle du contrôle ouvrier, de l'ouverture des livres de compte, de la levée du secret commercial et bancaire, qui permet dès aujourd'hui le recensement et la dénonciation de tous les « comploteurs » et demain leur expropriation parallèlement à l'unification du système bancaire et au monopole étatique du commerce extérieur.

Mais, si comme le PCF, nous pouvons être amenés à dénoncer la fuite des capitaux à l'étranger (en particulier sous forme d'investissements dans les pays « sûrs »), contrairement à lui :

1) Nous le faisons au nom de la marche ouvrière au socialisme et non au nom de la « patrie » toutes classes réunies ;

2) Nous montrons l'inconséquence des mesures proposées par le PCF et le Programme commun qui promettent d'indemniser tous les actionnaires, même les gros (même s'il y a distinction avec les petits), qui prétendent limiter les nationalisations, qui entendent respecter le Marché commun capitaliste ;

3) Face à l'internationale du capital, nous montrons qu'il faut opposer non pas le « patriotisme chauvin » (produire français, consommer français... et pourquoi pas travailler français), mais l'internationalisme prolétarien en développant notamment information, contacts, solidarité active, en particulier au niveau syndical, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, prélude à la victoire mondiale du socialisme.

c) Le problème du contrôle ouvrier sur les investissements est aussi posé par les exigences nouvelles des travailleurs, non plus en tant que simples producteurs, mais aussi en tant que consommateurs, usagers ou habitants refusant l'installation d'usines polluantes, la consommation de produits et de services de mauvaise qualité. Le danger est grand d'opposer sur ce terrain les travailleurs en tant qu'usagers aux travailleurs en tant que producteurs, l'écologie à l'emploi.

Il est donc capital de combattre à la fois l'idéologie corporatiste des travailleurs qui risquent de les amener à s'assimiler à la production de « leur » entreprise et la non prise en compte par les usagers des revendications des travailleurs producteurs. Il s'agit donc de trouver des objectifs communs permettant des formes de lutte communes dépassant le point de vue « corporatiste » des uns et des autres compte tenu que seule, la maîtrise collective de l'économie permettra de répondre globalement à ces problèmes de « choix de société » au sens exact du terme. Dans une économie planifiée assurant le plein emploi, les travailleurs de l'automobile n'auront aucune raison de chercher à produire à tout prix des voitures individuelles. Et le choix entre transports individuels et transports en commun résultera d'un débat démocratique. Ce problème du contrôle du « cadre » de vie pose plus généralement celui de l'extension du contrôle ouvrier.

5. L'extension du contrôle ouvrier

L'extension de la problématique du contrôle ouvrier à l'ensemble de l'activité sociale n'est finalement que la réponse de la classe ouvrière à l'extension du capitalisme d'après-guerre à l'ensemble de la vie quotidienne (santé, habitat, tâches ménagères, loisirs, information et formation, etc.).

Le développement du capitalisme a eu notamment pour conséquences :

a) la profonde modification du prolétariat :

- extension par prolétarianisation de nombreuses couches d'employés (banques et santé par exemple) facilitant la jonction entre les travailleurs de ces secteurs et l'ensemble des travailleurs ;
- élévation du niveau culturel rendant encore plus insupportable et la hiérarchie dans l'entreprise et l'anarchie du système capitaliste ;
- élévation du niveau de vie matérielle d'une grande partie des travail-

leurs (malgré la réapparition de véritables poches de misère avec la crise) les amenant à se poser les problèmes de lutte en tant que consommateurs et non plus seulement en tant que producteurs ;

— parcellisation des tâches aggravant l'aliénation du travail, mais rendant plus vulnérable le processus de production (grèves bouchons articulés, etc.) et stimulant les luttes sur les conditions de travail.

b) La modification sociale de la jeunesse scolarisée lycéenne et étudiante dont la majorité n'appartient plus à la bourgeoisie mais à la petite bourgeoisie (ancienne et nouvelle) et est appelée à renforcer les « nouvelles couches salariées » menacées elles-mêmes par la crise du capitalisme et particulièrement le chômage. Cette modification sociale « double » (par l'origine et l'avenir) rend compte du bouleversement politique du milieu étudiant, de la crise de l'institution scolaire et de la possibilité de convergence avec la classe ouvrière sur les problèmes de la formation.

c) Le développement d'une nouvelle petite bourgeoisie salariée (cadres, ingénieurs, agents commerciaux, contremaîtres, médecins salariés, etc.) dont une partie joue, consciemment ou non, le rôle de flics des patrons, mais dont l'autre — encore minoritaire — rejoint les organisations syndicales ouvrières. Parallèlement, des fractions de la petite bourgeoisie de fonction traditionnelle (médecins, avocats, juges...) rentrent en crise, prises dans la contradiction entre le rôle que leur fait jouer le capitalisme et l'expression des besoins et droits des travailleurs. Même si c'est seulement une toute petite minorité qui fait le saut de la lutte de classes, la majorité vit intensément cette crise professionnelle.

Cette crise se manifeste notamment par une crise des institutions qui facilite l'intervention de la classe ouvrière elle-même sur ces terrains.

d) L'élévation du niveau culturel, le développement de la contraception permettant de dissocier maternité et sexualité, l'extension de travail des femmes et la socialisation de fait par le capitalisme d'une partie des tâches d'éducation et des travaux ménagers jusque là dévolues aux femmes sont les bases de la crise de la famille et du développement du mouvement des femmes contre leur surexploitation et leur oppression. Or, ce mouvement, qui lutte pour le changement radical des rapports sociaux, porte en lui une exigence de pratique collective et d'action directe.

e) Enfin, la crise des valeurs bourgeoises entre l'ascétisme chrétien (famille, travail, patrie) et l'idéologie « hédoniste » de la consommation facile, entre les croisades et le néocolonialisme, entre la toute-puissance impérialiste et la défaite en Chine, à Cuba et au Vietnam, stimule l'insolence de la jeunesse contre cette société qui a perdu sa « légitimité ».

Certes, ces cinq facteurs essentiels au développement et à l'extension du contrôle ouvrier sont contrecarrés par des facteurs inverses :

1) L'enrichissement relativement rapide d'une partie importante de la classe ouvrière nationale d'après-guerre ;

2) La diversification accrue du prolétariat (multiplication des catégories de l'OS au technicien, doublant la division français/immigrés) ;

3) La privatisation accrue de la vie sociale en dehors de l'usine et le développement considérable des techniques de bourrage de crâne (télévision...) ;

4) Et surtout la politique réformiste d'intégration à la société bourgeoise, tous facteurs tendant à diluer la cohésion du prolétariat et à freiner son auto-activité.

Mais dans le cadre de la montée des luttes ouvrières, c'est la tendance de fond qui domine et s'exprime par l'extension du contrôle comme forme de lutte et comme revendication. C'est cette tendance qui explique :

a) Le recours à la grève active dans les secteurs publics (transports gratuits, santé gratuite, etc.) facilitant la jonction entre travailleurs de ce secteur et les travailleurs usagers. La réalisation par l'action de services gratuits pour les chômeurs.

b) Le recours à l'action directe : occupation des logements vides, crèches sauvages, pratique illégale et assumée en tant que telle de l'avortement, « marchés rouges » des producteurs aux consommateurs.

c) Le refus collectif des hausses et pas seulement le contrôle des prix : refus de la hausse des charges locatives ou, comme en Italie, autoréduction des tarifs publics y compris les impôts, organisées collectivement et reprises en charge par les syndicats.

d) La revendication du contrôle des habitants sur l'urbanisme, contre les dégâts de la spéculation foncière, et plus généralement, sur « l'environnement ».

Autant de formes d'action qui dans la mesure où elles transgressent la légalité bourgeoise et affirme de fait un pouvoir ouvrier contestataire se situent dans la problématique du contrôle ouvrier. Mais cette extension pose deux questions :

1) Sur quelle base politique se fait ou se revendique le contrôle ? Quels intérêts de classe exprime-t-il ? En effet, nous ne saurions avoir une conception « corporatiste » du contrôle où chaque groupe social exprime son intérêt immédiat et non un intérêt de classe. Cela est vrai au niveau de la production, cela est encore plus vrai quand la couche sociale qui exerce le contrôle n'est pas socialement prolétarienne. Ainsi, nous pensons que d'un point de vue programmatique, il faut parler de contrôle ouvrier et non de « contrôle populaire » même si dans la pratique, ce contrôle prend la forme de contrôle des usagers, ou des locataires ou des habitants.

2) Sur quel rapport de forces peut s'instituer ce contrôle pour dépasser le cadre de l'action ponctuelle ? La force du contrôle ouvrier sur la production réside dans la capacité du prolétariat de bloquer la machine économique. Rien de tel avec l'occupation des logements vides, les « marchés

rouges », ou le refus des centrales nucléaires. En fait, ces actions ont moins pour fonction de réorganiser parallèlement la société que de constituer un rapport de forces par rapport à l'Etat en montrant dans les faits que d'autres solutions conformes aux besoins des travailleurs existent. Elles ne possèdent donc pas en soi la même dynamique que le contrôle ouvrier dans l'entreprise.

6. Contrôle ouvrier et institutions étatiques

L'Etat bourgeois se caractérise par son caractère « séparé » des citoyens lui permettant d'assurer la dictature de la bourgeoisie avec le « consensus » maximal des travailleurs. La classe ouvrière dans la mesure où elle est une classe dominée ne peut s'emparer du pouvoir politique en utilisant cet Etat à ses propres fins. Elle doit le briser, puis le remplacer par un nouvel Etat constitué par les travailleurs eux-mêmes : c'est l'Etat-classe qui n'est plus tout à fait un Etat.

« Le contrôle ouvrier sur les institutions » ne peut donc avoir pour sens qu'une dualité de pouvoir entre les anciennes institutions bourgeoises et les nouvelles institutions prolétariennes « autogestionnaires ». Notre problématique générale s'articule donc autour des deux axes suivants :

1) La lutte pour l'extension des droits démocratiques qui ne sortent pas du cadre bourgeois mais accroissent les possibilités de combat de la classe ouvrière, à condition de distinguer soigneusement les droits démocratiques des institutions bourgeoises dites « démocratiques ».

2) L'appui sur les expériences partielles d'auto-organisation des travailleurs (et notamment l'auto-organisation des travailleurs employés dans ces institutions) pour imposer un contrôle de fait sur le champ d'action des institutions et montrer dans les faits la supériorité de la démocratie ouvrière sur la démocratie bourgeoise.

Mais encore faut-il distinguer les différentes institutions selon la place qu'elles occupent dans la domination de classe et la division du travail. De ce point de vue, on ne peut traiter de la même façon des institutions telles que le parlement et l'armée d'une part et l'école et la santé d'autre part.

a) Ainsi, en ce qui concerne les institutions dites « démocratiques » (municipalités, parlement...), nous avançons à la fois :

— Des revendications démocratiques telles que la proportionnelle intégrale, le droit de vote pour les immigrés, la suppression de la tutelle des préfets, l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel, etc.

— Le droit de veto des travailleurs organisés en comités de masse sur toutes décisions les concernant. Et nous luttons pour que les élus ouvriers dans les institutions bourgeoises aident à développer ces comités autonomes de l'institution et s'engagent à respecter leurs décisions en se plaçant

sous leur contrôle. On voit là la différence d'articulation entre auto-organisation et contrôle au niveau de la production et au niveau des institutions. Dans le domaine de la production, en raison même du rapport de forces que peut constituer la classe ouvrière par le blocage de l'outil de production, le contrôle ouvrier peut naître sans une auto-organisation développée. Il favorise au contraire son épanouissement. Il n'en est rien au niveau de la cité, où en raison de la dispersion des « citoyens », l'auto-organisation est une condition essentielle au rapport de forces permettant de développer le contrôle en véritable dualité de pouvoir.

b) De même en ce qui concerne l'armée, véritable Etat dans l'Etat. Nous luttons prioritairement aujourd'hui pour la reconnaissance des droits démocratiques (droits syndicaux et politiques pour les soldats, suppression des tribunaux militaires, etc.). En eux-mêmes, ces droits sont peu compatibles avec le rôle de l'armée de guerre civile. Parallèlement, nous avançons l'idée de contrôle des travailleurs et des soldats sur toutes les activités militaires (contrôle sur les conditions d'hygiène et de sécurité, dénonciation de l'endoctrinement, refus d'utilisation contre « l'ennemi intérieur », exigence de l'épuration des officiers fascistes et racistes). Mais bien sûr, nous devons expliquer qu'il n'y aura pas de réel contrôle si les travailleurs et les soldats n'ont pas de réel rapport de forces constitué par l'organisation autonome des soldats, le contrôle des stocks d'armes et, lors d'une crise révolutionnaire, l'armement des travailleurs.

c) Pour les médias (télévision, radio, presse), il ne s'agit pas seulement de réclamer le droit d'expression pour l'ensemble des organisations ouvrières et « démocratiques », il s'agit d'exiger le droit à la contre-information de la part des travailleurs et tout particulièrement des travailleurs de ces entreprises et des travailleurs en lutte. Cela peut se faire occasionnellement au prix de « mini coups de force » (occupation de la télévision...). Ces expériences limitées préparent en fait la transformation de la télévision de simple organe de diffusion en moyen de communication au service de la démocratie ouvrière. Cette conception implique de ne pas tomber dans l'erreur des travailleurs de *Republica* au Portugal qui, au lieu d'exiger le droit à la contre-information, réalisèrent de fait la censure. Même s'ils étaient poussés par un sentiment de classe contre la direction social-démocrate du journal, ils tombèrent dans un piège donnant l'impression qu'ils voulaient limiter le droit d'expression. Autre chose est la faute de l'Unité populaire chilienne qui respecta le monopole économique de la bourgeoisie sur l'information comme elle respecta les institutions bourgeoises. Au contraire, nous devons nous battre pour la nationalisation de l'ensemble des moyens matériels de diffusion et leur répartition entre les différents groupes de citoyens au *pro rata* de leur importance et de leur audience, sans aucune exclusive autre que la rébellion armée contre le nouveau régime.

d) Enfin se pose le problème du contrôle ouvrier sur des institutions telles que la santé et l'école ayant pour fonction à la fois d'assurer l'entretien et la formation de la force de travail et de diffuser l'idéologie dominante.

Ces institutions ne seront pas détruites du jour au lendemain lors de la prise du pouvoir par les travailleurs ; elles connaîtront un processus de *transformation-dépérissement*, parallèlement à la remise en cause de la division du travail, visant à faire réapproprié par l'ensemble de la société les activités sociales que sont la formation et la santé. Notre lutte dans ces institutions s'articule donc autour des axes suivants :

— D'une part, lutte pour l'accession d'un maximum de travailleurs et d'enfants de travailleurs à la « meilleure » santé et à la « meilleure » formation dans le cadre même du système existant et donc lutte contre toutes les mesures de rentabilisation et réformes capitalistes.

— D'autre part, remise en cause de la fonction de ces institutions dans la division capitaliste du travail qui s'exprime ici par la coupure enseignants/enseignés/travailleurs ou médecins/travailleurs de la santé/soignés/travailleurs. Cette double problématique débouche sur les axes revendicatifs suivants :

1) *L'égalité de tous en matière de formation et de santé suppose la gratuité, la gratuité impliquant la nationalisation.* Ce qui signifie notamment : formation gratuite, générale et critique, unique pour tous jusqu'à 18 ans ; santé gratuite et de qualité pour tous ; ce qui suppose la défense du caractère public de l'école et de l'hôpital contre les tentatives de privatisation, l'exigence de la nationalisation des écoles privées et de la santé privée, en particulier la fonctionnarisation du corps médical.

2) *L'autonomie par rapport à l'Etat bourgeois et au patronat : autonomie pédagogique des enseignants, libre choix des médecins par les patients et liberté de prescription des médecins.* Ce droit « démocratique » s'articule sur le développement de « pratiques de rupture » au sein de l'institution (recherches pédagogiques, recherche d'une nouvelle pratique médicale). Ces nouvelles pratiques s'épanouiront dans la période de transition mais il importe qu'elles se développent d'ores et déjà sans vouloir se figer en de nouvelles normes, c'est-à-dire en étant conçues comme des « expérimentations » librement voulues par les participants.

3) *Le contrôle des travailleurs et des usagers sur les conditions de travail :* nombre d'élèves par classe, nombre de malades en fonction du personnel soignant.

4) *Remise en cause plus fondamentale du contenu même de l'enseignement et de la santé dans la perspective de remettre en cause la coupure étudiants/enseignants/travailleurs, ce qui, dans l'immédiat, signifie notamment :* l'exigence du droit des travailleurs à la formation permanente sur le temps de travail (supposant la réduction massive du temps de travail à 35 heures et même 30 heures par semaine réparties sur cinq ou six jours

afin que les journées de travail à l'usine soient courtes et moins abrutissantes), la remise en cause du rapport théorie/pratique dans la connaissance et en conséquence dans la reconnaissance de la qualification, le droit au contre-cours dans le domaine des « sciences sociales », l'ouverture des écoles et des universités aux activités syndicales et populaires sur le quartier ou sur la ville ... *ou la coupure médecin/travailleurs de la santé/soignés/travailleurs, ce qui dans l'immédiat signifie :*

- le droit de contrôle des travailleurs et de la population sur les « nuisances » : rythme de travail, pollution, transports, urbanisme, etc ;
- l'éducation de l'ensemble de la population dès l'école sur la connaissance du corps humain, ses examens, ses maladies, en associant théorie et pratique, en liaison avec le secteur de la santé publique ;
- une filière unique de l'infirmier au médecin généraliste ce qui suppose un recentrage des études médicales sur la pratique médicale et la suppression des critères de sélection actuels ;
- l'obligation d'informer la population et particulièrement les malades sur l'intérêt et les risques de chaque examen et de chaque thérapeutique et le droit pour eux de les refuser sans cesser pour autant de recevoir les soins qu'ils acceptent ;
- la suppression du secret médical sauf si le patient le demande ;
- la suppression de tous les règlements rétrogrades des hôpitaux, ce qui suppose leur transformation matérielle (droits de visite, de sortie, d'habillement, etc.) ;
- la suppression de toute juridiction spéciale aux médecins (suppression de l'Ordre des médecins), etc.

Cette conception se distingue donc :

a) de la conception gauchiste selon laquelle le savoir n'est qu'« idéologique » et que finalement, n'importe qui pouvant aujourd'hui remplacer un enseignant ou un médecin, ce qui est un moyen de laisser l'enseigné sans connaissance et le malade sans soins !

b) de la conception corporatiste qui remplacerait la problématique d'ensemble du contrôle ouvrier sur la formation par le contrôle étudiant ou le contrôle ouvrier sur la santé par le contrôle des seuls travailleurs de la santé ou même des seuls malades.

c) de la conception ouvriériste qui comprendrait le contrôle ouvrier sur l'école ou sur la santé comme le contrôle de l'enseignant ou des médecins par un délégué ouvrier ou un délégué syndical.

d) de l'utopie qui penserait constituer des « contre-institutions », véritables « territoires libres », tissus de nouveaux rapports entre enseignants et enseignés, soignants et soignés, sans comprendre que ces nouveaux rapports sont indissociables du rapport enseignants-enseignés-société ou soignants-société. Mais il s'agit là d'un rapport dialectique et des « contre-institutions », si elles ne peuvent pas être des « territoires libres », peuvent

être néanmoins des terrains « d'expérimentation » et de « contestation » anticipant et favorisant les bouleversements sociaux.

7. Contrôle ouvrier et division du travail

Le contrôle ouvrier apparaît donc fondamentalement tant au niveau de la production que de la cité et des institutions de type école-santé comme la revendication et la forme de lutte permettant de remettre en cause dans la pratique la division capitaliste du travail et le « morcellement » du travailleur aliéné.

Pour autant, il serait faux de croire qu'on peut combattre la division du travail en luttant purement et simplement pour sa suppression par le partage et la rotation des tâches, non seulement entre intellectuels et manuels, mais au sein même des travailleurs manuels. En effet, si le capitalisme est directement responsable de l'accroissement de la hiérarchie vers le haut, en même temps, il est responsable d'une déqualification accrue accroissant la hiérarchie vers le bas par la multiplication dans tous les secteurs des « OS ». La lutte contre la hiérarchie passe par une lutte contre ce double mouvement, par une série de revendications telles que :

a) Formation permanente pour tous sur le temps de travail permise par la réduction massive du temps de travail, formation à la fois professionnelle « spécialisée » et universitaire « générale ».

b) Reconnaissance de la qualification acquise à la fois comme acquis « scolaire » et comme acquis du « savoir faire ».

c) Simplification des catégories visant à unifier les travailleurs selon le principe à travail égal salaire égal. Mais dans cette révision de la grille hiérarchique, les travailleurs doivent être guidés non pas par la définition d'une « juste hiérarchie », ce qui ne peut que semer la division et finalement justifier la division du travail, mais en fonction de critères de lutte de classes. Par exemple, en se fixant l'unification des grilles par branche professionnelle, en se fixant sur la meilleure grille existant dans chaque branche. Définition de parité entre les branches quand cela correspond à un travail et une qualification comparables, etc. (en refusant de prendre en compte la situation des cadres supérieurs directement liés au patronat).

e) Suppression du travail au rendement, du travail posté, intégration des primes au salaire, publicité intégrale des salaires, la lutte contre la hiérarchie des fonctions et contre la hiérarchie des salaires étant indissolublement liés.

f) Suppression pure et simple des fonctions de « flics » patronaux. Remise en cause des fonctions d'encadrement dont les tâches d'organisation technique du travail, nécessaires, pourraient facilement être réalisées à tour de rôle par les travailleurs ou par un travailleur élu et révocable par ses camarades. Mais si cette revendication est assez facilement réalisable dans une situation de contrôle ouvrier où les travailleurs mobilisés sont

susceptibles de faire respecter leur volonté contre la légalité de l'entreprise, de séparer rôle d'encadrement-flic et rôle d'organisation technique. En éliminant un de leurs camarades à ce rôle, en dehors d'une telle situation, les travailleurs risquent fort, non pas de remettre en cause la hiérarchie, mais de la cautionner de leurs voix. L'élection de la maîtrise par les travailleurs est donc indissociable de la remise en cause de sa fonction et plus généralement des rapports de production.

En effet, c'est lors des luttes et grâce à leur auto-organisation que les travailleurs peuvent et doivent poser les problèmes de nouveaux rapports de production, d'une nouvelle répartition des tâches entre les travailleurs eux-mêmes, ce qui suppose une nouvelle définition de ces tâches.

Mais avancer une telle perspective hors d'une telle situation de contrôle ouvrier, c'est-à-dire sans réel changement de « rapport de pouvoir » dans l'entreprise, c'est tomber dans le panneau des différentes réformes de l'entreprise (direction participative par objectif, enrichissement des tâches, etc.).

Le 1.6.1977

Des nationalisations en trompe l'œil

La campagne électorale qui s'ouvre sera dominée par la question des nationalisations. Pour au moins deux raisons. C'est, d'abord, un thème mobilisateur pour la droite, qui peut facilement brandir l'épouvantail du « collectivisme » et du « bureaucratisme ». C'est ensuite, de l'aveu même des signataires du Programme commun, l'un de ses points essentiels qui commandent une réorientation de la politique économique et fiscale. Chacun, à sa manière, entend donc faire monter les enchères électorales par son discours sur les nationalisations.

Il y a, de ce point de vue, deux débats parallèles, mais d'un intérêt fort inégal. Le premier trouve son point d'appui dans les brochures patronales qui se multiplient aujourd'hui pour mettre en garde tous les « petits indépendants », les « cadres » ou, plus généralement, les couches moyennes contre les conséquences du Programme commun. « *Niés en tant que responsables, peut-on lire dans une brochure de l'UNICER (1), les chefs d'entreprise et les cadres n'auront plus qu'à choisir entre « soumission » et « démission » ; les entreprises n'auront plus en face d'elles qu'un seul client : l'Etat ou plus exactement les bureaucrates du Plan, de la banque d'investissement et de leurs commandités.* »

Il s'agit là, avant tout, de clauses de style si l'on en croit le sondage de *l'Expansion* d'octobre 1976 qui révélait que 73 % des patrons considéraient comme « probable » l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement en 1978 et que 55 % d'entre eux jugeaient que la nationalisation de leur entreprise ne changerait rien à leur situation personnelle ! Toujours est-il que la démagogie « anticollectiviste » a du bon et que ni le gouvernement ni les officines patronales n'entendent s'en priver.

A quoi les partis signataires du Programme commun répondent que le secteur nationalisé ne représentera compte tenu des entreprises nationales déjà existantes qu'environ 15 % de la valeur ajoutée nationale, 14,9 % de la population active et moins de 1 % du total des entreprises installées en France. Ce qui leur permet, en retour, certains effets populaires de tribune lorsqu'il s'agit de défendre l'intégralité du Programme commun, et notamment le « noyau dur » des nationalisations, présentées comme le remède à tous les maux des travailleurs.

Au-delà de ces passes d'arme faciles, le patronat « éclairé » ne manque pas de souligner certaines incohérences dans les propositions de l'Union de la gauche concernant la politique industrielle. Le centre de gra-

vité de la polémique tourne autour des rapports entre plan, marché et nationalisations. Jean Boissonnat, rédacteur en chef de *l'Expansion*, s'engage explicitement dans la préface d'un livre (2) consacré au forum au cours duquel les dirigeants socialistes avaient présenté leurs thèses à un parterre de 500 patrons.

« Si l'on réintègre le client, l'entrepreneur et le profit dans le schéma de l'entreprise, on s'impose de poser en termes nouveaux les deux problèmes que sont l'équilibre Plan/marché et l'équilibre direction/salariés. Dans ce contexte, le problème des nationalisations doit être absolument éclairé au sein de la gauche elle-même. C'est-à-dire entre communistes, socialistes et radicaux de gauche. Ou bien il s'agit, en nationalisant neuf groupes industriels et toutes les banques, comme le prévoit le Programme commun, d'aménager le fonctionnement de marché sans le remettre en cause (thèse socialiste), ou bien il s'agit d'un premier pas vers la collectivisation de tous les moyens de production (thèse communiste). »

La question, non sans arrières-pensées politiques évidentes, est claire. L'Union de la gauche s'engage-t-elle à respecter le système économique ce qui autoriserait alors un débat d'« experts » sur les bienfaits des nationalisations pour guérir le capitalisme de sa crise ? La réponse ne s'est pas faite attendre. Côté socialiste, Michel Rocard avait donné le ton lors de ce « forum de *l'Expansion* », en expliquant : « Le système de régulation restera le marché. Sa logique est globale et, fût-elle publique, une entreprise qui produit dans une économie ouverte est obligée d'en respecter les contraintes. » (3)

L'écho du Parti communiste, contrairement aux affirmations de Boissonnat, ne devait pas tarder à se faire entendre. Dans *France nouvelle*, Philippe Herzog écrivait, l'hiver dernier : « Le marché garde un rôle de base dans la régulation de l'économie. Il permet une adaptation individuelle et collective souple et diversifiées aux variations de la demande et de l'appareil productif. Il incite à la recherche de progrès de productivité. » (4)

Les six mois de campagne électorale verront donc s'affronter des arguments essentiellement techniques sur la comptabilité et l'utilité de l'appropriation publique des banques et de quelques grands groupes industriels pour rationaliser une économie de marché, dont tout le monde s'accorde à respecter le mode de fonctionnement. Et ni le Parti socialiste ni le Parti communiste n'évoqueront les nationalisations comme instrument d'une transition vers le socialisme.

Pourtant, le véritable débat dans la perspective d'un gouvernement qui s'engagerait à satisfaire les revendications des travailleurs, devrait s'articuler autour de quatre questions fondamentales. Pourquoi nationaliser, d'abord ? Il n'est pas inutile, à cet égard, de reprendre le conflit historique entre staliniens et sociaux-démocrates entre les deux guerres, et de tirer le bilan des nationalisations réalisées en 1936 et à la Libération.

Que nationaliser, ensuite ? A cet égard, le fameux « seuil minimum »

dont parle le Parti communiste pour justifier sa signature du Programme commun, n'a guère de valeur scientifique au regard des exigences qu'imposerait la transition au socialisme. Qui nationaliser, également ? La question du remboursement aux patrons des capitaux transférés à l'Etat ne semble guère poser de problème de conscience aux dirigeants des partis réformistes. Les exemples historiques du Chili et de 1945 devraient pourtant soulever de biens mauvais souvenirs.

Comment nationaliser, enfin ? Les partis de gauche, la CGT et la CFDT ne manquent pas de mettre l'accent sur ce point, soucieux de répondre aux aspirations des travailleurs touchant au contrôle de leur outil de production. Mais la « gestion démocratique » ou « l'autogestion » (version PS) débouchent-elles sur un changement significatif des rapports de production dans la société ?

1. Pourquoi nationaliser ?

Curieusement, si l'on songe au débat actuel sur la réactualisation du Programme commun, le Parti communiste dans les années trente accusait le Parti socialiste de « réformisme », lorsque celui-ci inscrivait dans son programme une série de nationalisations. Après la « troisième période » de l'Internationale communiste, en effet, le PCF adopte le tournant des Fronts populaires qui se concrétise, en France, par l'alliance avec le Parti radical. Se camouflant alors derrière un langage « gauchiste » — « *c'est seulement le pouvoir des Soviets qui pourra effectuer les nationalisations* » — il entend surtout ne pas effrayer les classes moyennes massives regroupées derrière le parti dominant de la bourgeoisie, à l'époque.

Ainsi, lorsqu'après de laborieuses négociations au sein du *Comité national du rassemblement populaire*, au cours desquels la délégation communiste conduite par Jacques Duclos trouve des alliés privilégiés chez les représentants radicaux, le programme des trois partis du Front populaire est rendu public, le 1^{er} janvier de 1936, il ne comporte qu'une seule nationalisation, celle des industries d'armement. Encore ne figure-t-elle pas au chapitre économique mais sous le titre défense de la paix. A la nationalisation du crédit, refusée par les communistes et les radicaux, est substitué le mot d'ordre : « *Il faut que la Banque de France devienne la Banque de la France* ».

Thorez ne déclarait-il pas, d'ailleurs en octobre 1935 : « *Nous n'avons pas changé d'opinion à propos des nationalisations et des offices. Il y a un an, nous nous sommes battus à ce sujet. Nous n'avons pas voulu accepter les officines agricoles, ni davantage accepter les nationalisations. A chaque séance du comité central, à chaque séance du bureau politique, dans chaque assemblée d'information de la Région parisienne, nous nous sommes nettement prononcés et résolument contre tout ce qui crée des illusions dans la classe ouvrière* » (...) (15)

« Nous sommes pour la nationalisation, mais nous considérons que pour nationaliser il faut le pouvoir ; et prendre le pouvoir, pour nous, cela ne se fait que d'une seule façon : par la dictature du prolétariat, par le pouvoir des Soviets. Si on nous dit : « Mais il s'agit d'étatisation, il s'agit de faire de certaines usines, de certaines entreprises, des banques, ce qui est fait maintenant dans les chemins de fer. Bien, allez faites-le, mais ne nous parlez pas de socialisme ou de nationalisation ; ne nous racontez pas que le service des postes, c'est du socialisme, que les chemins de fer, dans les conditions où ils fonctionnent, c'est du socialisme ».

On retrouve donc mêlées deux argumentations. L'une, théoriquement juste, qui consiste à souligner qu'un service même public, dans un système capitaliste, n'est en aucun cas un îlot de socialisme, et l'autre, s'appuyant sur la première, qui consiste à refuser toute revendication de nationalisation dans la lutte des travailleurs contre le système capitaliste.

C'est précisément contre cette thèse que se lève Trotsky dans la rédaction, du Programme de transition : *« Le Programme socialiste de l'expropriation, écrit-il, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit nullement nous empêcher, dans la période de transition, lorsque l'occasion s'en offre, de revendiquer l'expropriation de certaines branches de l'industrie, parmi les plus importantes pour l'économie nationale, ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires » (...).*

« La nécessité de lancer le mot d'ordre d'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue propagandiste sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à des divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte de classes ».

La nationalisation apparaît donc bien comme une revendication transitoire, à condition naturellement, précise Trotsky, qu'elle se fasse sans rachat ni indemnités, sous contrôle ouvrier et qu'elle soit intégrée dans la perspective de formation d'un gouvernement des travailleurs. La querelle sémantique sur « expropriation » ou « nationalisation » n'a à ce propos, guère de sens, dans la mesure où l'expression « nationalisation sans rachat ni indemnités » signifie strictement la même chose que la formule « expropriation », avec une valeur pédagogique plus grande.

Bilans en trompe-l'œil

Le Parti communiste devait, après la guerre, se rapprocher des thèses réformistes classiques sur les nationalisations. Cela aboutit au vaste programme de nationalisations de la Libération, qui eut pour fonction essen-

tielle de servir de tremplin à la reconstruction d'une économie capitaliste dévastée par la guerre. Le bilan qui en est tiré par le PC et le PS permet d'éclairer leur argumentation actuelle sur le Programme commun.

Le patronat, bien sûr, ne manque pas de souligner les « carences » des entreprises publiques issues de la Libération, invoquant « leurs déficits d'exploitation, la tutelle bureaucratique des ministères et la toute-puissance des syndicats ». Il oublie simplement de dire que le dit déficit est principalement dû aux tarifs préférentiels accordés, par exemple, par EGF aux entreprises privées industrielles. On estime en effet, que le tarif « moyenne-haute tension » est inférieur de 50 % à ce qu'il devrait être pour respecter l'équilibre usagers domestique-usagers industriels. De même, pour le gaz, le prix de vente de la thermie-gaz a pris, selon une récente déclaration du directeur général de GDF, un retard de 60 %. (6)

Le Parti socialiste n'est guère gêné pour répondre au patronat. Il insiste sur le rôle irremplaçable des entreprises publiques dans l'accumulation capitaliste de ces trente dernières années. D'une part, en garantissant, par leurs commandes, un développement florissant du secteur privé : c'est le cas de la SNCF avec l'industrie du matériel ferroviaire. D'autre part en fournissant une infrastructure indispensable à l'économie de marché dans des secteurs où la rentabilité des capitaux investis n'était pas évidente. Le PS valorise aussi les progrès de productivité. Le tonnage des marchandises transportées par le train n'a-t-il pas été multiplié par quatre depuis la Libération, alors que le personnel de la SNCF a quasiment diminué de moitié ?

Le Parti communiste n'est pas loin de reprendre à son compte ces arguments en faveur des entreprises nationales. « *Appréciés du point de vue de la classe ouvrière et de l'intérêt national, écrit Henri Sègre dans son livre « Les entreprises publiques », les succès du secteur public industriel sont, dans certains domaines, incontestables ; ainsi en est-il pour le développement des capacités de production et le progrès technique, pour la défense de l'indépendance nationale, dans certaines entreprises pour l'amélioration (limitée) de la situation des travailleurs. En revanche, l'expérience a confirmé ce que déclarait le PCF dès 1945 : les nationalisations, sans transformation de la nature de classe du pouvoir, ne sont pas une mesure socialiste et il ne saurait exister d'îlot de socialisme dans un pays qui ne l'est pas.* » (7)

Les économistes communistes se démarquent donc d'un bilan trop unilatéral. Leur analyse profonde revient, en fait, à leur conception — réformiste — de l'Etat. Selon eux, en effet, les nationalisations connaissent leur plein rendement lorsque l'Etat est démocratique. Que la bourgeoisie réinvestisse l'Etat, et les nationalisations sont limitées par ce transfert de pouvoir qui, à l'évidence, suppose neutre la nature même de l'Etat.

Henri Sègre synthétise cette vision des choses de la façon suivante :

« Aussi bien en 1936, qu'en 1945, les forces populaires sont intervenues activement pour affranchir un certain nombre d'activités de base de l'emprise monopoliste. (...) Il a été possible ainsi à la Libération, sur la base d'un secteur public étendu à des activités productives essentielles et à certains circuits de financement, de réaliser un redressement économique rapide orienté à l'origine vers la satisfaction des besoins tant individuels que collectifs et impulsés par l'action décisive des travailleurs. L'essor alors donné aux forces productives par ce moyen a été tout à fait remarquable ; il reste aujourd'hui incontesté. Cependant les changements politiques intervenus en 1947 ont inversé la finalité de cette réorganisation à base d'appropriation publique des moyens de production majeurs pour mettre ces derniers au service du développement monopoliste. » (8)

La réalité est moins contradictoire. Les nationalisations de 1945 ont eu essentiellement pour but, du point de vue de la bourgeoisie française, de jeter les bases d'une reconstruction capitaliste rapide en transférant à l'Etat la charge de secteurs de base dans laquelle la rentabilité des capitaux n'était pas assurée. C'est le cas de l'énergie (Charbonnages et EGF) et des transports aéronautiques (Air France) après les transports ferroviaires, en 1936 (SNCF). En nationalisant également le crédit, l'Etat bourgeois se donnait les moyens de mieux orienter les sources de financement vers les secteurs les plus rentables et de contrôler ainsi les processus d'accumulation du capital.

Leur fonction économique clairement définie, il faut quand même constater que les entreprises publiques ont accordé aux travailleurs des avantages sociaux non négligeables. Mais la raison en est moins la nature de ces entreprises que la force du syndicalisme qui s'y est développé. Les entreprises nationales, concentrant des dizaines de milliers de travailleurs en leur sein, ont facilité leur organisation et leur capacité de résistance. Au nombre des avantages, on peut citer les statuts qui garantissent l'emploi dans la plupart des sociétés nationales ; on peut souligner que certaines garanties — comme la troisième semaine de congés payés — sont apparues d'abord dans le secteur public, ou que des primes annexes comme à l'EGF, atteignent parfois des sommes substantielles.

Mais le bilan positif s'arrête là. Entre 1968 et 1971, par exemple, la hausse du salaire brut a été moins rapide dans le secteur public, sauf à l'EGF, que dans le secteur privé. Depuis, la politique contractuelle, si elle a garanti une légère augmentation de pouvoir d'achat jusqu'en 1974, n'a pas permis un rattrapage. La situation actuelle de blocage des négociations salariales n'est évidemment pas faite pour modifier la situation. De même si la garantie de l'emploi existe à la SNCF, la baisse des effectifs salariés a été quasi-constante depuis la Libération, du fait d'une embauche largement inférieure aux départs à la retraite. Enfin, la productivité a crû très

fortement. Chez Renault, entre 1969 et 1973, le nombre de véhicules produit par salarié est passé de 11,7 à 15,1 alors que chez Citroën, ce même ratio, durant la même période, passait de 10,1 à 12,6. Ce qui pousse le PCF et la CGT à vanter les mérites de l'entreprise nationale « Renault », en allant jusqu'à mettre en avant des slogans du type « Renault roule plus vite que Citroën » (9). Même si les ouvriers de la Régie ne sont pas mieux traités que dans une entreprise automobile privée de taille comparable, comme Volvo en Suède.

La panoplie des explications réformistes

La valorisation évidente du bilan des nationalisations de 1936 et de 1946 — même avec les réserves qu'y introduit le PC — n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans la logique d'une démonstration économique à destination de la bourgeoisie. Les nationalisations ? Mais c'est le meilleur moyen de sortir notre économie de la crise qu'elle traverse ! Les explications des signataires du Programme commun s'articulent autour de cette idée centrale. Avec naturellement, pour les radicaux de gauche, la volonté de limiter au maximum l'impact de ces nationalisations.

Jean-Denis Bredin énumère, en effet, un certain nombre de risques : « les secousses qu'impose au système économique tout entier la réalisation d'un vaste programme de nationalisations », « les illusions et les déceptions » pour le personnel des entreprises concernées ; le « gigantisme des entreprises publiques provoqué par le groupement éventuel des banques nationalisées », etc. Aussi, pour remédier à la distorsion entre la fonction économique des grandes entreprises monopolistes et leur structure juridique — seule justification, aux yeux du leader radical, à la nationalisation — il convient d'utiliser d'abord toutes les procédures auxquelles la législation donne droit : commissaires du gouvernement auprès des banques d'affaires privées, gestion des participations industrielles de l'Etat par le biais de la Caisse des dépôts, etc. « Et si, conclut malignement Jean-Denis Bredin, s'approchant du pouvoir, la gauche constate, pesant les avantages et les inconvénients de son projet, qu'elle doit limiter son programme de nationalisations, renoncer, par exemple, à la nationalisation de secteurs tous entiers de l'économie, ou encore les échelonner dans le temps pour adapter l'outil à la situation, il faut qu'elle ait assez de rigueur et de sérieux pour le dire ».

Le discours socialiste n'est pas aussi cynique. La revue *Faire* qui, sur ce point exprime l'opinion de la majorité de la commission « secteur public » du Parti socialiste, écrit dans un récent numéro : « Il faut aller plus loin et dépasser le seul débat sur la légitimité des nationalisations. Tout a été dit à ce sujet et les textes sont clairs. Le Parti socialiste a rappelé à plusieurs reprises que les nationalisations étaient justifiées en fonction de différents critères : importance des commandes publiques dans l'activité de

l'entreprise concernée (Dassault, par exemple), appels répétés aux fonds publics (informatique, automobile, sidérurgie, etc.) ; situation de monopole ou position largement dominante dans un secteur (P.U.K., Rhône-Poulenc) ; secteur vital d'un point de vue social (pharmacie). Rien qui ne soit d'ailleurs conforme à l'esprit de la Constitution de 1946. »

« Mais on ne peut en rester à cette légitimation. Les nationalisations n'ont de sens que si elles sont un moyen d'affaiblir le capitalisme, d'infléchir le modèle de développement actuel, de modifier les structures de pouvoir dans l'entreprise. Le débat doit permettre de situer les nationalisations dans une perspective d'ensemble de transformation de la société. Ce n'est pas une question théorique, mais une question politique. C'est en fait la réponse au « Comment nationaliser ? » qui indiquera la véritable réponse au « Pourquoi nationaliser ? ».

Cette « affaiblissement du capitalisme » prend cependant un goût bien fade quand on entend Michel Rocard déclarer à la tribune du congrès socialiste de Nantes, en juin dernier : « Notre orientation fondamentale ? Concevoir les nationalisations comme l'outil privilégié de notre politique industrielle, et non pas comme un principe fondamental du socialisme. Le principe fondamental, c'est l'autogestion, la gestion directe et non l'étatisation... Nous nationalisons pour assurer le contrôle nécessaire de l'économie, pas pour respecter des dogmes. Enfin, il faut, et c'est essentiel, que le développement du contrôle des travailleurs se fasse partout à la fois, donc sans omettre le secteur privé, ce qui sera le résultat d'un long apprentissage de la lutte des classes et de la gestion des victoires acquises. »

Fondamentalement, les nationalisations seront donc un outil de réorientation de la politique industrielle dans le cadre d'une économie où le marché restera le régulateur global et où la planification dessinera quelques grandes orientations par le biais de contrats de programme entre l'Etat et les grandes entreprises. Dans ce cadre-là, le contrôle et l'autogestion apparaissent bien comme des miroirs aux alouettes pour faire croire aux travailleurs que le Programme commun changera leurs conditions de vie, quand les nationalisations ne changeront pas le système.

L'approche officielle du Parti communiste a toujours mis l'accent sur la « limitation des bases de l'accumulation monopolistique ». Se drapant d'une pseudo-analyse scientifique marxiste, les économistes communistes se sont évertués à démontrer que quelques nationalisations suffisaient à « circonscrire » une logique de marché.

Anicet le Pors résume bien cette position communiste dans l'introduction à un article récent d'*Economie et politique* : « Champ et contenu des nationalisations sont indissociables. Le Parti communiste français a toujours souligné simultanément que les nationalisations démocratiques prévues par le Programme commun étaient nécessaires pour : a) affaiblir de façon déterminante les bases monopolistes et créer ainsi les conditions pour sortir le pays de la crise ; b) doter le pouvoir démocratique d'un outil

moderne, efficace, permettant d'atteindre les objectifs économiques et sociaux du Programme commun ; c) favoriser l'intervention des travailleurs sans laquelle il n'y a pas de véritable nationalisation et cela non seulement demain pour mettre en œuvre la gestion démocratique mais dès aujourd'hui dans les luttes. » (12)

On remarquera toutefois que les explications du PC sur le « *Pourquoi nationaliser ?* » ont eu tendance à « glisser » au fur et à mesure que les échéances électorales approchent. Le discours sur « l'affaiblissement des bases monopolistes » a largement fait place à un discours plus proche de celui du PS sur l'efficacité d'un secteur public pour surmonter la crise économique, sans changement fondamental du système.

Nationalisations, plan et marché

En réalité, la question décisive pour concrétiser les positions des signataires du Programme commun concerne l'analyse des rapports entre nationalisations, plan et marché. Il y a, dans l'Union de la gauche, deux « sensibilités » qui se distinguent aujourd'hui mais se rejoindront demain quand il s'agira de faire les choix essentiels.

Les radicaux de gauche et la majorité du parti socialiste expliquent dès maintenant que les entreprises publiques se situeront dans un environnement économique international de concurrence et qu'il est vain de dissocier un secteur étatique, fonctionnant avec une logique propre, contradictoire à celle du marché, et un secteur privé largement majoritaire soumis aux impératifs de la recherche du profit maximum. Michel Rocard résumait l'idée devant les patrons du « forum de l'Expansion » de la façon suivante : « *La relation Etat-entreprise s'établira sur une base contractuelle, à partir d'un programme valable pour plusieurs années. L'Etat définit les charges des services publics qui incombent à l'entreprise du fait des objectifs qui lui sont fixés par le Plan : l'entreprise les évalue ; l'Etat les compense.* » (13)

« Hormis ces servitudes, qui feront des entreprises nationales un des leviers de la politique industrielle, la seule tâche des entreprises nationales sera d'être performantes et compétitives. » Point de fioritures, comme on le voit ! Le secteur public n'échappera pas aux contraintes de la rentabilité dans un univers économique dominé par la concurrence. « *On ne biaise pas avec le marché* » avait conclu Michel Rocard...

Le Parti communiste et le CERES avancent des explications plus sophistiquées. En gros, il y aurait, selon eux, deux fonctions du marché. La première, ce serait la mise en relation et l'équilibre de l'offre et de la demande de produits. Cette fonction apparaîtrait « irremplaçable » dans le système économique, surtout si l'on envisage les réformes économiques que plusieurs pays de l'Est ont tenté de mettre en place pour remédier aux carences d'une planification impérative trop centralisée.

La deuxième fonction, ce serait l'allocation des ressources, c'est-à-dire la répartition de la plus-value dégagés entre les entreprises en fonction des niveaux de compétitivité. Les nationalisations et le plan démocratique pourrait progressivement y mettre un terme, en changeant la logique de l'allocation des ressources. Limitée d'abord à un secteur, le mécanisme s'imposerait lentement à l'ensemble des entreprises. Le plan, pour reprendre une expression du CERES « *dominerait progressivement le marché* ». Thèse séduisante si elle n'omettait pas d'expliquer comment, avec plus de 99 % des entreprises et 85 % de la production maintenues dans le secteur privé, le plan pourrait petit à petit prendre le pas sur le marché, alors que les frontières resteront grandes ouvertes à la logique de la concurrence capitaliste internationale et que les travailleurs n'auront pas le pouvoir effectif de casser un système tourné vers la recherche du profit maximum, y compris dans le secteur public.

Les relations plan/marché dans une perspective de transition au socialisme suppose pourtant deux préalables : un rapport de force économique qui fasse du secteur nationalisé la totalité des principaux centres de production du pays, et un rapport de force social qui, par le biais de la mobilisation et d'une réduction massive du temps de travail, autorise une transformation progressive du contrôle ouvrier en gestion ouvrière. Sans ces conditions, le plan, élaboré sous les contraintes de la loi du marché et, indépendamment de l'intervention des travailleurs, ne constituera qu'un aménagement aux difficultés rencontrées par le système économique actuel pour maintenir ses conditions d'accumulation. Avec, y compris, l'illusion qu'ont les partis réformistes de pouvoir élaborer un véritable plan au niveau national dans des conditions de production qui ne font que s'internationaliser.

Le nouveau mode de production, fondé sur une définition collective des besoins sociaux qui orientera l'économie toute entière, ne naîtra pas, à cet égard, d'une politique de « petits pas » à la barbe et au nez de la bourgeoisie. La logique du marché — « globale », Michel Rocard a parfaitement raison — et celle d'une planification socialiste sont contradictoires. Le débat est, ici, détourné vers la question de la crise révolutionnaire et de l'Etat.

2. Que nationaliser ?

Il reste que le Parti communiste a toujours présenté les nationalisations comme la clé de voute d'un programme de transformation démocratique de la société française. Tentant de donner des solidifications théoriques à sa thèse, à partir de son analyse de la crise du « capitalisme monopoliste d'Etat », il a défini un « seuil minimum » des nationalisations à réaliser pour aboutir à l'objectif recherché. Ce seuil minimum était ainsi conçu en 1972, au moment de la signature du Programme commun :

« La nationalisation des bases monopolistes essentielles dans les secteurs clés de l'industrie doit faire référence à des critères permettant de les caractériser sûrement. C'est-à-dire d'établir la socialisation avancée des forces productives dans les secteurs considérés (non seulement du point de vue de l'état des échanges inter-industriels de marchandises, mais aussi en dynamique, en intégrant notamment le développement technologique et scientifique), la domination monopoliste (concentration-centralisation industrielle directe ou financière) dans ces secteurs, le financement public de ses activités, caractéristiques du capitalisme monopoliste d'Etat. Cependant, il est bien évident que l'étude de cet ensemble de critères ne peut à elle seule conduire à une définition politico-économique satisfaisante du seuil minimum. Le seuil doit prendre en compte simultanément les caractéristiques sectorielles, les relations de l'industrie et du secteur bancaire et financier et l'intervention de l'Etat dans ces secteurs (14) (...).

On peut donc, en résumé, formuler notre conception du seuil minimum de nationalisation de la façon suivante. Le seuil minimum que devra franchir dès le début de la législature la politique de nationalisation est constitué par l'ensemble des entreprises ou secteurs clés dont le changement de la propriété sera nécessaire pour permettre au pouvoir démocratique de supprimer les principales bases d'accumulation monopoliste, d'engager l'extension progressive et une restructuration cohérente du secteur public et, au-delà de l'appareil de production, d'entreprendre une régulation consciente de l'économie (intérieure et extérieure), d'assurer la satisfaction des besoins sociaux par un développement économique rapide. »

Ces définitions et critères « scientifiques et rigoureux » n'ont pas empêché le PCF de ramener au seuil minimum de 25 groupes industriels (quand il discutait de son propre programme, à l'automne 1971) à 9 pour le Programme commun. Cela n'a pas gêné Marc Dupuis pour écrire, dans un livre intitulé *Nationaliser ? Pourquoi ? Comment ?* : « Les neuf groupes industriels dont la nationalisation est préconisée par le Programme commun ont été sélectionnés à partir d'une analyse rigoureuse de la société française » (15) et sur la base de critères « sérieux et rigoureux ».

Quels sont ces critères, en vérité ? Le Programme commun énumère explicitement : « Les entreprises qui répondent directement à des fonctions collectives ayant le caractère de service public et donc à des besoins sociaux fondamentaux ; les sociétés vivant sur fonds publics, qu'il s'agisse de marchés publics, de subventions, de crédits de faveur, etc. ; les principaux centres d'accumulation capitaliste qui dominent la plus grande partie, voire la totalité de certaines productions réduisant la concurrence à celle de quelques firmes géantes ; les entreprises qui contrôlent des branches essentielles pour le développement de l'économie nationale (niveau technique, échanges internationaux, rôle régional, etc.)... » (16).

On s'étonnera donc qu'à partir de ces critères « scientifiques », les signataires du Programme commun n'aient pas cru bon d'insérer dans

leurs listes les trusts suivants qui, pour une raison ou pour une autre, y répondent pourtant clairement : Peugeot-Citroën, Michelin, BSN, Shell-France et Pennaroya, les trusts des industries agricoles et alimentaires, Kléber-Colombes, Ciments Lafarge, Hachette, etc... Il y a donc tout lieu de penser que la « scientificité » sert plutôt en la matière à justifier *a posteriori* des choix politiques éminemment tactiques concernant le nombre de nationalisations : assez pour gagner la confiance des travailleurs ; pas trop pour ne pas effrayer la bourgeoisie.

Il y a, de plus, une contradiction dans la politique des partis réformistes et, en particulier, celle du Parti socialiste. On présente souvent la nationalisation, en se référant à la constitution de 1946, comme le moyen de rendre à la nation une entreprise ayant acquis un monopole de fait. On serait en droit de penser que l'appropriation par le secteur public d'une entreprise de ce type aurait pour but de gérer le monopole dans l'intérêt des travailleurs. Or, le projet actuel du PS, insérant les entreprises nationales dans le cadre contraignant de la concurrence internationale, consiste précisément à faire le contraire. On déclare volontiers, chez les économistes socialistes, que c'est une bonne chose de laisser en concurrence Renault avec deux autres entreprises françaises comme Peugeot-Citroën ou Chrysler-Simca et, mieux, on propose de restructurer le secteur pharmaceutique, par le jeu des filiales, en deux entreprises, l'une publique et l'autre privée, alors que la nationalisation de Roussel-Uclaf, Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Rhône-Poulenc rendrait le secteur complètement aux mains de l'Etat !

L'exemple du secteur automobile

Si l'on reprenait le terme de « seuil minimum » appliqué au secteur automobile, que faudrait-il nationaliser pour « affaiblir » le système capitaliste et « circonscire » l'accumulation monopoliste ? Trois entreprises dominent, en France, le marché : Renault entreprise publique depuis 1945, Peugeot-Citroën et Chrysler-Simca. Le bilan de la première est, de ce point de vue édifiant. Si « *Renault roulait plus vite que Citroën* » avant la fusion Peugeot-Citroën — encore que ce ne soit vrai qu'à partir de 1970, les indices de production de voitures particulières donnant, depuis 1960, Peugeot largement en tête devant Citroën et Renault — quelles en sont les raisons profondes ? Sûrement pas, sa nature d'entreprise publique.

Renault s'est développé autour de deux axes. Le premier a été un choix de gamme de véhicules — « petits modèles » — qui a répondu à l'extension de la consommation à un niveau de masse dans les pays industriels avancés. Ce marché, la régie l'a conquis en France mais aussi à l'étranger en livrant une concurrence sévère à ses partenaires européens.

Et c'est le deuxième axe, Renault exporte, en effet, plus de la moitié de sa production — ce qui en fait l'un des principaux pourvoyeurs de devises pour la banque de France — et multiplie ses usines de fabrication à l'étranger. Rien dans tout cela qui « circonscrive » les bases de l'accumulation monopoliste.

Le PC a fait longtemps campagne, dans le cadre de la réactualisation du Programme commun pour la nationalisation de Peugeot-Citroën. Cette extension du secteur public automobile aurait-elle changé les choses ? Deux groupes publics, au lieu d'un, se seraient affrontés à la concurrence internationale des constructeurs étrangers et nationale de Chrysler-Simca. Des accords entre les deux sociétés nationales auraient peut-être permis une rationalisation des conditions de recherche et de production, mais, fondamentalement, elles auraient eu à faire face aux mêmes exigences de compétitivité qu'auparavant.

D'autant qu'il est illusoire de croire que nationaliser une entreprise automobile, seule, pourrait permettre, sous certaines conditions, de donner, une autre logique à la production de véhicules. La dépendance du secteur automobile est très grande à l'égard de trusts français et étrangers pour la production de pièces décisives au montage des voitures et se développe avec la tendance à la spécialisation du travail dans le cadre de l'internationalisation de la production.

Que signifierait, par exemple, nationaliser Peugeot-Citroën et Chrysler-Simca en plus de Renault, si l'on ne maîtrise pas le processus de production de bout en bout. Les freins, par exemple ? Ils sont principalement produits par DBA, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe américain Bendix Corp. Les embrayages ? Ils sont fabriqués par Ferodo, trust français qui possède également 70 % du capital de SEV Marchal, fournisseur de bougies et de phares (18). Un gouvernement défendant les intérêts des travailleurs pourrait toujours essayer de mener une politique automobile différente, tordre les prix à la baisse, changer les gammes de véhicules, il se heurterait aux contraintes de production en amont — fournisseurs de pièces détachées indispensables — et en aval — débouchés majoritairement tournés vers l'exportation et devant donc respecter les critères du marché international.

Si l'on voulait donc nationaliser l'automobile en France, il faudrait étendre le secteur public non seulement aux trois constructeurs français, mais aussi à toutes les usines de production de pièces détachées dépendant de groupes étrangers installés en France, aux trusts français fournisseurs du secteur comme Ferodo, etc. Il faudrait ensuite que l'Etat se rende maître du commerce extérieur automobile, en contrôlant l'importation de véhicules étrangers (31 % du marché français en 1971) et l'exportation des véhicules français. Il faudrait enfin, par une réduction massive du temps de travail et dans le cadre de l'élaboration démocratique du plan, définir les priorités dans la construction d'automobiles à partir des pro-

positions des travailleurs du secteur. Une telle analyse sectorielle reste forcément schématique. Elle doit évidemment s'intégrer à une réflexion plus générale sur « que nationaliser ? » dans la perspective de formation d'un gouvernement des travailleurs.

Un débat clarificateur

La longue discussion sur les nationalisations, lors de la réactualisation du Programme commun, a permis de clarifier les projets concrets de l'Union de la gauche si elle gagne les élections législatives de 1978. Le premier débat tournait autour du rôle assigné au secteur financier après la nationalisation des banques d'affaires privées. Le patronat, et notamment les PME, ont vivement protesté contre une telle nationalisation totale du crédit qui ruinerait, selon eux, toute concurrence entre banques, et mettrait les entreprises à la merci des « technocrates du plan ».

Pourtant, jusqu'à présent, les trois banques nationales (Société générale, Crédit lyonnais, BNP), issues de la loi du 2 décembre 1945 nationalisant plus de la moitié du système de crédit, ne se sont guère démarquées des banques privées dans leur politique financière. Le président de la Société générale résumait les choses ainsi, récemment : « *Les banques nationales dans notre pays ne se distinguent en rien des banques commerciales privées, hormis par la nature de l'actionnaire majoritaire* » (18). L'Union de la gauche entend-elle remédier à cette situation ?

Aux cris des patrons, les responsables économiques du Parti socialiste répondent immédiatement par le respect du « pluralisme » de l'organisation bancaire. Ce qui veut dire que là concurrence sera maintenue entre les banques publiques quel que soit, par ailleurs, le rôle dévolu à la Banque nationale d'investissement (BNI) qui regroupera les établissements spécialisés existant (Crédit national, Crédit hôtelier, etc.). Comme les succursales françaises des banques étrangères resteront de leur côté, privées, la réorganisation du crédit ne modifiera guère les conditions de financement de l'économie dans un sens favorable aux besoins des travailleurs au détriment de la rentabilisation immédiate.

Deuxième débat : les sociétés mères et les filiales. On sait qu'une divergence importante opposait, sur ce point, le Parti communiste au Parti socialiste. Le premier souhaitait que passent sous le contrôle public toutes les entreprises qui, par le jeu des filiales des neuf groupes et des « banques nationalisables » verrait 51 % de leur capital aux mains d'entreprises nationales. Il évaluait donc à environ 1615 le nombre des entreprises nationales, faisant remarquer, par exemple, qu'il serait absurde de ne pas nationaliser Alsthom-Atlantique — fusion récente d'Alsthom, filiale de la CGE et des Chantiers de l'Atlantique — qui détient le monopole de la construction des turbines équipant les centrales nucléaires françaises.(19) Or, par le jeu des participations de la CGE et des banques d'affaires privées, 71,6 % du capital d'Alsthom-Atlantique serait détenu par l'Etat

après les mesures prévues par le Programme commun.

Le Parti socialiste, pour sa part, s'en tenait à un programme de nationalisation des seuls holdings financiers des groupes nommément cités dans le Programme commun ainsi que les filiales détenues à 100 % par ces groupes. Cela montait le total des entreprises nationalisées à environ 400. L'argumentation était fondée essentiellement sur la difficulté juridique que rencontrerait un gouvernement d'Union de la gauche pour réaliser plus de 1500 nationalisations avec des difficultés constitutionnelles à la clef. La Constitution de 1946, à laquelle se réfère constamment les dirigeants du PS pour justifier les nationalisations, prévoit, en effet, l'appropriation publique d'entreprises ayant acquis un caractère de monopole. Si la démonstration peut facilement être faite pour les neufs groupes industriels, elle est plus difficile à faire pour des filiales qui peuvent être parfois de simples PME. Soucieux de la légalité, et voulant éviter d'effrayer le petit patronat, le PS s'est donc réservé la possibilité d'analyser cas par cas la situation de chaque groupe pour envisager ou non la nationalisation de filiales diverses.

En réalité, le projet qui sous-tend cette position touche à la participation des travailleurs dans les entreprises nationalisées. Limiter le nombre des entreprises publiques revient, *ipso facto* à limiter les conseils d'administration tripartite dans lesquels le PC, par le relais de la CGT, pourrait disposer d'une force « incontrôlable ». Les socialistes ont donc tendance à « dissoudre » la question des nationalisations en affirmant que l'important n'est pas le seul secteur public mais l'ensemble de l'économie dans laquelle la diffusion des responsabilités et des pouvoirs doit être étendue. Ils proposeraient ainsi que dans les filiales des entreprises nationalisées, l'association des travailleurs aux structures de pouvoir fassent l'objet d'un examen cas par cas...

Troisième débat : la question des filiales des groupes étrangers qui pourraient être visées par les critères du Programme commun concernant l'extension du secteur public. En fait, le problème se ramène à deux cas bien distincts. D'abord, les filiales de banques étrangères installées en France ne seront pas nationalisées. Les partis réformistes font valoir qu'une législation contraignante les soumet déjà à la tutelle de la Banque de France. Optimisme tout tactique, à l'évidence ! Ensuite, les groupes nationalisables passés sous contrôle étranger (CII associée à Honeywell-Bull, et Roussel-Uclaf contrôlé par Hoescht) restent des entreprises de droit français pour lesquelles la législation peut donc s'appliquer. Toutefois les signataires du Programme commun s'empressent de souligner qu'il conviendra de négocier sagement avec les puissances étrangères concernées sur le mode d'indemnisation, pour ne pas heurter ceux qui resteront, après tout, les « partenaires » de l'économie française.

Quatrième et dernier débat : la fameuse « petite phrase » du Programme commun sur la nationalisation à la demande des travailleurs d'une en-

treprise. Les radicaux de gauche se sont engagés à fond dans la bataille de la réactualisation pour obtenir le retrait de cette phrase. La jugeant « dangereuse », ils se faisaient ainsi directement l'écho du patronat qui en prend argument pour tenter de démontrer que le projet de l'Union de la gauche est d'arriver rapidement à une collectivisation forcée !

Ils trouvent d'ailleurs des oreilles complaisantes au sein du Parti socialiste en la personne de Gaston Defferre. Celui-ci raconte dans son livre « *Si demain, la gauche...* » comment cette phrase fut introduite dans le Programme commun : « *Quand nous avons préparé, avant le Programme commun, le programme du Parti socialiste, c'est un amendement des amis de Guy Mollet qui a introduit ce texte dans notre programme. J'ai bondi à la tribune et j'ai dit à François Mitterrand : « Nous ne pouvons en aucun cas accepter ça. C'est la porte ouverte aux malentendus ». Mitterrand, qui n'avait pas été prévenu, a donc été surpris. Il a hésité et les délégués du CERES, qui étaient pourtant contre Guy Mollet, ont soutenu ce texte et le vote a été acquis ».* (20)

Et, argumentant pour le retrait, Gaston Defferre ajoutait : « *Si des ouvriers demandaient au gouvernement de nationaliser une entreprise qui n'est pas comprise dans la liste des neuf, à supposer même que le gouvernement accepte, ce qu'il n'est pas tenu de faire, il faudrait encore que le Parlement accepte de voter les crédits correspondants. Or, voter les crédits, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire : voter des impôts. Des députés qui aiment voter des impôts, il n'y en n'a pas des quantités. En vérité, cette demande d'intervention de l'Etat ne sera probablement formulée que lorsqu'il s'agira de fermeture par suite d'une mauvaise gestion patronale ».*

Les précisions apportées à la petite phrase dans le cadre de la réactualisation répondent aux pressions des radicaux. Le maintien, tactiquement, peut donner l'occasion au Parti communiste de démontrer que l'extension des nationalisations sera quand même possible durant la législature d'un gouvernement de gauche, malgré les assurances données par François Mitterrand aux classes possédantes.

Mais les conditions posées laissent penser que le gouvernement d'Union de la gauche choisirait de façon parfaitement arbitraire, et selon le niveau de la mobilisation engagée, s'il propose au Parlement la nationalisation d'une entreprise. Encore utiliserait-il toute la panoplie des restructurations industrielles et des prises de participation publique pour éviter de donner argument à la droite en cas, par exemple, de lutte victorieuse des travailleurs contre la liquidation de leur entreprise.

La question du monopole du commerce extérieur

S'appuyant sur une analyse scientifique faussement rigoureuse, multipliant les garanties à un patronat inquiet, se proposant comme tâche essentielle une réorientation de la politique industrielle dans un environne-



ment dominé par la loi de la concurrence et du marché, le programme réformiste de nationalisations, limité au crédit et à neuf groupes industriels, quel que soit le statut particulier de la sidérurgie, laissera donc au secteur privé 99 % des entreprises, 85,1 % de la population active, les 5/6 de la production et près de la moitié des investissements.

Peut-on sérieusement espérer briser le capitalisme avec un tel programme ? Répondre à la question « que nationaliser ? » dans une perspective de transition au socialisme nécessite alors de définir ce que l'on entend par « secteurs clés de l'industrie ». Trois critères méritent d'être retenus : l'importance économique de la branche, le degré d'ouverture vis-à-vis de la concurrence internationale et la concentration des travailleurs dans les usines. Seule une analyse longue et fine du tissu industriel français permettrait de définir précisément que nationaliser. Mais on peut déjà souligner que l'ensemble des branches « lourdes », comme la sidérurgie, la métallurgie, la machine-outil, l'aéronautique, l'automobile, le pétrole, etc. devraient revenir au secteur public, de même que les industries technologiquement de pointe comme l'informatique, le nucléaire, l'électronique, la métallurgie fine, etc. De plus, toute entreprise employant plus de 500 salariés dans une usine pourrait automatiquement être nationalisée, la question des PME, à condition qu'on distingue bien les « vraies » des « fausses » ne se réglant que dans la phase de transition.

Enfin, il serait décisif, pour faire face aux problèmes des échanges économiques et monétaires d'opérer la nationalisation du commerce extérieur, sous forme d'un monopole d'Etat qui, seul, pourrait éviter le sabotage économique de la bourgeoisie. Les échanges nécessaires du fait de la division internationale du travail seront négociés par l'Etat, maître des exportations et des importations. Un tel contrôle au niveau des marchandises trouve naturellement son prolongement au niveau monétaire avec un contrôle des travailleurs. La levée du secret et des codes bancaires, l'assignation des entreprises à une agence fixe éviterait également les manœuvres financières destinées à étrangler un gouvernement des travailleurs.

3. Qui nationaliser ?

« *Nous ne spolierons pas* » avait dit François Mitterrand au *Forum de l'Expansion*. « *En aucun cas, avait-il ajouté, quel que soit le procédé financier adopté, il n'y aura de diminution de l'avoir de ceux qui détiennent ces actions. Il ne sera pas possible que le transfert entraîne une amputation de capital détenu par un français quel qu'il soit.* » (21) Le Parti communiste s'est aligné sur cette position puisqu'il a réaffirmé à plusieurs reprises que le principe général de la nationalisation serait l'indemnisation de tous les actionnaires, même s'il émettait des réserves sur quelques gros bonnets dont le nombre, selon lui, ne dépasse pas la cen-

taine. Les partis de gauche rachèteront donc aux capitalistes leurs entreprises.

Cette formule revient purement et simplement à faire payer aux travailleurs, par le biais de l'impôt, le coût de leur force de travail. Paradoxe inacceptable que soulignait Trotsky lorsqu'il déclarait : « *Nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur ; nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il y aura bien des tâches à accomplir et des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur de leurs entreprises. Pas de rachat !* »

C'est le sens du mot d'ordre « nationalisation sans indemnités ni rachat » qui signifie qu'un gouvernement des travailleurs confisquerait à la bourgeoisie ses biens accumulés grâce à la plus-value. C'est une question évidemment de principe, qui détermine un net clivage entre les garants de l'ordre capitaliste et les partisans du socialisme. On rétorque volontiers que le refus d'indemniser revient à spolier l'épargne populaire. Bien que les statistiques sur la structure de l'actionnariat soient peu nombreuses, on peut retenir un chiffre généralement reconnu comme le plus sérieux : 46 % des actionnaires ne détiendraient ensemble que 4,4 % des actions en France.

Il y a donc bien un « petit actionnariat » dont il faudrait connaître précisément la composition sociale pour juger de ses conditions de vie exactes. Mais, de toute façon, il est illusoire de fixer une base de départ pour l'indemnisation. En effet, des gros porteurs pourraient se multiplier, par la grâce de quelques coups de téléphone dans les bureaux d'agents de change en une multitude de petits actionnaires. D'autre part, la valeur des actions n'est pas la même suivant les entreprises nationalisables. Bref, la seule solution en la matière est de poser le principe de la non-indemnisation assortie de dérogations accordées par des commissions de travailleurs élues dans les entreprises concernées. Ces commissions, à partir des comptes de l'entreprise et de la liste des propriétaires du capital, pourraient déterminer s'il y a lieu ou ps d'indemniser tel ou tel actionnaire.

La question de l'indemnisation n'est pas seulement principielle. Les exemples historiques montrent que le remboursement de leurs capitaux aux patrons peut être un facteur de sabotage économique — ce fut le cas au Chili — ou, de manière plus « légale » un moyen de réinvestissement du capital dans les secteurs les plus rentables. Lorsqu'à la Libération, par exemple, le gouvernement français nationalisa les entreprises de gaz et d'électricité, il accorda aux anciens actionnaires des titres de la Caisse nationale d'Énergie. Leur taux d'intérêt était de 3 % brut auquel s'ajoutait un intérêt supplémentaire variable avec les recettes d'E.G.F. Introduits en Bourse le 5 janvier 1950, la valeur de ces titres avait été multiplié par 27 en mai 1977... Ces fructueux bénéficiaires ont pu ainsi assurer le dévelop-

pement de la CGE qui figure précisément dans la liste des nationalisations prévues par le Programme commun.

Rentiers ou créanciers

Ces considérants n'empêchent pas le Parti communiste et le Parti socialiste de se quereller, non sur le fondement de l'indemnisation, mais sur ses modalités. Pour le PS, les actions concernées devraient être échangées contre « obligations participatives », non amortissables, négociables en bourse, donnant droit à un intérêt fixe complété par une participation aux résultats de l'entreprise publique. En gros, il s'agirait de substituer aux actions avec droit de vote, des actions garanties par l'Etat sans droit de vote.

Les économistes socialistes fournissent à ce propos une argumentation révélatrice de leurs intentions. Garantir aux anciens actionnaires une participation aux résultats de l'entreprise publique, disent-ils, c'est obliger les nouveaux groupes nationalisés à être compétitifs et à faire du profit ! Et ils ajoutent la classique distinction entre pouvoir et propriété. La méthode proposée par le PS, si elle ne coûte pas un sou à l'Etat, du moins dans l'immédiat, permet néanmoins, indépendamment de la question de la « propriété », d'enlever le « pouvoir » aux possédants. Ce qui aboutit à admettre, dans une logique d'alternance, la réversibilité des nationalisations, le jour où la droite remporterait les élections, et referait des actions sans droit de vote des actions avec droit de vote.

Le Parti communiste et le CERES font mine de s'indigner contre de telles propositions. Pour eux, la nationalisation doit être totale, ce qui implique un mode de remboursement qui transfère définitivement à l'Etat la propriété de l'entreprise concernée. Ils proposent donc de s'en tenir à la formule du Programme commun qui stipule : « *L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne réalisée et les gros porteurs* ». (23) L'indemnisation se ferait par obligations amortissables sur 20 ans dont le cours serait fixé sur la base de la valeur des actions, ces trois dernières années, en priorisant le remboursement des petits actionnaires.

Le coût d'une telle opération ? Entre deux milliards neuf cent et trois milliards quatre cent millions de francs par an, soit, expliquent les économistes communistes, moins de 1 % du budget de l'Etat. Mais encore deux fois plus que le budget de la culture, pourrait-on ajouter ! D'autant que les chiffres du PC sont contestés par le PS qui parle d'une charge annuelle de sept milliards cents millions de francs ! Mais, en retour, le PC reproche au PS de ne pas chiffrer le coût à long terme de la garantie de revenu permanent qu'accorderait aux anciens actionnaires des entreprises nationalisées la méthode socialiste.

Ce débat d'experts montre, par quelque bout qu'on le prenne, que les indemnisations coûteront cher aux travailleurs. Le pire, c'est que la formule définitivement adoptée dépendra moins des sommes à dépenser que des problèmes de légalité constitutionnelle. La distinction entre petits et gros porteurs peut, en effet, provoquer un recours devant l'instance juridique suprême de l'Etat. Si l'article 34 de la Constitution de 1958 précise que « *c'est la loi qui fixe les règles concernant la nationalisation* », l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme, intégrée à la Constitution, pose « *la condition d'une juste et préalable indemnité* ». A vouloir respecter le cadre juridique ainsi établi, il y a fort à parier que les patrons seront grassement indemnisés, qu'ils soient « gros » ou « petits ». Raison de plus, d'ailleurs, pour réclamer l'abrogation de la Constitution par un gouvernement qui défendrait les intérêts des travailleurs.

4. Comment nationaliser ?

« *Pourquoi brusquer nos adversaires, alors que nous créons les conditions d'un véritable pouvoir des travailleurs dans le secteur nationalisé* », expliquent, en substance, les dirigeants de l'Union de la gauche. Il est vrai que le rôle des travailleurs dans les nationalisations occupe actuellement une grande place dans la littérature des partis réformistes. Dans le Programme commun initial, on pouvait notamment lire : « *Le changement — en droit et dans les faits — des formes de la propriété rendra possible, dans le secteur public, un large développement de la participation des travailleurs et de leurs organisations à la direction et à la gestion des entreprises nationales. (...) Le secteur public et nationalisé constituera la base principale et à partir de laquelle les travailleurs et leurs organisations pourront mettre en place de nouvelles structures de production et de gestion.* » (23).

Depuis lors, les partis signataires du Programme commun ont été conduits à préciser leurs positions sur les formes que prendrait la gestion du secteur public. Les radicaux de gauche n'ont pas grand-chose à dire sur la question. Le Parti socialiste, au contraire, met l'accent sur les expériences d'autogestion dans le secteur public, peu soucieux de lier la gestion ouvrière à la socialisation réelle des moyens de production. Son programme *Changer la vie* stipulait : « *Dans les entreprises retenues par le gouvernement de la gauche aux fins d'autogestion, l'extension des pouvoirs des travailleurs sera recherchée en plusieurs domaines : désignation des conseils d'administration ; élection de la maîtrise et des cadres ; organisation du travail, gestion du personnel (embauche, avancement, licenciement notamment), élaboration et approbation des contrats de reproduction à moyen terme dans le cadre du plan.* »

La revue *Faire* s'interroge pourtant : « *Toute la question est de savoir comment une telle position pourra être mise en œuvre en 1978 (...). Bien*

des travailleurs ne jugeront la nationalisation qu'à ses fruits. Il apparaît donc difficile de faire l'impasse sur cet aspect. La CFDT s'en est fortement faite l'écho. Edmond Maire déclarait récemment : « Ce qui compte pour nous, ce n'est pas le nombre mais la qualité des nationalisations. Ni centralisme, ni productivisme, ni technocratie, mais une redéfinition des pouvoirs : telle peut se résumer notre position » (Syndicalisme-Hebdo, 4 novembre 1976). » (24).

La tendance de la majorité du Parti socialiste est donc de lâcher la corde sur la diffusion des pouvoirs jusqu'au point de non-retour que constituerait un droit de veto effectif des travailleurs sur la marche de l'entreprise. En faisant croire à une possible « autogestion » dans un environnement capitaliste, elle brandit l'épouvantail de l'« étatisation » présentée comme le pire des maux à éviter. Ce qui lui permet de déplacer le débat entre « vraie » et « fausse » nationalisation vers le débat « étatisation » ou « décentralisation ».

Le CERES n'est guère plus explicite sur les moyens de contrôle donnés aux travailleurs dans les entreprises nationalisées : « *Beaucoup plus que d'illusoires « îlots d'autogestion », les nationalisations constitueront donc pour tous les travailleurs du pays un atout dans leur jeu, une référence concrète à ce qui est possible ; elles marqueront un recul décisif du pouvoir de la classe dominante. Si elles réussissent en cela, c'est-à-dire si les travailleurs les prennent en main, elles deviendront alors véritablement l'instrument de la rupture avec le capitalisme.* » (25).

« *Non pas, ajoute le CERES, qu'il faille transformer les entreprises nationalisées en « bases rouges », comme dit la bourgeoisie et une certaine extrême gauche — soumise à une agitation permanente, anarchique et paralysante — mais il faut bien voir que les nationalisations ne deviendront la chose des travailleurs et un véritable instrument de rupture que si la transformation des rapports sociaux y est clairement amorcée. (...) Entre la participation, la gestion et le contrôle des travailleurs, le lien dialectique est étroit et les avancées seront parallèles : la participation sans contrôle parallèle débouche sur l'intégration, le contrôle ne pourra se renforcer pendant la période de transition que s'il s'appuie de plus en plus solidement sur des pratiques autogestionnaires.* »

Quant au Parti communiste, s'il admet le terme d'« autogestion nationale », depuis la publication du livre *les Communistes et l'Etat*, il s'en tient à la formule de « *participation des travailleurs à la gestion* » pour ce qui est des entreprises nationalisées. On peut ainsi lire dans *Economie et politique* : « *Si, dans le secteur privé, les travailleurs disposeront des droits nouveaux pour influencer sur la gestion des entreprises dans un sens favorable à leurs intérêts, ils participeront au sens plein du terme à la gestion des affaires du pays et à la gestion du secteur public, dans le cadre de la planification démocratique.* (26).

« *Il ne peut y avoir, précisent les économistes communistes, de gestion*



démocratique sans expropriation des grands intérêts privés dans les entreprises concernées, sans leur approbation franche par la nation. Pour autant, si cette appropriation nationale est la condition non réductible de la gestion démocratique, elle ne peut suffire sans mise en œuvre de profondes réformes permettant aux travailleurs d'intervenir, à tous les niveaux, dans la gestion. » Quelles sont ces réformes que, derrière la logomachie, les partis signataires du Programme commun s'apprêtent à mettre en œuvre ?

Un contrôle « institutionnel »

Il s'agit, fondamentalement, en s'appuyant sur les institutions existantes, d'étendre le pouvoir d'intervention des travailleurs, sans pourtant remettre en cause la logique de fonctionnement d'une entreprise recherchant le profit maximum. La plus importante réforme concerne les conseils d'administration tripartites qui auront la tâche de gestion des sociétés nationales. Ces conseils éliront le P-DG et nommeront le directeur. Ils seront composés de représentants de l'Etat, des usagers — sans qu'on sache très bien qui ils seront — et des travailleurs. Le Parti communiste insiste pour qu'au moins un tiers de ses membres soient élus par le personnel de l'entreprise. Mais une divergence importante apparaît avec le Parti socialiste sur le mode d'élection. Alors que le PC parle des « *représentants des travailleurs, proportionnellement à l'influence des organisations syndicales* » (27), le PS, par la voix de Michel Rocard, estime que les travailleurs devraient se prononcer sur la base des listes de candidats défendant un « plan de développement de l'entreprise » et pouvant être explicitement soutenues par des organisations politiques ou syndicales.

On retrouve ici la volonté des socialistes de limiter le poids de la CGT dans les conseils d'administration qui décideront, en principe, toutes les grandes options de production et de conditions de travail. De la même manière, la revue *Faire* évoque d'autres formules que les conseils d'administration tripartites, en avançant l'idée de « directoire » assurant la gestion directe, contrôlés par des « conseils de surveillance » surveillant cette gestion, et dans laquelle les travailleurs seraient largement représentés.

Communistes et socialistes ne manquent pas de souligner ensemble que les conseils d'administration nouvellement mis en place ne suffiront pas à modifier les structures de pouvoir dans le secteur public. Le deuxième axe des réformes concerne donc l'extension des pouvoirs du comité d'entreprise. Celui-ci verra ses prérogatives étendues par la voie légale ou contractuelle dans le domaine des conditions de travail et de l'élaboration du plan d'entreprise. Toutefois, s'il sera largement consulté sur tous les problèmes d'emploi, son pouvoir suspensif sur les décisions s'arrêtera au mieux à la simple possibilité d'un droit d'appel devant les juridictions du travail.

Le seul droit de veto accordé concernerait les comités d'hygiène et de

sécurité, sur proposition du PC. Les délégués pourraient ainsi faire stopper des chaînes qui représenteraient des dérogations graves aux normes légales. Enfin, le PS et la CFDT mettent l'accent sur les « *expériences de pratiques autogestionnaires à la base* ». Dans sa plate-forme adoptée par le conseil national des 10 et 11 juin, la CFDT précise notamment : « *Des conseils d'ateliers ou de services devront ainsi être mis en place au sein de chaque établissement, dès l'entrée en vigueur des lois de nationalisations. Ces conseils seront élus par les travailleurs* » (28). Ils auront notamment pouvoir de décision sur « *les choix des équipements nouveaux qui conditionnent le travail ; les changements de technologie à opérer pour améliorer les conditions de travail ; les plans de formation nécessaires pour les travailleurs concernés ; les différents aspects de l'organisation du travail (horaires, effectifs, structures et normes de sécurité, rôle et mission des structures d'autorité, etc.)* »

En réalité, l'ensemble des propositions des partis réformistes et des confédérations ouvrières pour la gestion des entreprises nationalisées ressemblent un peu à une pyramide. Plus les structures de pouvoir se situent à un niveau élevé, moins le rôle décisoire des travailleurs y est grand. A l'inverse, au niveau de l'atelier ou du bureau, il est vraisemblable que ceux-ci acquerront des droits de décision limités à leur stricte cellule de travail. On retrouverait un peu de cette manière, les structures italiennes mises en place et chapeautées par les organisations syndicales après l'« automne chaud » de 1969.

Sur le plan théorique, le colloque de la CGT sur la démocratisation de l'économie et le rôle des travailleurs, en avril dernier, a d'ailleurs distingué les « organes de gestion » des « organes de discussion ». Dans les premiers, au sein desquels les représentants des travailleurs sont minoritaires (c'est le cas du Conseil économique et social et des conseils d'administration tripartites) les représentants syndicaux influent sur les décisions sans toutefois avoir les moyens de prendre en charge directement la gestion. Dans les seconds, au sein desquels les travailleurs sont majoritaires (c'est le cas des comités d'entreprises ou des comités d'hygiène et de sécurité), les pouvoirs de décision sont limités au contrôle, voire au veto suspensif sur certaines décisions graves de l'entreprise sans qu'on sache vraiment qui tranchera en dernière instance.

Le contrôle « institutionnel » que propose l'Union de la gauche n'a donc rien à voir avec le contrôle ouvrier construit, en particulier, sur de nouvelles structures de démocratie directe. Et même si, par souci démagogique, on étend les pouvoirs de décision au niveau des ateliers, ils ne concerneront que des terrains mineurs par rapport aux problèmes fondamentaux des travailleurs. Cette volonté délibérée correspond, sur le fond, à une vision gestionnaire de l'économie capitaliste qui ne doit pas remettre en cause les rouages mêmes de son fonctionnement. Mais elle renvoie

aussi à l'incapacité qu'auront les partis de gauche à résoudre, par exemple, le problème du chômage.

Le Parti socialiste, à cet égard, refuse d'étendre à tout le nouveau secteur public, des statuts garantissant l'emploi. Tout au plus seront prévues les conditions de reconversion ou de reclassement. Il n'est pas question, en effet, pour les signataires du Programme commun, de contraindre les entreprises publiques à renoncer à certains licenciements « nécessaires », alors même qu'on déclare, d'autre part, qu'elles devront être « performantes » et donc respecter les normes de productivité imposées par la concurrence et le marché. C'est pourquoi aucun droit de veto effectif des travailleurs n'est prévu en ce qui concerne les licenciements et, plus généralement, les effectifs. Les économistes socialistes vont même jusqu'à expliquer que ce n'est sûrement pas le secteur public qui sera le plus grand pourvoyeur d'emplois, après 1978, et qu'il faudra beaucoup plus compter sur les PME pour réduire sensiblement le chômage.

Le plan des conseils de travailleurs

A l'inverse de la démarche réformiste, un gouvernement des travailleurs devrait s'engager à généraliser le contrôle ouvrier durant la phase de transition. Ce qui impliquerait un droit de veto décisive des représentants démocratiquement désignés des travailleurs sur toutes les questions touchant à leurs conditions de travail (salaires, emploi, cadences, etc.) et au plan de développement de l'entreprise (choix des investissements, organisation du travail, etc.) « *Pour que la nationalisation s'opère non pas bureaucratiquement mais révolutionnairement, écrit Trotsky, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape, il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'économie et de l'industrie tout entière en commençant par le contrôle ouvrier sur leur propre usine* ».

Il est clair cependant, que la phase de transition doit changer l'ensemble des rapports de production dans l'entreprise et que la nationalisation doit y contribuer. C'est le sens du mot d'ordre « Nationalisation sous contrôle ouvrier » qui ouvre, de manière transitoire, la perspective du passage progressif à la véritable gestion ouvrière. Celle-ci n'est envisageable que si les travailleurs ont les moyens réels de participer directement à la gestion. Il est donc décisif de réduire massivement le temps de travail et de ne pas se contenter de réclamer une heure par mois (programme commun) ou 1 % des heures mensuelles travaillées (CFDT) pour donner aux travailleurs le temps de s'informer et de participer à la direction. Quant à la transformation elle-même des rapports de production, elle suppose le droit pour le travailleur de révoquer le personnel chargé de l'organisation du travail et de sa coordination, un dépassement du travail en miettes, de sa division poussée à l'extrême (ce qui requiert une élévation globale des niveaux de qualification), et une liaison perma-

nente de l'entreprise avec toutes les formes d'activités sociales, culturelles ou scolaires.

La gestion ouvrière ne se cantonne pas évidemment au niveau de l'entreprise et n'est possible qu'en liaison avec l'élaboration d'un plan démocratique. Avec la centralisation des conseils de travailleurs et la destruction du vieil appareil d'Etat, le principe dominant de l'économie deviendra celui d'un plan définissant l'ordre des priorités de production en fonction des besoins et objectifs définis par les travailleurs eux-mêmes, par exemple à un travers un congrès des conseils de localités, d'usines, de quartiers, d'établissements. « *Le contrôle ouvrier, écrit Trotsky, commence dans une entreprise. Les organes de contrôle dans les usines doivent entrer en liaison les uns avec les autres, suivant les liaisons économiques existant entre entreprises. A ce stade, il n'y a pas encore de plan économique global. La pratique du contrôle ouvrier ne fait que préparer les éléments de ce plan. Inversement, la gestion ouvrière de l'industrie, à une échelle beaucoup plus importante, part d'en haut, même à ses tout débuts, car elle est inséparable du pouvoir et d'un plan économique général* ».

Préparer l'après 1978

Le plan, une fois élaboré, son application devrait passer par des contrats négociés entre le gouvernement et les entreprises socialisées. La gestion des entreprises serait confiée principalement à des représentants des producteurs eux-mêmes, ainsi que des représentants (en minorité par rapport aux délégués des travailleurs) des organismes d'usagers s'il en existe et des représentants de la localité et du quartier où se trouve l'entreprise (afin de participer au contrôle sur l'hygiène, la sécurité, l'environnement). Il doit être clair, en même temps, que le conseil d'entreprise est élu par les travailleurs, mais que les syndicats gardent une autonomie complète par rapport à la gestion et continuent de jouer un rôle de défense des travailleurs contre toute atteinte à leurs intérêts.

Le débat sur les nationalisations dans le mouvement ouvrier n'est pas dissociable, en définitive, du débat stratégique sur « réforme ou révolution ». D'un côté, les partis signataires du Programme commun et les confédérations ouvrières s'apprentent, en cas de victoire de l'Union de la gauche aux législatives de 1978, à mettre en place un dispositif plus ou moins sophistiqué de gestion rationnelle de l'économie capitaliste. Les nationalisations dans cette perspective, seront un outil de l'Etat bourgeois pour sortir le capitalisme français d'une crise qui n'en finit pas de finir. Présentés comme un acquis décisif pour les travailleurs — dont les droits seront étendus sans pour autant que le pouvoir leur soit donné — les entreprises publiques ne seront ni plus ni moins que des lieux de production de marchandises ou de services destinées à être vendues sur un marché réglé par la concurrence nationale et internationale. Il y aura donc des

limites immédiates au changement radical des rapports de production que prétendent pourtant introduire les partis réformistes.

De l'autre côté, les révolutionnaires intègrent dans leur programme la nécessité de nationalisations. Mais en précisant bien les conditions. Les nationalisations doivent concerner l'ensemble des secteurs-clés de l'économie, et pas seulement neuf, dix ou quinze groupes industriels. Elles doivent être effectuées sans rachat ni indemnités et sous contrôle vigilant des travailleurs disposant de droits de vote effectifs sur leurs conditions de travail. Elles n'ont de sens que si elles permettent une planification démocratique de l'économie dans laquelle la définition de besoins sociaux par les travailleurs eux-mêmes devient le critère prioritaire par rapport à la recherche du profit maximum pour les entreprises. Enfin, et c'est le corollaire, de telles nationalisations supposent la formation d'un gouvernement s'engageant à défendre les intérêts des travailleurs.

Ce débat programmatique n'empêche cependant pas, d'avancer le mot d'ordre de « nationalisation sans rachat sous contrôle ouvrier » comme revendication transitoire qui élève le niveau de conscience et de combativité des travailleurs. Il n'y a pas à attendre l'éventuelle arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche pour réclamer de telles mesures. Ce serait, d'une part, subordonner les mots d'ordre à une hypothétique victoire électorale des partis réformistes et, d'autre part, renoncer à préparer dès aujourd'hui les travailleurs aux tâches qui se poseront à eux lors d'une crise révolutionnaire.

Dans deux cas, la revendication de nationalisation apparaît maintenant comme fondée. Lorsqu'il s'agit, d'abord, de défendre l'emploi dans une entreprise menacée de liquidation. Dans un premier temps, la lutte s'organise autour du refus des licenciements et pour le maintien des avantages acquis. Mais, si les patrons refusent de céder ou se dérobent, il n'y a plus dès lors, qu'à se retourner vers le patron des patrons, c'est à dire l'Etat. Ensuite, lorsque les travailleurs d'une entreprise sont sensibles au fait qu'elle bénéficie, de manière scandaleuse, de cadeaux de l'Etat aux frais du contribuable. Comme la sidérurgie, par exemple, ou comme Dassault qui profite des marchés de l'Etat. La nationalisation apparaît alors comme l'aboutissement d'une prise de conscience de la logique général du capital et de la nécessité de socialiser les moyens de production.

On ne peut, cependant ignorer que les travailleurs attendent, avec certitude la victoire des partis qu'ils considèrent comme leurs meilleurs défenseurs. Et que, face au programme de ces partis, le patronat et la bourgeoisie essaient déjà d'échapper aux mesures — même limitées — qui pourraient les frapper. C'est là que doit intervenir la problématique de contrôle ouvrier. Les patrons font fuir leurs capitaux à l'étranger ? Mitrand répond qu'on ne peut rien faire ? Et bien les travailleurs des banques n'ont qu'à s'organiser pour dénoncer, à partir des opérations financières qu'ils effectuent tous les jours, les saboteurs de l'économie. Les

entreprises se restructurent soudain à la veille des nationalisations prévues par l'Union de la gauche — comme la CGE qui cède Alsthom aux Chantiers de l'Atlantique et laisse à Creusot-Loire, non nationalisable, le monopole du nucléaire en France par l'intermédiaire de Framatome ? Les dirigeants des partis réformistes laissent faire ? Eh bien, les travailleurs des entreprises concernées n'ont qu'à s'organiser, eux qui sont les seuls à pouvoir démêler les imbroglios juridiques des multiples filiales, pour alerter l'opinion publique dès que le sabotage est patent.

Cette démarche vaudra d'autant plus si l'union de la gauche est au gouvernement. S'appuyant sur la « petite phrase » du Programme commun, les travailleurs pourront alors exiger du gouvernement — sans condition — qu'il nationalise tout de suite toutes les entreprises qui fraudent, trafiquent leurs comptes, évacuent leurs capitaux, stockent ou font la grève de l'investissement.

Il reste évidemment, une question d'ordre, disons, pédagogique. En cas de victoire électorale de l'union de la gauche et d'application rapide des mesures prévues par le programme commun sur le rôle des travailleurs dans les entreprises nationalisées, il serait vain d'opposer abstraitement au contrôle « institutionnel », creuset, d'une politique délibérée de collaboration de classes, un modèle parfait de double pouvoir fondé sur la pyramide des conseils de travailleurs. L'intervention des révolutionnaires devra alors tenir compte du niveau de conscience et de combativité pour faire comprendre aux travailleurs les impasses du projet réformiste et la nécessité d'une véritable auto-organisation pour faire triompher les revendications. Il s'agit là d'un débat tactique certes, mais qui est loin d'être secondaire.

- (1) Union des chefs et responsables d'entreprises, dont l'un des principaux animateurs est Gingembre, dirigeant de choc des PME.
- (2) « *Les socialistes face aux patrons* », éd. Flam., p. 32.
- (3) « *L'Expansion* », n° 101-101 bis, novembre 1976, p. 192.
- (4) « *France nouvelle* », 8 février 1977.
- (5) Rapport au comité central du PCF, le 17 octobre 1953, dans « *Oeuvres de Maurice Thorez* », éd. sociales 1952, livre II, tome 10, pp. 343-34.
- (6) « *Les entreprises publiques* », éd. sociales, ouvrage collectif sous la direction de Henri Sègre, p. 148.
- (7) Op. cit. p. 41.
- (8) Op. cit. p. 151.
- (9) Numéro spécial de « *La vie ouvrière* » consacré au Programme commun, 1972.
- (10) « *Le Monde* », du 18 janvier 1977.
- (11) « *Faire* », n° 17, mars 1977, p. 51.
- (12) « *Economie et politique* », n° I nouvelle formule, mai 1977, p. 25.
- (13) « *L'Expansion* », op. cit. p. 193.
- (14) « *Economie et politique* », op. cit. p. 8-9.
- (15) « *Nationaliser ? Pourquoi ? Comment ?* », éd. sociales.
- (16) Programme commun, éd. sociales, p. 114.
- (17) Voir, pour toute la branche automobile, la première partie du document du ministère de l'Équipement (SAEI) sur « *La stratégie de développement de la voiture particulière* », mars 1975.
- (18) Article de Lauré dans « *La revue des deux mondes* », mai 1977.
- (19) « *Economie et politique* », op. cit., p. 27.
- (20) « *Si demain, la gauche...* », éd. Laf., pp. 103-104.
- (21) « *L'Expansion* », op. cit., p. 183.
- (22) Programme commun, op. cit., p. 116.
- (23) Programme commun, op. cit., pp. 110-111.
- (24) « *Faire* », op. cit., pp. 54-55.
- (25) « *Relèves* », op. cit., p. 40.
- (26) « *Economie et politique* », n° 2 nouvelle formule, juin 1977, pp. 42-43.
- (27) « *Economie et politique* », op. cit. p. 43.
- (28) « *Syndicalisme-hebdo* », n° 1657, juin 1977, p. 29.

L'arme nucléaire et la révolution socialiste

Les récentes prises de position du Parti communiste et de la direction du Parti socialiste en faveur de la force nucléaire stratégique française (FNS) suscite des résistances au sein de ces partis. Au Parti socialiste, la direction affirme qu'il n'y a pas encore de position officielle sur cette question. Pourtant la commission de la défense nationale du parti et les « Conventions pour l'armée nouvelle » ont publié récemment un dossier unanime « *pour une réflexion ouverte sur la sécurité et la paix* ». Ces 150 pages de propositions pour une « autre défense » adoptent comme principe de base la reconnaissance et le développement de la force de frappe. On doit donc considérer que la direction du Parti socialiste est favorable à la force de frappe, même si une convention nationale est prévue sur ce point à la rentrée. Les protestations dans le parti ne s'y trompent pas. C'est le cas notamment d'une quinzaine de personnalités qui ont demandé que le débat soit ouvert au plus vite sur cette question.

Les décisions du comité central du PCF, le 11 mai dernier, pour « la maintenance » de l'arme nucléaire rencontre également une vive opposition au sein du parti. Au dire de ses dirigeants, la question constitue le principal sujet de débat dans les conférences de sections et de fédérations réunies avant l'été. Henri Fiszbin raconte dans *France Nouvelle* du 18 juin que ces discussions ont été « *passionnantes et passionnées* ». « *Il y a même eu des contestations et des désaccords émanant d'un certain nombre de militants. C'eut été étonnant qu'il en fût autrement... Deux générations, deux types de militants se sentent particulièrement concernés : les militants qui ont eu l'expérience de ces combats (contre l'armement nucléaire) depuis l'appel de Stockholm (je fais partie de cette génération) et les générations de jeunes militants qui sont venus au parti ces dernières années sur la base de motivations humaines et de classe* ». Les nouvelles positions du comité central, si elles sont logiques avec une lente évolution des spécialistes militaires du parti, entrent en contradiction avec toute l'éducation reçue par ces militants. C'est pour cela que les porte-parole de ce nouveau tournant s'escriment à démontrer qu'il faut poursuivre la lutte contre l'armement



nucléaire. La « maintenance » de la FNS est provisoire et imposée par la situation présente.

Le débat ainsi lancé dans la mouvement ouvrier dépasse de loin la simple question de la probabilité d'une guerre thermonucléaire. Elle aborde en fait le problème décisif de la défense par les travailleurs de leurs conquêtes révolutionnaires. Pour le PC comme pour le PS leur revirement sur cette question est justifié par la nécessité de se doter lors du passage au socialisme des meilleurs moyens militaires pour conserver leur indépendance et leur liberté d'action face aux menaces réactionnaires.

Jean Kanapa argumente à partir de l'état lamentable de « nos » forces conventionnelles. Seule l'arme nucléaire, dans l'état actuel des choses, serait capable sur le plan militaire « *de décourager toute velléité d'intervention étrangère dans les affaires intérieures de la France, toute tentative de s'opposer de l'extérieur à la volonté librement et souverainement exprimée par son peuple.* » « *Actuellement, continue-t-il, la force de frappe représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps le pays pour faire face à une menace d'agression.* » Il considère en effet qu'avec le sixième sous-marin nucléaire, la force de frappe française aura atteint « *le seuil minimum nécessaire* » pour être dissuasive (1).

De même, Jacques Huntzinger, au nom de la commission Défense du Parti socialiste plaide pour l'arme nucléaire en évoquant des considérations de ce type : « *Elle permet d'avoir une politique militaire et atlantique qui correspond aux intérêts de la France et aux exigences futures de la construction du socialisme, alors que le retour à une défense conventionnelle classique ou populaire conduirait à établir immanquablement la suprématie militaire américaine et ouest-allemande en Europe occidentale.* » Pour lui aussi, la FNS a acquis « *une efficacité certaine qui permet à la France d'exercer une dissuasion proportionnelle à l'enjeu qu'elle représente* ». Il ajoute enfin cet argument pour le moins conservateur : « *Toute reconversion de la politique de défense serait bien plus coûteuse que la simple maintenance de la force nucléaire et ce, pour une efficacité moindre.* » (L'Unité, 3 juin 1977.)

Ainsi même s'ils divergent sur de nombreuses questions, le PC et le PS posent la question nucléaire à partir de la défense du processus de transition au socialisme. Il s'agit selon eux de discuter des *moyens militaires* dont se dotent la classe ouvrière et ses organisations pour sauvegarder l'indépendance du pays alors qu'il « marche au socialisme ». Corrélativement, le débat aborde l'analyse de l'efficacité technique de la FNS française.

Les réponses données par les principaux partis ouvriers sont conservatrices. L'un comme l'autre partent du principe que la défense du pays et des conquêtes ouvrières doit être l'œuvre de l'armée bourgeoise — démocratisée bien sûr — et de son arsenal. S'ils évoquent la « mobilisation populaire » ce n'est qu'autour de cette armée, structurée

par elle. En cela leur position sur la bombe atomique n'est que l'aboutissement de leur acceptation du militarisme bourgeois. Elle exprime leur volonté de ne pas brusquer la hiérarchie militaire, ce qui est cohérent avec leur projet de gestion de l'Etat bourgeois.

A quelques mois d'une victoire électorale jugée probable, ce débat prend un caractère très concret, il permet d'apprécier la politique militaire des partis candidats au pouvoir.

Réalisme révolutionnaire ?

Le principal argument des réformistes en faveur de l'arme atomique fait appel au réalisme. « *S'il faut savoir rêver, écrit Louis Baillot aux militants réticents, il faut aussi être réaliste pour pouvoir continuer de rêver. Le monde tel qu'il est n'est pas une création du Parti communiste...* » Le choix de la maintenance du nucléaire « *prend toute sa valeur si on le replace dans le contexte qui pourra être celui d'une France gouvernée à gauche* » (*l'Humanité*, 21 juin 1977). Gilles Martinet ajoute dans son plaidoyer publié par *Faire* (février 1977) : « *Le problème doit être examiné de sang-froid. L'enjeu est trop grave pour être traité sur le mode émotionnel ou en fonction d'arguments formels (référence au texte du Programme commun qu'on n'aurait pas le droit de mettre en cause). Il s'agit à la fois de la sécurité du pays et de la défense de la révolution que nous voulons y accomplir.* »

Ce réalisme suppose évidemment que la victoire de la gauche soit un premier pas dans la transformation socialiste de la société. Il évacue le problème de la nature de classe de l'Etat et de l'armée qui possèdent cette arme. La critique fondamentale, que nous ne développerons pas ici, partira donc de la réfutation de l'orientation réformiste du PC et du PS.

Cependant, un autre problème se pose alors : que devrait faire un véritable gouvernement ouvrier de la force de frappe française ? Et ici l'argument du réalisme revient très vite. A partir du moment où l'on considère qu'à la violence contre-révolutionnaire, il faudra opposer celle de la révolution, pourquoi se démunir d'un tel arsenal ?

Notre refus de l'actuelle force de frappe est d'abord la conséquence de notre opposition à l'armée bourgeoise. Antimilitaristes révolutionnaires, nous combattons pour le désarmement de la bourgeoisie et nous œuvrons au démantèlement de son armée. La victoire de la révolution prolétarienne exige ce démantèlement, *a fortiori* donc, nous nous opposons à la possession par la bourgeoisie d'armes qui sont la traduction la plus sophistiquée de la barbarie impérialiste. Mais l'antimilitarisme révolutionnaire n'est pas la non-violence. Démanteler l'armée bourgeoise n'a jamais signifier détruire ses armes. Le dernier exemple de victoire révolutionnaire, celle du Vietnam, a bien montré tout le parti que la révolution peut tirer des armes de l'ennemi. Sans ces armes, le peuple vietnamien n'aurait pas pu vaincre, l'Etat ouvrier vietnamien est aujourd'hui une des

principales puissances militaires du Sud-Est asiatique. La classe ouvrière française devra-t-elle avoir la même attitude avec la force de frappe ?

Nous ne le pensons pas. Et c'est là, en dehors de leur stratégie de collaboration de classes, un point de désaccord fondamental avec les partis réformistes. C'est ce que nous voudrions montrer ici.

La bombe, pour quoi faire ?

Pour analyser un système d'armes, il faut envisager les circonstances historiques de son emploi. Cela vaut pour l'arme atomique comme pour la tactique de l'infanterie au XVIII^e siècle qu'analyse Engels dans *l'Anti-Dühring*. On ne peut pas discuter de la « force nucléaire » en soi. Il faut aborder le contexte géopolitique, sa puissance, la nature de ses adversaires, etc. On ne peut pas envisager une défense nucléaire sans « la doctrine emploi » qui en fonde l'efficacité. Et dans le cas français, cette discussion a déjà une longue histoire.

La force nucléaire stratégique française (FNS) représente actuellement une puissance d'environ 30 mégatonnes (en une centaine d'engins). Il faut lui ajouter une centaine de missiles Pluton de 15 kilotonnes (2). Les USA doivent disposer d'un peu plus de 50 000 Mt et l'URSS d'un peu moins. Les Américains ont environ 9 000 bombes ou têtes nucléaires stratégiques (5 000 sous-marins). Les divisions de l'OTAN ajoutées aux forces US, cela fait environ 22 000 engins nucléaires tactiques. 7000 au moins sont en Europe. Les forces soviétiques disposent, elles, d'à peu près 3 500 engins tactiques en Europe.

La FNS française représente donc moins d'un millième de celle de l'adversaire possible (que ce soit les USA ou l'URSS). Il a donc fallu beaucoup d'imagination aux stratèges gaullistes pour démontrer que 30 mt pouvaient avoir raison de 50 000 Mt. C'est ce qu'ont tenté de parier les généraux Gallois et Ailleret. Le premier a inventé la théorie de la « dissuasion proportionnelle ». Selon cette théorie, l'atome a un « pouvoir égalisateur ». Il suffit de se doter de vecteurs capables d'infliger à un agresseur éventuel des pertes au moins égales à la valeur de l'enjeu que représente pour lui cette agression. Pendant toute l'ère gaulliste, la force de frappe française a été justifiée par cette théorie. De Gaulle, ses ministres et ses stratèges ont expliqué que la force de frappe française est en mesure d'infliger des dégâts plus considérables que l'enjeu représenté par la destruction de la France. Attaquer la France impliquerait des représailles massives. C'est pourquoi tout l'arsenal français est « anti-cités » (dirigé contre les villes et non contre les forces de l'adversaire). De Gaulle considérait, par exemple, que la FNS pourrait détruire une dizaine de grandes villes de l'URSS et, qu'en conséquence, l'attaque de la France ne serait pas rentable.

Cette théorie péchait pourtant par plusieurs aspects. D'abord, pour

qu'une telle force de frappe soit capable d'entraîner ces dommages à l'adversaire, il faudrait qu'elle soit capable de percer les réseaux de défense antimissiles des Soviétiques et des Américains. Et cela, jusqu'à présent, elle en est incapable. Le nombre de vecteurs nécessaires pour réaliser les destructions minima augmente au fur et à mesure que s'améliorent les moyens de défense anti-aériens et antimissiles de ces deux pays. Sans compter qu'en ce qui concerne les USA, la FNS française dépend étroitement du système de détection de l'OTAN. Qu'advierait-il des missiles du plateau d'Albion, des Mirages IV ou des SNLE si le centre de détection français de Taverny était isolé des réseaux NADGE et DEW. Ils seraient tout simplement aveugles (3) !

Ensuite, les stratèges gaullistes n'ont toujours pas expliqué pourquoi, sur un théâtre d'opérations de la taille de l'Europe, l'URSS ou les USA reculeraient devant la force nucléaire française, s'ils décidaient d'utiliser le feu nucléaire. Les missiles soviétiques sont à un quart d'heure de la France, ceux des USA plus près encore. Pourquoi ces puissances reculeraient-elles devant une arme atomique qu'elles peuvent employer elles-mêmes, plus vite, en plus grande quantité, plus longuement, dans un espace plus réduit et plus loin de leur territoire national ?

Les généraux français ont bien sûr évoqué le fameux « point de saturation » au-delà duquel la capacité de tuer plusieurs fois son adversaire (« overkill capacity ») ne sert à rien. Seulement, ce point est mobile et, du fait du perfectionnement technique de ces dernières années, s'est déplacé très loin du niveau actuel de la FNS française.

A ces deux raisons principales, bien d'autres ont été ajoutées par les spécialistes. En fait, la doctrine nucléaire de l'époque gaulliste n'était rien d'autre que la traduction militaire de la politique internationale gaulliste. « *La force de frappe, note Claude Bourdet (4), a été simplement pour de Gaulle un outil de prestige, un accessoire de la « grandeur » et, par cela même, un instrument de politique intérieure. Le choix étant fait, un mécanisme si coûteux et donc si profitable en argent et en fonctions pour tant de personnes, a trouvé naturellement ses théoriciens, a suscité dans les milieux économiques et dans l'armée, ainsi que dans l'opinion manipulée par la presse, l'appui d'une vaste coalition attachée à défendre l'appareil, souvent avec sincérité. Et le processus a infecté jusqu'à l'opposition.* »

Depuis, la doctrine officielle s'est modifiée dans le sens d'une intégration de fait aux plans stratégiques de l'OTAN (cf. les déclarations du général Méry sur la « bataille de l'avant »). Le jeu gaulliste n'était possible que dans le contexte international et intérieur d'avant 1968. A la tête d'une « puissance moyenne », de Gaulle pouvait se permettre quelques « bons coups » diplomatiques donnant l'illusion d'une grande puissance. Mais petit à petit, la bourgeoisie française a dû se rendre à la réalité.

Sur le plan militaire, la doctrine officielle s'est infléchie vers une coopération franche avec l'OTAN. Les ambiguïtés maintenues quant à la

doctrine d'emploi de la FNS visent plus à ménager la susceptibilité d'une partie de l'encadrement militaire. Déjà en 1968, de Gaulle introduisait une distinction entre « la dissuasion absolue » destinée à protéger le territoire national et la possibilité d'intervention en tous points du globe. Pompidou, en introduisant l'arme nucléaire tactique dans la panoplie de l'armée française, entraînait l'idée d'une riposte graduée (contradictoire avec la théorie des représailles massives) et celle de l'élargissement du sanctuaire national.

Avec Giscard, la doctrine française franchit un seuil qualitatif. D'une part, la modernisation des forces conventionnelles destinées à livrer bataille et la coopération accrue avec l'OTAN relativisent la FNS. D'autre part, la stratégie nucléaire semble évoluer de plus en plus de la menace d'une utilisation à une stratégie de l'emploi effectif des armes nucléaires tactiques (rôle de l'ANT pour « tester » les intentions de l'ennemi). Et finalement, les déclarations l'an dernier du général Méry ne laissent aucun doute. L'état-major de l'armée française ne conçoit l'intervention de l'armée française en Europe qu'intégrée aux forces de l'OTAN. On est bien loin de la théorie du général Gallois qui, d'ailleurs, grogne dans son coin (voir son livre *Adieu aux armées*).

Une arme politique au service de la bourgeoisie

Donc, pour revenir au débat tel qu'il est lancé par les récentes positions du PC et du PS, se prononcer pour la « maintenance » de l'arme nucléaire française, nécessite la définition d'une doctrine d'emploi. Il faut expliquer pourquoi 30 Mt constituent le seuil minimum de dissuasion face aux 50 000Mt possédés par les USA ou l'URSS (5).

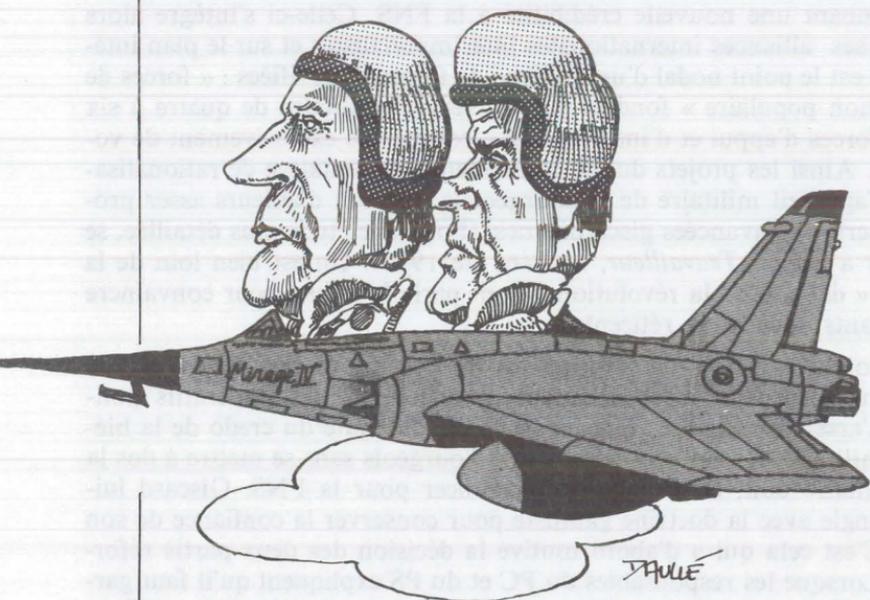
Le PCF est, sur cette question, le plus incohérent. Il propose de revenir à « une stratégie de dissuasion au sens strict ». On n'emploiera la FNS que de manière défensive et dans ce cas « sera abandonnée l'actuelle stratégie anti-cités qui équivaut à prendre les populations des grandes villes comme otages nucléaires... ». Envisage-t-il alors un système d'alliance ? Même pas. « La stratégie nucléaire sera une stratégie tous azimuts, ne désignant pas à l'avance d'adversaire prioritaire... Toute forme de « défense européenne commune » doit être exclue. » La théorie des représailles massives est donc refusée tout en considérant l'état actuel de la FNS comme le « seuil minimum » de la dissuasion. Voilà qui est contradictoire et incohérent. Il n'existe pas aujourd'hui une seule puissance nucléaire qui espère, de manière défensive, c'est-à-dire probablement, en tirant le deuxième coup, dissuader son ennemi en ne détruisant que ses forces (le refus de la stratégie « anti-cités » implique de viser des objectifs militaires ; c'est la stratégie dite « antiforces », abandonnée aujourd'hui

par les USA). Et ce pour une raison enfantine : qui peut espérer dissuader les 22 000 engins tactiques et les 9 000 engins stratégiques des USA et de ses alliés avec une centaine d'engins, surtout lorsque le premier coup appelle automatiquement une riposte ?

Sur le plan militaire, les propositions du PC ne tiennent pas debout. De même sur le plan technique, ils restent vagues, le PC se refuse à augmenter l'arsenal français, car il sera maintenu « *au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays* ». Comment se mesure ce niveau ? On ne le sait pas. Il propose en plus la construction d'un système de détection « purement français », indépendant de l'OTAN, mais il n'indique pas le temps et les moyens nécessaires pour le mettre en place. Enfin, il chante les mérites de la composante maritime de la FNS, c'est-à-dire des sous-marins nucléaires, en idéalisant leur efficacité, alors que leur invulnérabilité est de plus en plus contestée. Finalement, la décision du dernier comité central du PCF ne peut pas être justifiée par des arguments militaires. Pas plus que les théoriciens gaullistes, les stratèges du PC n'ont réussi à trouver la potion magique qui transformerait l'arsenal nucléaire français en une force de dissuasion.

La commission de défense du PS reprend au contraire une partie de la doctrine officielle. Dans son rapport sur l'organisation générale de la défense, on peut lire (p. 48 du fascicule) : « *La dissuasion ne prétend pas égaler les capacités « d'overkill » des grandes puissances, mais simplement persuader un adversaire qu'une agression majeure provoquerait une riposte hors de proportion avec les avantages espérés de l'agression.* » Le PS reprend donc à son compte les postulats de base de la dissuasion proportionnelle chère aux stratèges gaullistes et tombe, du point de vue du réalisme militaire, sous le coup des critiques résumées plus haut. Mais, contrairement au PCF qui se replie sur l'hexagone, les socialistes insistent sur les alliances internationales. Le texte que nous citons continue ainsi : « *Il est évident que les agressions contre des alliés peuvent être appréciées comme une agression contre notre pays. La France respectera ses engagements en agissant sous la forme qui lui semble la plus appropriée.* » Ces formules générales en disent assez : les engagements en question sont évidemment ceux de l'Alliance atlantique (que, rappelons-le, respecte le Programme commun), c'est-à-dire l'alliance privilégiée avec l'impérialisme US. « *La France, explique le document socialiste, ne peut guère rompre avec l'Alliance atlantique, mais au contraire s'efforcer de la faire évoluer, pour replacer l'alliance dans son véritable esprit, celui de la défense des libertés et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et non celui d'un anticommunisme primaire, au service des intérêts US* (p. 45). »

Et logiquement le débat qui traverse la direction du PS porte sur la tactique à employer pour que la France « joue son rôle » en Europe (capitaliste). Au comité directeur du 7 novembre 1976, Robert Pontillon et



Pierre Chevènement s'opposaient sur ce point. Charles Hernu jouait les conciliateurs. De son côté Pontillon insistait sur la perspective d'une « coopération européenne » et parle d'une « défense nationale élargie » : « *L'ensemble atomique doit rester sous contrôle national, même s'il peut être utilisé à des fins régionales... L'élément classique est appelé à coopérer normalement avec les autres forces régionales* ». La gauche au gouvernement participera « pleinement aux réunions du conseil Atlantique » et l'on « maintiendra les liens actuels en matière de logistique, de télécommunication, d'observation » (liens avec l'OTAN sous l'hégémonie US, bien entendu !). A l'inverse Chevènement insiste sur la nécessité « *d'un appareil de défense indépendant qui peut, seul, lui garantir une marge de manœuvre suffisante pour jouer un rôle dans le développement et la solution des crises* ». Mais à moyen terme cela n'exclut pas que « *face à la menace soviétique comme à tous les autres, la défense française puisse un jour s'insérer dans une perspective européenne... Mais dans la période actuelle, elle doit impérativement rester nationale. A cette condition seulement, la France pourra d'ailleurs jouer un rôle en Europe* ».

Ces divergences visent essentiellement à revaloriser la doctrine militaire en donnant une nouvelle crédibilité à la FNS. Celle-ci s'intègre alors aux diverses alliances internationales interimpérialistes et sur le plan intérieur elle est le point nodal d'un système de forces diversifiées : « forces de mobilisation populaire » fondées sur un service militaire de quatre à six mois, « forces d'appui et d'intervention » composées exclusivement de volontaires. Ainsi les projets du PS constituent une tentative de rationalisation de l'appareil militaire de la bourgeoisie. Ils sont d'ailleurs assez proches de certaines avancées giscardiennes. (Pour une étude plus détaillée, se reporter à *Soldat-Travailleur*, n° 5/6, été 1977.) On est bien loin de la fameuse « défense de la révolution » dont parle Martinet pour convaincre les militants socialistes réticents.

Au total, les prises de position du PS comme du PC en faveur de l'arme nucléaire sont essentiellement motivées par des impératifs politiques. L'arsenal nucléaire français est la clé de voute du credo de la hiérarchie militaire. Et qui veut gérer l'Etat bourgeois sans se mettre à dos la caste militaire doit, en France, se prononcer pour la FNS. Giscard lui-même jongle avec la doctrine gaulliste pour conserver la confiance de son armée. C'est cela qui a d'abord motivé la décision des deux partis réformistes. Lorsque les responsables du PC et du PS expliquent qu'il faut garder le nucléaire pour ne pas être sous la coupe de l'impérialisme US ou allemand, ils mentent. Leur démonstration militaire soit manque de cohérence, soit débouche sur l'Alliance avec l'impérialisme. Elle s'ajuste tout simplement sur la politique de collaboration de classe de ces partis.

C'est qu'on ne peut pas se prononcer pour l'arme nucléaire sans définir dans quelles conditions on entend l'employer. Un Etat ouvrier victorieux en Europe ne peut entretenir une telle force sans expliquer en quoi

elle serait dissuasive. Les réformistes, et en particulier le PS, résolvent le problème en respectant les engagements et les alliances de la bourgeoisie française. La FNS n'est dissuasive qu'intégrée à l'arsenal impérialiste (où elle devient d'ailleurs une quantité négligeable), mais elle est aussi une arme politique dans le cadre des négociations au sein de ces alliances. « *Si les Etats-Unis et l'Allemagne ont fait de si grands efforts pour obtenir l'intégration de l'armement nucléaire français dans le dispositif atlantique, souligne Claude Bourdet (op. cit. page 171), ce n'est pas à cause de l'ap-point qu'ils pensaient ainsi récupérer, c'est pour éviter un emploi « incontrôlé » de ces moyens (...) et pour obliger la France à abandonner une politique de défense « hexagonale ». Et c'est pour ces raisons que, dans un contexte international précis, la FNS peut être une arme de politique extérieure. Tel est le « réalisme » sur lequel s'appuient les orientations militaires des réformistes.*

Défendre la révolution

Mais cela suffit-il pour rejeter l'arme atomique ? La classe ouvrière victorieuse en France devra-t-elle détruire l'arsenal nucléaire hérité de la bourgeoisie. Ne peut-il pas lui servir pour sa défense contre l'impérialisme ?

Nous avons déjà montré dans quels méandres s'engluaient les démonstrations militaires des réformistes, lorsqu'ils voulaient expliquer l'intérêt du nucléaire pour « défendre la révolution ». Cela suffit pour rejeter la FNS française. Mais le discours nucléaire du PC et du PS fait écran à deux autres questions plus générales : comment défendre militairement le processus révolutionnaire ? Un ou plusieurs Etats ouvriers peuvent-ils, dans d'autres conditions, fonder leur défense nationale sur le nucléaire ? Ces deux problèmes sont au coeur de la discussion de principe, telle qu'elle est lancée par les critiques de « l'arme nucléaire de gauche », en particulier le PSU (6).

Gilles Martinet reconnaît dans son plaidoyer pour le nucléaire que contre « *une tentative de subversion interne (type chilien) »* ou contre « *une tentative de renversement par la force d'un gouvernement socialiste* », « *la possession d'un armement nucléaire ne présente aucun intérêt* ». Ce à quoi Patrick Viveret, directeur de la revue *Faire* opposé à l'arme nucléaire répond : « *La stratégie de défense (voir le Vietnam) doit être adaptée à cette situation* ». Mais il ne va pas plus avant. Il évoque les moyens politiques et économiques qu'utiliseraient les ennemis du socialisme. Quant aux moyens militaires, ils se limitent à l'idée de la « mobilisation populaire ».

Or là réside la faiblesse des militants du PS opposés à la force de frappe. Lorsque le PC et la direction socialiste expliquent que l'armée de conscription est en piètre état, ils ont raison. La capacité militaire des forces conventionnelles est lamentable. Et une mobilisation des réserves n'y

changerait rien. Le matériel est vétuste, l'encadrement inexpérimenté, la formation militaire des appelés rudimentaires. Les armes les plus efficaces sont réservées à des minorités de spécialistes, engagés volontaires. Faut-il alors, comme le propose le PC, que tous les efforts soient mobilisés pour rétablir l'efficacité militaire des forces conventionnelles ? C'est aussi, d'une certaine manière ce qu'envisage le PSU qui, lui, s'oppose à l'arme nucléaire. Alain Joxe écrit en effet dans une tribune à *Témoignage chrétien* (9 juin) : « *Si l'Union de la gauche veut marquer sa présence éventuelle au gouvernement par une réforme fondamentale, elle doit non seulement lutter très âprement pour la défense du principe de la conscription mais aussi pour la restitution aux conscrits d'un armement réel, à l'échelle des armements dont disposent les unités quasi professionnelles héritées des régimes de droite.* »

Poser la question de cette manière, c'est, à notre avis, occulter le principal, à savoir le sort de l'armée « héritière des régimes de droite ». On ne peut ici amalgamer la position du PC et celle du PSU. Le premier entend tout faire pour sauvegarder l'unité de l'armée bourgeoise. Il prétend simplement en « démocratiser » le fonctionnement. Le PSU, lui, veut « *en finir avec l'armée de la bourgeoisie* » (thèse de Strasbourg).

Mais ce que nous voudrions discuter, c'est l'idée avancée par le PSU, d'une « dissuasion populaire », alternative à la dissuasion nucléaire.

Lorsque la classe ouvrière et ses alliés engageront un processus révolutionnaire et mettront en péril le pouvoir de la classe dominante, celle-ci emploiera tous les moyens pour défendre ce pouvoir. Ces moyens seront certes diversifiés. Les bourgeoisies européennes ont appris de l'histoire. Les expériences récentes en Italie, au Portugal, en Espagne, au Chili ou ailleurs l'ont confortée dans l'idée que souvent les armes économiques et politiques sont plus efficaces que les armes tout court pour freiner la radicalisation des masses. Elle savent aussi compter avec les partis réformistes qui, dans certaines conditions, peuvent être de redoutables alliés. Il est donc probable que la bourgeoisie n'utilisera pas en premier lieu les armes de l'armée française et de l'OTAN pour écraser la révolution. Pourtant elle ne se bornera pas au libre jeu parlementaire de la démocratie. Les très fréquentes interventions policières contre des usines occupées ou les « bavures » comme l'assassinat de Pierre Maître par la CFT montrent comment dès que la classe ouvrière est en lutte, l'autodéfense de cette lutte se pose. Et même si au départ cette défense est rudimentaire.

On aurait donc tort, sous prétexte que la bourgeoisie française dispose d'autres armes que la mitraille pour tenter d'arrêter la classe ouvrière, de repousser à *sine die* la question de la défense de la révolution et des conquêtes ouvrières. Nous ne refusons donc pas l'hypothèse posée par le PC quand il dit « *pour faire face à toute menace... il faut des moyens militaires et des moyens politiques* ». Plus, nous considérons comme urgente l'appréciation de ces moyens. C'est tout le mouvement ouvrier qui

devrait en discuter. Nous sommes également d'accord avec Martinet pour dire que l'arme nucléaire n'est pas de ces moyens. Alors quels sont-ils ?

Le PSU propose (thèses de Strasbourg) une série de « *mesures qui soient susceptibles d'amorcer un démantèlement général de l'idéologie bourgeoise et capitaliste dans l'armée* ». Il distingue deux trains de mesure. Celles qui « *consistent à supprimer les noyaux durs des corps d'élite ou à les soumettre au contact des forces populaires et du mouvement des masses, de sorte qu'ils ne puissent plus servir de fer de lance à une contre-attaque ultérieure* » et celles qui sur une période « plus ou moins longue » engagent « *une transformation profonde de l'appareil militaire* ». Le PSU expose donc un corps de revendications visant à instaurer le « *contrôle populaire de l'armée* », seul capable de fonder, contre les menaces extérieures et intérieures, une « *stratégie de dissuasion populaire* ». Seules, cette stratégie et la construction militaire qui en découle défendront « *la transition au socialisme* ».

Cette thèse nous paraît irréaliste. Au mieux, elle repose sur des illusions quant à la possibilité de « *démocratiser* » et de « *contrôler* » l'armée constituée par la bourgeoisie. Au pire, elle se sanctionnera dans la pratique par une attitude conservatrice. La perspective, qui doit, selon nous, être celle de la classe ouvrière, cherche à constituer une autre armée, distincte de l'armée bourgeoise. Cette perspective passe donc par le démantèlement de la vieille armée bourgeoise ce que ne semble pas envisager les thèses du PSU. Comment se créera l'armée ouvrière ? Non pas en constituant une nouvelle institution séparée de la classe qui la porte. L'armée des travailleurs, la seule qui pourra défendre efficacement les conquêtes révolutionnaires, naîtra de la mobilisation anticapitaliste de la classe ouvrière, des premières expériences d'autodéfense ouvrière et de la liaison organique avec les soldats. Dans les quartiers et les usines, cela signifie l'armement des travailleurs. Dans l'armée bourgeoise elle-même, les organisations ouvrières doivent susciter l'auto-organisation des soldats et imposer le contrôle ouvrier sur tout ce qui se passe dans les casernes (contrôle des missions, de la sécurité, des conditions de vie, épuration des officiers réactionnaires, élection des chefs, etc.). Le but n'est évidemment pas de contrôler l'armée bourgeoise, mais de créer une situation de double pouvoir à l'armée, comme dans le reste de la société. Nous ne pensons pas, comme le PSU, que les organisations ouvrières au gouvernement peuvent s'engager dans « *une transformation profonde de l'appareil militaire* ». Sur ce point, la seule chose qu'elles doivent encourager et organiser, de toutes leurs forces, c'est l'armement des masses et l'auto-organisation des soldats. Cette situation de double pouvoir dans l'armée, si elle correspond à une situation analogue dans les usines et les quartiers, ouvre une crise révolutionnaire. Et c'est dans ces conditions particulières que se situent l'affrontement inévitable entre les « *deux pouvoirs* » et, nous l'espérons, le démantèlement du pouvoir de la bourgeoisie et de son

armée. Les événements seront évidemment plus compliqués, mais tel en est le principe. Il va sans dire que dans cette perspective, le mouvement des soldats et ses liens avec les organisations de masse de la classe ouvrière jouent un rôle décisif. Mais que les armes atomiques sont totalement inutiles.

S'opposer à l'arme nucléaire comme force magique pour sauver la révolution socialiste, que nous voulons tous accomplir, soulève inévitablement cette question plus générale. En choisissant la force de frappe, les réformistes choisissent en fait les généraux bourgeois et espèrent les amadouer. Ils les amadoueront si eux-mêmes savent contenir la classe ouvrière dans les ornières de la légalité bourgeoise. Ce choix leur permet, en même temps, d'évacuer la question décisive des moyens concrets à mettre en œuvre pour défendre le processus révolutionnaire face à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

Or, tous les conflits récents (Vietnam, Liban, Angola), comme les transformations en cours dans les armées bourgeoises européennes montrent que les bourgeoisies se préparent, si nécessaire, à des interventions militaires de type conventionnel. Elle exclut l'utilisation d'armes nucléaires dans des guerres civiles (cela équivaldrait à un suicide). Les réformistes refusent donc d'abord l'aspect militaire de cette question.

Les propositions du PSU pêchent également par leur ambiguïté. On ne sait pas très bien ce que devient l'armée bourgeoise. Tout au plus on rêve de sa transformation graduelle sous le contrôle des « masses populaires ». Ce qui revient à nier la probabilité de l'affrontement. Ce que l'expérience historique contredit.

Etendre la révolution

Une dernière question vaut d'être examinée pour conclure. Y a-t-il une opposition de principe à l'arme nucléaire ? Un Etat ouvrier capable de concevoir un arsenal réellement dissuasif doit-il doter son armée d'une telle arme ? Cela pourrait être le cas d'Etats unis socialistes en Europe et c'est celui de l'URSS voire de la Chine.

Trois types d'arguments sont avancés contre, par les critiques du PC et du PS.

L'argument moral d'abord. Un Etat qui prétend incarner les aspirations de la classe ouvrière ne pourrait fonder son système de défense sur une arme aussi meurtrière. Bernard Jaumont, ex-PSU passé au PS, écrit dans *Faire* (mai 1977) : « *Sur le plan moral ou métaphysique, on ne peut estimer que l'arme nucléaire est le mal absolu, qu'il faut condamner sans appel.* »

Cet argument pêche par son caractère a-historique. Et si dans des conditions précises, la possession d'un armement nucléaire était justement le seul moyen d'empêcher l'impérialisme d'utiliser son arsenal ? N'était-ce

pas le cas de l'Union soviétique pendant la guerre froide ? N'était-ce pas le cas pour la Chine, dans les années 1966-1967, quand le conflit sino-soviétique et la guerre du Vietnam faisaient rage.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les politiques nucléaires de l'URSS et de la Chine ont une autre fonction. Elles correspondent au choix de ces Etats pour un statu quo international et la coexistence pacifique et, en cela, leur politique est contre-révolutionnaire. Mais de manière plus générale, on ne peut, pour des raisons de principe, être opposé à l'armement nucléaire d'un Etat ouvrier. Il peut constituer dans certaines conditions internationales (isolement, recul de la révolution mondiale, etc.) le seul moyen possible de prévention contre une attaque impérialiste.

Le deuxième argument avancé cette fois-ci par les signataires de « *Questions à la gauche...* » c'est que « *l'arme atomique n'est pas une arme socialisable... Elle prive le peuple de l'initiative et de la responsabilité de la défense* ». Il faut, disent ces camarades « *rendre au peuple le contrôle des finalités et des moyens techniques de la défense* ». Cette argumentation nous paraît confuse. Soit elle signifie qu'entrer dans la logique nucléaire c'est accepter un centre unique de décision. Dans ce cas l'argument nous paraît inacceptable. Il existe bien d'autres armes qui, pour des raisons techniques, impliquent des centres de décisions très élevés. Dans ce cas le problème n'est plus celui de la seule défense mais celui du contrôle des techniciens. Soit cet argument souligne que fonder une défense sur l'atome c'est isoler les travailleurs des tâches concrètes de la défense en les réduisant au rôle de spectateur « *d'otage et de bouclier humain de l'appareil militaire* », auquel cas, cela soulève plus une question de choix politique, que de principe.

Ce choix constitue d'ailleurs l'essentiel du troisième type d'arguments contre la défense nucléaire d'un Etat ouvrier. Un tel système de défense a ses impératifs dans les domaines économique, scientifique, administratif. Il implique la « nucléarisation de la société » et favorise « le renforcement des formes les plus autoritaires du pouvoir ».

Malgré les formules employées cet argument nous semble justifier le refus de ce système d'arme par un Etat ouvrier. Une défense nucléaire ne peut pas, pour être efficace, se concevoir à moitié. Elle conditionne l'ensemble du dispositif militaire et policier du pays (protection des sites), elle monopolise la recherche scientifique, elle implique une course aux technologies de pointe ruineuses. Elle demande donc des choix à très long terme. Elle nécessite également la production et l'entrepôt de matières fissiles (plutonium et uranium) ce qui, à long terme, met en danger l'équilibre écologique (problème des déchets). Au niveau international fonder sa politique extérieure sur une telle menace c'est faire peu de cas des possibilités de développement de la révolution socialiste mondiale. C'est substituer à l'internationalisme prolétarien les intérêts d'Etat. Une révolution victorieuse en France ou dans une partie de l'Europe aurait de telles impli-

cations sur l'équilibre des forces internationales que moins que jamais, les puissances impérialistes ou bureaucratiques ne pourraient envisager l'usage du feu nucléaire contre la révolution prolétarienne en marche. Car employer de telles armes pour des Etats réactionnaires demande une cohésion sociale et politique intérieure qu'aucun n'aura. Les ondes de la révolution seront plus fortes que les théories militaires les plus sophistiquées. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir du Vietnam. Si l'impérialisme US s'est refusé à l'emploi d'armes nucléaires tactiques sur le Nord-Vietnam (il en a discuté pendant un an !), c'est bien à cause du contexte politique international et, en premier lieu, à cause du mouvement anti-guerre qui se développait aux Etats Unis même. Le parapluie soviétique n'a joué que secondairement.

Un Etat révolutionnaire tablerait pour sa politique étrangère sur ce type de « contagion ». Seul un reflux durable de la révolution mondiale et les menaces grandissantes d'un contexte hostile pourrait l'amener à se doter d'un arsenal atomique. Nous n'avons donc pas d'opposition de principe à ce type d'armement, mais il ne peut être que provisoire. Sa mise en place serait conçu comme un sacrifice, limité dans le temps, de la révolution.

Mais avant, la révolution victorieuse se sera engagée sur la base de son impact international et de la lutte des travailleurs du monde entier dans la bataille pour le désarmement nucléaire généralisé, en prenant des initiatives concrètes en ce sens. En France, par exemple, un des premiers actes du prolétariat révolutionnaire devra être celui de détruire la force de frappe héritée de la mégalomanie gaulliste. Et il lancera à tous les autres Etats le défi d'en faire autant.

le 14 juillet 1977

(1) Le rapport de Kanapa publié dans l'*Humanité* du 12 mai 1977 a été édité en brochure à 600 000 exemplaires.

(2) 1 kilotonne (kt) = mille tonnes de TNT, 1 mégatonne (mt) = 1 million de tonnes de TNT.

La bombe d'Hiroshima = 15 à 18 kt.

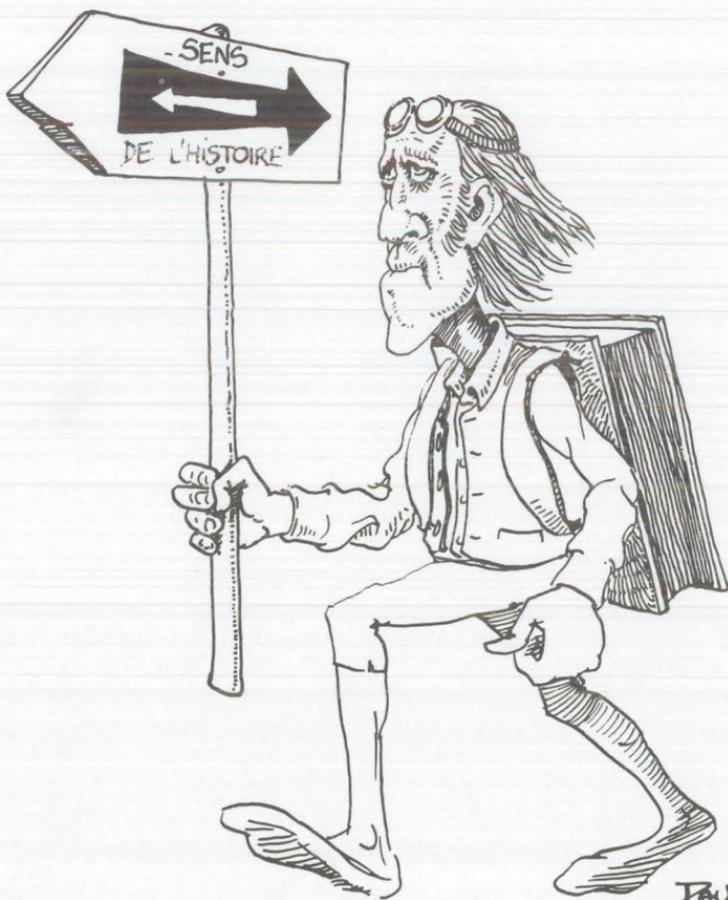
(3) Ajoutons que la France ne possède pas de systèmes antimissiles.

(4) *L'Europe truquée*, Seghers, p. 197.

(5) Nous n'envisageons pas l'hypothèse de l'attaque nucléaire par la France d'armées conventionnelles. Le changement de nature du conflit ferait immédiatement intervenir le jeu des alliances et provoquerait l'intervention, soit des USA, soit de l'URSS.

(6) Voir l'appel « *Questions à la gauche sur la défense nucléaire* » signé par une trentaine de personnalités, le MAN, le MDPL et le PSU.





Intelligentsia et prolétariat

(A propos de « Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires »)

Le livre de M. Lowy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires* (1) est si riche que la discussion, et à plus forte raison l'exploration des voies qu'il ouvre, n'est guère possible en seul article. En effet, pour mener l'étude de Lukacs, Lowy a été amené à étudier toute l'évolution de l'intelligentsia allemande (et hongroise) dans ses différents courants et sa place dans la société allemande bourgeoise en formation ainsi que dans son rapport aux diverses phases de la révolution, puis, au-delà de l'évolution si particulière de Lukacs, s'efforce de tirer les leçons de cette évolution sur toute la sociologie des intellectuels d'aujourd'hui.

Nous proposant de revenir plus à fond dans d'autres études sur les théories esthétiques de Lukacs, nous voulons nous en tenir ici au problème du rapport de l'intelligentsia avec le prolétariat dont l'intérêt pour les perspectives révolutionnaires d'aujourd'hui exige qu'il soit éclairé dans sa profondeur et sa complexité.

L'anti-intelligentsia marxiste

Ce qui frappe au premier abord de ce problème, c'est le retard avec lequel la théorie marxiste s'en est emparé, alors qu'il était saisi immédiatement dans toute son importance révolutionnaire par Marx et Engels. Au niveau théorique, cela tient à la manière mécaniste et économiste dont la théorie marxiste des classes fut comprise et enseignée pendant plus d'un siècle. La chose est toutefois apparemment paradoxale puisque cet enseignement était le fait d'intellectuels ralliés au prolétariat. Force est donc de prendre en compte un double phénomène.

D'abord le fait que l'intelligentsia, en tant que petite bourgeoisie, portée par l'essor impérialiste, cessa dans sa grande masse l'opposition qu'elle avait faite à la nouvelle classe dominante dans sa période de montée au pouvoir et se mit à son service, comme fournisseur d'idéologies et, le plus souvent, avec la pire servilité, dans la grande peur de la révolution prolétarienne qui suivit 1848 et se renouvela après la Com-

mune. Les caractères répugnants de cette majorité furent appliqués à tout le groupe social sans s'arrêter à la valeur sociale et aux racines de comportements minoritaires qui furent tenus comme exceptions et cas individuels. Il fallut les prodromes de la crise impérialiste du début du siècle pour que se manifestent de nouvelles oppositions intellectuelles (et petites-bourgeoises) à caractère massif.

Cette situation objective explique évidemment l'insuffisance de l'analyse marxiste. Mais peut-on ne pas considérer l'attitude psychologique des théoriciens par rapport à leur analyse ? Le cas même de Lukacs a de quoi inciter à conclure au contraire. L'acharnement mis par celui-ci dans la dénonciation du néo-romantisme allemand comme origine intellectuelle du fascisme (ce dont M. Lowy montre bien le caractère mécaniste et anti-dialectique), et alors que pour son propre compte il avait su noter ce que l'idéalisme éthique « avec tous les éléments anticapitalistes romantiques » avait eu de « positif » pour son évolution vers le marxisme (p. 114), tient pour une large part à un phénomène d'auto-exorcisme de sa jeunesse au moment où certains de ses anciens compagnons deviennent nazis.

Ce phénomène a été très fréquent dans le mouvement marxiste. Pas de pires anti-intellectuels petits-bourgeois que les marxistes intellectuels d'origine petite-bourgeoise. Et le stalinisme a cultivé consciemment cette réaction de « mauvaise conscience », de « culpabilité » de l'origine, d'autant mieux enracinée la plupart de ces hommes sont de formation religieuse, pour en faire un véritable instrument de terrorisme moral. Ce fut un des seuls moyens d'étouffer l'expression de l'esprit critique, voire de l'esprit critique lui-même, ce vice intellectuel. Les écrits des anciens stalinienus qui se penchent maintenant sur leur passé sont riches d'éléments de réflexion sur ce problème. Mais, pour avoir pris avec le stalinisme un développement monstrueux, cette attitude psychologique a existé de longue date.

Au-delà des causes générales d'exclusion du problème par la plupart des théoriciens, la compréhension des mécomptes du rapport intellectuels-prolétariat doit se référer aux évolutions concrètes des groupes nationaux d'intellectuels aux différentes périodes de la lutte des classes.

La relative autonomie du théorique et de l'artistique

Michael Lowy, dès les premières pages de son livre, insiste sur le fait que « *comme catégorie sociale, les intellectuels sont définis par rapport à la superstructure idéologique ; il est donc compréhensible que leur évolution vers le socialisme passe par des médiations éthico-culturelles et politico-morales* (p. 22). » Et comme première cause de leur capacité de radicalisation, en tant que groupe, il donne le fait que « *les intellectuels, les écrivains, poètes, artistes, théologues, savants, etc. vivent dans un univers régi*

par des valeurs qualitatives », ce qui entraîne beaucoup « pour ainsi dire naturellement, spontanément, organiquement en contradiction avec l'univers capitaliste régi, lui, rigoureusement par des valeurs quantitatives (p. 22). »

Certes le phénomène n'est pas constant, car si les intellectuels ne sont pas une classe (M. Lowy signale leurs origines de classes diverses) il n'en reste pas moins que leurs fonctions les fondent en catégorie de la petite bourgeoisie et que, de ce fait, leur sort dépend dans une large mesure des rapports entre petite bourgeoisie et grande bourgeoisie :

Et s'il est une vérité bien démontrée et redémontrée par la théorie marxiste, c'est l'instabilité de la petite bourgeoisie entre les classes fondamentales de la société. La sensibilité propre aux cahots de la lutte de classes de cette fraction très particulière de la petite bourgeoisie que constitue l'intelligentsia est d'autant plus grande que sa seconde caractéristique est son « éloignement de la production matérielle » et le sérieux qu'elle accorde aux « principes, valeurs et idéaux », c'est-à-dire à l'idéologie. Cette sensibilité s'exprime le plus vivement dans les périodes de tensions révolutionnaires au double titre des forces de répulsion et d'attraction des classes fondamentales, et de la violence que ces tensions atteignent au niveau idéologique.

« Si le phénomène de l'intelligentsia anticapitaliste est plus ou moins universel en Europe au tournant du siècle, c'est en Allemagne qu'il s'est manifesté avec une acuité particulière ». Pourquoi précisément en Allemagne ? Une des raisons est sans doute la tradition anticapitaliste romantique, fortement enracinée chez les intellectuels allemands à partir du début du XIX^e siècle (p. 25-26).

A la différence de la France, où la révolution bourgeoise entraînait d'abord la petite bourgeoisie dans le sillage de la grande, la « misère allemande » contraignait tout ce que la petite bourgeoisie avait d'énergie dans une opposition intellectuelle, théorico-artistique, qui donna son sommet au premier romantisme.

La nature petite-bourgeoise du romantisme, en tant que révolte des valeurs bourgeoises contre la réalité bourgeoises, a été refusée par la plupart des théoriciens — et en particulier par Lukacs — qui l'ont en général, pour la commodité de leurs classifications, épuré de ses éléments radicaux (par exemple en France, Stendhal et Balzac, et en Allemagne, Hoffmann et Büchner) lui redonnant ainsi une unité réactionnaire, alors que ses éléments réactionnaires ne sont qu'une des faces de sa contradiction constitutive.

En dépit de la misère allemande, la révolte petite-bourgeoise ne resta pas purement intellectuelle, et ce n'est pas par pur accident de l'histoire que l'Allemagne a fourni au mouvement ouvrier ses deux plus éminents théoriciens, Marx et Engels, et l'on sait comme ils se sont compris comme continuité-dépassement de la philosophie du professeur petit-bourgeois

révolutionnaire Hegel dont l'évolution est celle même de sa classe. La correspondance Marx-Engels montre à quel point leur premier enseignement avait d'écho dans les milieux de la petite bourgeoisie — au point qu'ils purent en nourrir des illusions dans les années qui précédaient la révolution de 1848, sans oublier que des poètes comme Heine et Freiligrath furent pour eux des partisans fidèles.

Il est vrai que le spectre de la révolution prolétarienne qui se leva dans le cours de la révolution de 1848 coucha l'essentiel de la petite bourgeoisie allemande sous la botte de la réaction, et cela de façon durable. Mais le phénomène n'est pas propre à l'Allemagne ou, simplement, l'humiliation petite-bourgeoise tint au retard de la révolution bourgeoise, alors devenue impossible. Il faut remarquer ici que ce ralliement de la petite bourgeoisie à la grande en Europe se marque sur le plan culturel par la fin du romantisme et la fin aussi de l'expression autonome de la petite bourgeoisie en tant que telle.

L'ouverture, après 1848, d'une longue période d'ascension impérialiste de la bourgeoisie et de développement du mouvement ouvrier révolutionnaire maintient le gros de l'intelligentsia au service de la classe dominante. La seconde moitié du XIX^e siècle ne voit que des intellectuels marginaux sympathiser avec le mouvement ouvrier ou exprimer une opposition propre, et rarement de façon cohérente. Le pronostic de Marx put donc dans ces conditions paraître incorrect ou dépassé. Mais il devait reprendre toute son importance dans la grande crise de l'impérialisme qui culmine avec la Première Guerre mondiale.

Et c'est dans ces conditions que l'analyse marxiste apparaît comme largement défailante, et sans doute parce que la victoire même du communisme se fit aux dépens de l'approfondissement théorique, ce qui est courant dans les flux révolutionnaires, mais aussi sans doute parce que, dans nombre de pays, dont la France, l'intelligentsia revenait de loin.

De ce point de vue se justifie l'étude que mène M. Lowy des conditions exceptionnelles — et différentes —, d'évolution des intellectuels allemands d'une part, et hongrois d'autre part.

Cette étude, dont nous ne pouvons reprendre ici les éléments, approfondit la dialectique concrète des idéologies dans leur rapport aux conditions économique-sociales. Il ne serait peut-être pas impossible d'établir un certain nombre de lois de ces mouvements idéologiques, en particulier de celui que l'on pourrait appeler de l'opposition tournante des matérialismes et des idéalismes. Ainsi, dans la montée de la révolution bourgeoise française, la bourgeoisie, après s'être battue armée de philosophie matérialiste mécaniste flanquée d'une morale idéaliste contre l'idéologie religieuse féodale craquelée par la décomposition morale la plus cynique, reprend à son compte, comme nouvelle classe dominante, l'idéologie religieuse adaptée par ses nouveaux idéologues, mais fonde sa pratique exploitrice sur un voltairianisme « privé » des plus secs La petite

bourgeoisie — héritière ici des jacobins rousseauistes — mènera la lutte romantique dans l'effervescence de multiples idéalismes individualisés et faibles tentant de sauver la cohérence des valeurs bourgeoises progressives, progressivement abandonnées, sinon avec le réel, du moins avec un avenir qui ne fait souvent que renverser idéalement un passé féodal, fuite réactionnaire typique des classes condamnées par le mouvement de l'histoire.

Quand la pensée prolétarienne commence à s'élaborer de façon autonome, amalgamant plus ou moins harmonieusement utopisme et matérialisme, la bourgeoisie se couvrira, avec beaucoup plus de cohérence que ne l'avait fait le féodalisme déclinant de l'idéalisme religieux. En réaction, la gauche de l'intelligentsia reviendra au matérialisme.

M. Lowy met en valeur, dans l'irrationalisme de l'intelligentsia allemande, exprimant ici son opposition au matérialisme brutal des industriels, le fait qu'un des creusets de cette couche petite-bourgeoise est le milieu des pasteurs (et chez les juifs des rabbins). Cet irrationalisme dominant d'une opposition intellectuelle de haut niveau théorique explique les phénomènes violemment contradictoires de son évolution quand s'exerce sur elle l'attraction formidable de la révolution d'Octobre.

Ceux qui passent le plus rapidement et le plus complètement de l'opposition morale au capitalisme, teintée de multiples nuances réactionnaires, au communisme — c'est le cas de Lukacs — doivent faire un tel bond théorique que le déchirement laisse des traces — dont les effets paraissent minimisés par M. Lowy. Inversement, une évolution plus « organique » et lente, dont Ernst Bloch est le type le plus brillant, se révèle moins dépendante des aléas politiques, capable de résister aux soubresauts conjoncturels et à la culpabilisation évoquée plus haut, laquelle est susceptible de transformer l'intellectuel trop vite « converti » en valet des bureaucrates, sort aussi abject que celui des ancêtres laquais des institutions de l'Etat bourgeois.

Le milieu de l'intelligentsia française, dans ses différences considérables avec celui de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est, connu de même types de rapports aux directions ouvrières radicales. Ses secteurs anti-capitalistes étaient en général devenus matérialistes, mais ce furent surtout les écrivains, poètes et artistes qui furent polarisés par le mouvement ouvrier révolutionnaire — des universitaires éminents ne vinrent que beaucoup plus tard, à partir de la fin de l'entre-deux-guerres — mais un fossé très grand séparait aussi les artistes avant-gardistes et le mouvement ouvrier, quant aux préoccupations et aux problématiques, et le saut jusqu'au communisme était aussi grand pour les surréalistes que pour Lukacs, avec des risques du même type, bien manifestes dans le cas d'un Aragon qui, prenant son élan du tremplin de « Moscou-la-gâteuse », retombe le nez à jamais souillé de son éloge du Guépéou et les fesses marquées « aux couleurs de la France ». A l'inverse, le cas d'un André

Breton n'est pas sans parallèle avec celui d'un Ernst Bloch, d'un Marcuse ou d'un Adorno.

Lukacs comme « type »

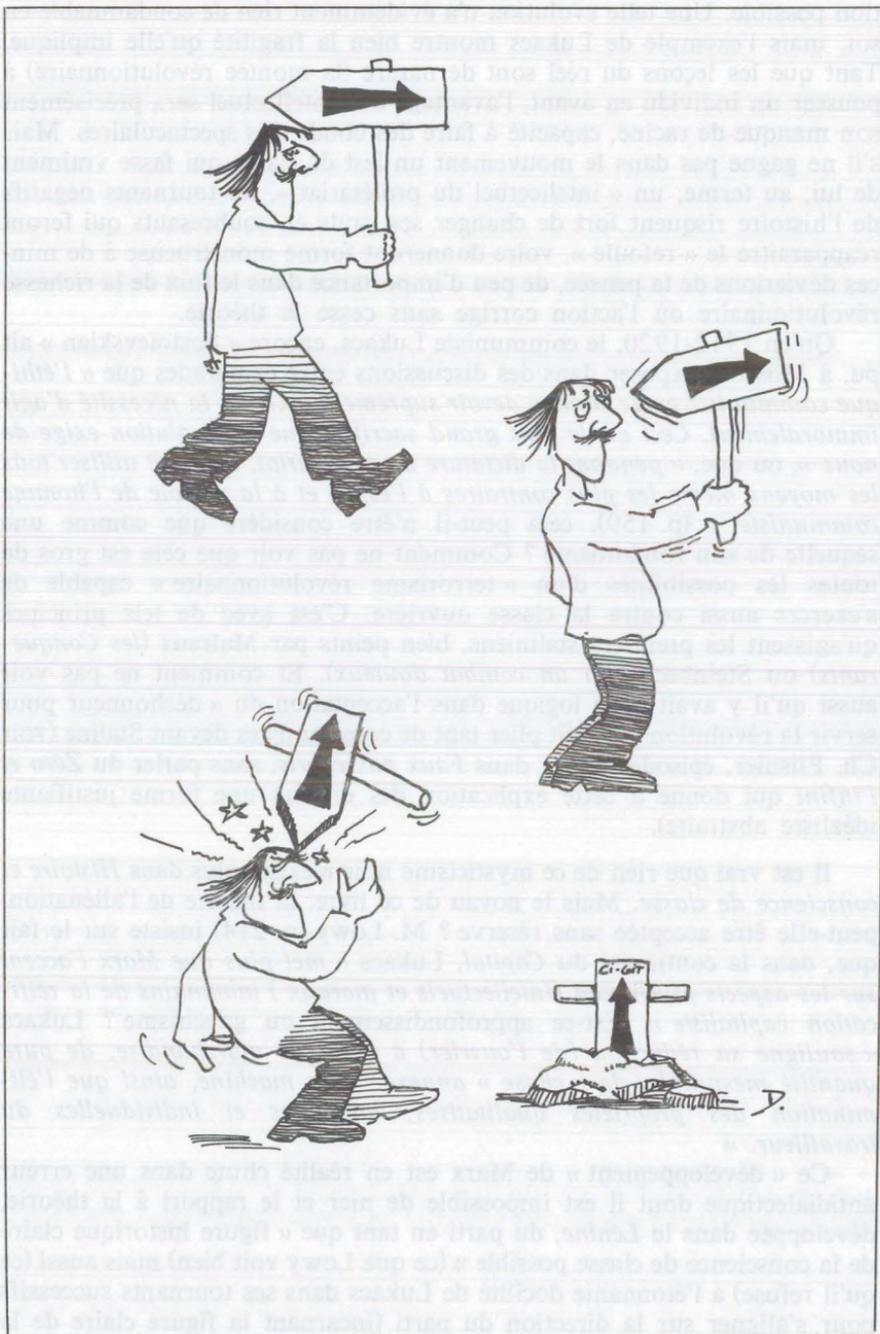
Selon M. Lowy, Lukacs serait exemplaire de l'évolution possible des intellectuels vers la révolution. Le mot exemplaire est ambigu. On peut l'accepter dans son sens de « typique » (encore y a-t-il plusieurs évolutions typiques comme nous venons de le voir) mais il nous paraît faux de l'utiliser dans son sens de « modèle ».

La parfaite honnêteté intellectuelle de l'auteur lui fait d'ailleurs livrer dans son ouvrage les éléments mêmes d'une contradiction de sa thèse, à savoir que Lukacs est un exemple d'évolution d'un intellectuel dans l'orbite de la révolution par cela même que ses avatars sont sous-tendus par des déterminations intellectuelles, solidement structurées bien avant son passage au marxisme, et qui sont susceptibles de livrer le secret de ses comportements les plus étonnants.

M. Lowy, tout en décrivant avec minutie les balancements rapides de Lukacs insiste surtout sur les ruptures successives qui l'entraînent, partant d'une problématique profondément religieuse (p. 112) puis d'un anticapitalisme romantique de jeunesse, d'abord à l'idéalisme éthique, puis au gauchisme éthique, au gauchisme politique, et pour culminer une courte période en bolchevisme de gauche — qui aurait fait de lui, le « *plus grand philosophe marxiste du XX^e siècle* » (p.11) — puis encore à un « *communisme de droite* » virant au « *réalisme hégélien de droite* » qui fonde son « *front-populisme* », avant que la mort de Staline en fasse un déstalinisateur khrouchtchévien (en 1956 !) puis un déstalinisateur antikhrouchtchévien (en 1967 !) pour le faire finir dans une compréhension relative et secrète de 1968.

Beaucoup de gens se sont penchés sur ce périple peu enthousiasmant pour s'efforcer d'en trouver la logique. M. Lowy les réfutent tous et, certes, il n'y a pas de ligne continue sous-jacente, de fil conducteur, même ténu, qui donnerait unité à une évolution si heurtée. Mais, inversement, à refuser à Lukacs toute unité profonde jusque dans ses contradictions, on risquerait (et M. Lowy n'évite pas ce risque) d'enlever à cette aventure précisément son caractère (négativement) exemplaire.

La première leçon de cette biographie doit peut-être partir de la brutalité de ses tournants. Ainsi, son passage au communisme « *par sa soudaineté et son caractère irréversible (...)* rappelle effectivement une conversion religieuse » (p.151). Communiste, Lukacs tourne plusieurs fois soudainement (sans parler de ses autocritiques sous le stalinisme dont la conviction est évidemment plus sujette à caution). Ces virages brusques sont caractéristiques d'évolution d'intellectuels dont la maturation n'est pas fonction d'une expérience pratique, mais du contact heurté de la pensée abstraite avec des réalités qui tout à coup la contredise sans concilia-



tion possible. Une telle évolution n'a évidemment rien de condamnable en soi, mais l'exemple de Lukacs montre bien la fragilité qu'elle implique. Tant que les leçons du réel sont de nature (la montée révolutionnaire) à pousser un individu en avant, l'avantage de l'intellectuel sera précisément son manque de racine, capacité à faire des bonds très spectaculaires. Mais s'il ne gagne pas dans le mouvement un lest de classe qui fasse vraiment de lui, au terme, un « intellectuel du prolétariat », les tournants négatifs de l'histoire risquent fort de changer ses sauts en soubresauts qui feront réapparaître le « refoulé », voire donneront forme monstrueuse à de minces déviations de la pensée, de peu d'importance dans le flux de la richesse révolutionnaire où l'action corrige sans cesse la théorie.

Qu'en 1912-1920, le communiste Lukacs, encore « dostoïevskien » ait pu, à Moscou, exposer dans des discussions entre camarades que « *l'éthique communiste exige comme devoir suprême d'accepter la nécessité d'agir immoralement. Ceci est le plus grand sacrifice que la révolution exige de nous* », ou que, « *pendant la dictature du prolétariat, il fallait utiliser tous les moyens même les plus contraires à l'esprit et à la morale de l'homme communiste.* » (p. 159), cela peut-il n'être considéré que comme une séquelle de son romantisme ? Comment ne pas voir que cela est gros de toutes les possibilités d'un « terrorisme révolutionnaire » capable de s'exercer aussi contre la classe ouvrière. C'est avec de tels principes qu'agissent les premiers staliniens, bien peints par Malraux (*les Conquérants*) ou Steinbeck (*En un combat douteux*). Et comment ne pas voir aussi qu'il y avait cette logique dans l'acceptation du « déshonneur pour servir la révolution » qui fit plier tant de communistes devant Staline (voir Ch. Plisnier, épisode d'Igor dans *Faux passeports*, sans parler du *Zéro et l'infini* qui donne à cette explication des erreurs une forme justificante idéaliste abstraite).

Il est vrai que rien de ce mysticisme noir n'existe plus dans *Histoire et conscience de classe*. Mais le noyau de ce livre, la théorie de l'aliénation, peut-elle être acceptée sans réserve ? M. Lowy (p. 214) insiste sur le fait que, dans la continuité du *Capital*, Lukacs « *met plus que Marx l'accent sur les aspects psychiques (intellectuels et moraux) inhumains de la réification capitaliste* ». Est-ce approfondissement ou gauchisme ? Lukacs « *souligne sa réduction (de l'ouvrier) à l'état de marchandise, de pure quantité mesurable, de « chose » annexée à la machine, ainsi que l'élimination des propriétés qualitatives, humaines et individuelles du travailleur.* »

Ce « développement » de Marx est en réalité chute dans une erreur antidialectique dont il est impossible de nier et le rapport à la théorie, développée dans le *Lénine*, du parti en tant que « figure historique claire de la conscience de classe possible » (ce que Lowy voit bien) mais aussi (ce qu'il refuse) à l'étonnante docilité de Lukacs dans ses tournants successifs pour s'aligner sur la direction du parti (incarnant la figure claire de la

conscience de classe possible) d'abord sous la critique de Lénine (personnification pour Lukacs de la direction du parti et, donc, conscience la plus claire de la conscience claire) mais aussi, ensuite sous les injonctions de Staline, que Lukacs ne confondait pas avec Lénine, mais en lequel il voyait tout de même l'expression personnifiée d'un état du parti, donc du degré de possibilité de la conscience de classe.

Lowy argue que la parti stalinien n'a plus rien à voir avec le parti théorisé par le *Lénine*. C'est vrai, mais en même temps, c'est ne pas comprendre le glissement de la dégénérescence, si progressif qu'il égara plus ou moins durablement des marxistes bien plus chevronnés que Lukacs, et la manière dont ce glissement pouvait être vécu par un intellectuel coupé des masses, plusieurs fois convaincu de « gauchisme » et qui, une fois de plus, voyait ses perspectives d'apocalypse révolutionnaire contredites par le cours de l'histoire.

A ce point, non seulement le retournement du gauchisme à la position droite « front-populiste » n'est pas en contradiction avec ce qu'il y a d'erroné dans l'unilatéral de la théorie de l'aliénation et de son application à la construction du parti, mais les deux se conjuguent (n'est-ce pas l'aliénation du prolétariat d'Occident qui explique le reflux et justifie le socialisme dans un seul pays ?) et fournissent même la plus haute théorisation (qu'il ne peut pas exprimer, mais que saura déduire Sartre dans *les Communistes et la paix*) de la pratique empirique et contradictoire du stalinisme.

Ainsi, s'il est faux de voir dans l'oeuvre de Lukacs « bolchevik de gauche » le germe d'une théorie stalinienne qui d'ailleurs n'a jamais existé au sens propre du mot, les erreurs contradictoires de Lukacs le destinaient à succomber, selon sa propre logique intellectuelle aux pires aberrations stalinienne.

La théorie lukacsienne de l'aliénation doit bien des choses à cette « arrogance théorique (...) étrangère aux masses et étrangère au monde » relevée par ses adversaires communistes allemands de 1922 (p. 182). Dans une période de reflux de la révolution, la conception gauchiste du « peu d'importance des faits » contingents et de la visée nécessaire des fins ultimes avait de quoi entraîner un esprit abstrait à des conclusions parfaitement contradictoires avec ces fins, dans la mesure où le « socialisme dans un seul pays » (que Lukacs n'a jamais renié) pouvait apparaître comme une pause vers ces fins. La « liberté » par rapport à la classe révolutionnaire favorise ce point de vue « hautain » sur l'histoire où les souffrances des masses deviennent négligeables ; forme d'esprit bureaucratique, très propre aux intellectuels.

Un autre aspect de la théorie proprement lukacsienne de l'aliénation, c'est le « radicalisme » avec laquelle elle est généralisée aux couches non prolétariennes, et en particulier à l'intelligentsia. Cette généralisation,

juste et riche en soi, est aussi portée à l'absolu. Lowy l'expose sans noter — ce qui est curieux — que cette théorie a des conclusions diamétralement opposées à celles de son livre. Et là encore, on voit dans la conception lukacsienne un véritable noeud de déterminations antérieures dont les conséquences se prolongeront sur toute la vie et l'oeuvre du philosophe, véritable clef, en particulier, de son incompréhension de toute la littérature de son temps. Sa répudiation de son passé idéaliste l'entraîne avec un étrange aveuglement (dont la compréhension doit en appeler à la psychologie) à s'acharner contre le romantisme et le néo-romantisme allemand où il va voir les germes théoriques du fascisme. Il ne voit pareillement que des sujets de l'aliénation dans les écrivains de l'aliénation qui, pourtant, les premiers, la dominant en l'exprimant (Kafka, Joyce). Là, encore, malgré son écart notable avec les théoriciens du réalisme socialiste, il représentera comme un état supérieur de ce dogmatisme. Obnubilé par l'aliénation des intellectuels, Lukacs n'a pas su voir les contradictions dialectiques de leur radicalisation dans les conditions de la décomposition capitaliste, en partie parce qu'elles opéraient dans des voies variées et très différentes de celle qui avait été la sienne.

La plus étrange unité des contraires, chez Lukacs, se situe dans ses rapports à la dialectique. Le jeune Lukacs avait été antidialecticien (p. 154) et non seulement antihégélien mais précisément hostile à l'hégélianisme de Marx. Son sommet communiste non seulement l'amène à la dialectique mais la lui fait manier de manière magistrale, en particulier quant à la dialectique de la conscience de classe. Cependant ces études restent au niveau de la haute abstraction. Lukacs ne passera jamais au niveau de la dialectique concrète. On sait trop peu que, dans ses études littéraires, l'élément dialectique est une pure retranscription d'Hegel, ou de Marx, ici très hégélien. Sa pensée propre, dès qu'elle a perdu l'appui de l'essor révolutionnaire, retombe dans les ornières méthodologiques de sa pensée de jeunesse, aggravée par le « réalisme » du vieil Hegel devenu philistin allemand. Chez un Lukacs qui vivait à un tel point au niveau théorique, l'acceptation de la théorie du socialisme dans un seul pays est la manifestation la plus éclatante du peu de racine en lui d'une pensée dialectique vivante. Et s'il faut accepter ce que nous dit M. Lowy du retour tardif de Lukacs à une ouverture sur la nouvelle montée révolutionnaire, comme ses tournants postérieurs à la mort de Staline, ce ne sont que manifestation d'une reconnaissance du réel contredisant le réel précédant, mais en rien une intelligence de l'histoire dont il semble bien avoir été toujours incapable par lui-même.

Il y a donc bien quelque chose de typique chez Lukacs, non comme exemple à suivre, mais au contraire comme exemple des périls qui guettent l'évolution d'un intellectuel vers le mouvement ouvrier :

— Péril tenant à une évolution produite, non par un mûrissement global mais sous le fouet de grands événements, et ne représentant pas un

bouleversement en profondeur des structures de la pensée, mais un impressionnisme brillant susceptible d'être emporté par le reflux.

— Péril tenant à une absence de liaison ou à une liaison superficielle avec les masses prolétariennes, plaçant l'intellectuel « en l'air » ce qui l'expose au flottement suivant les vents dominants.

Les qualités les plus brillantes ne protègent pas les intellectuels de ces instabilités de girouettes politiques qui trahissent le petit-bourgeois sous le théoricien impressionnant. En France, un J.-P. Sartre est aussi « typique », et de la même façon.

Et maintenant ?

Dans la période de reflux de la révolution marquée par la dégénérescence de l'URSS, le reflux de l'intelligentsia eut une variante par rapport au passé : une partie des « compagnons de route » du mouvement ouvrier regagna, selon le schéma classique, le giron de la bourgeoisie pour y trouver gloire, honneur et argent, mais une autre fraction devint stalinienne, ce qui se comprend de la façon la plus générale si l'on considère le nombre de caractères petits-bourgeois inhérent à la bureaucratie, y compris sous sa forme la plus terroriste. Mais le dosage d'attraction d'une grande puissance supposée pleine d'un avenir mondial, de culture de la mauvaise conscience et de prébendes n'est pas non plus étranger au cours de ces intellectuels (souvent halte provisoire avant de regagner la classe-mère vérifiée comme plus rassurante et solide).

Le phénomène de polarisation par une bureaucratie pseudo-ouvrière, comme ersatz à l'orientation vers le prolétariat, s'est reproduit en farce avec le maoïsme des intellectuels, dont Sollers est le type, et auxquels il n'aura fallu que quelques années pour effectuer le périple qui ramène au sein de l'humanisme libéral (voir *la Révolution impossible*, in *Le Monde* du 13 mai 1977).

Mais l'important aujourd'hui n'est pas là. La période de défaites successives du mouvement ouvrier qui précède la Deuxième Guerre mondiale ainsi que les lentes remontées de l'après-guerre coupées de défaites partielles en Occident se situent dans l'ère historique de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi, même s'ils furent peu nombreux, les intellectuels qui, dans ces dures conditions, maintinrent leur opposition à la bourgeoisie et à ses valeurs et surent voir et refuser en même temps la réalité monstrueuse du stalinisme, tels les surréalistes et l'« école de Francfort », ne sont pas des individualités isolées (contrairement au pronostic de Lukacs) mais des groupes dont l'influence dépasse de beaucoup le cercle des individus qu'ils rassemblaient directement. Les reculs terribles du mouvement ouvrier et la quasi-stagnation de la théorie marxiste ne pouvaient qu'avoir la conséquence que cela eut pour les intellectuels, à savoir les cantonner dans leurs « bastions », qu'ils fussent de

création artistique, de poésie ou de recherches spécialisées (3). Fractionnement de l'activité intellectuelle qui ne pouvait aller sans maintes faiblesses et déviations, mais aussi richesses accumulées qu'il appartient à la nouvelle génération de rassembler et de dépasser.

Car une nouvelle période est ouverte dont M. Lowy montre bien qu'elle fournit, par le double mouvement du prolétariat et de sa culture et par la prolétarianisation continue de couches sociales qui appartenaient hier à la petite bourgeoisie, une assise de masse à un ralliement décisif — définitif ? — de l'essentiel de l'intelligentsia à la cause prolétarienne.

Le journalisme, dans son langage propre, enregistre ce fait quand il constate que maintenant les intellectuels sont « à gauche » (l'absence d'intelligentsia de droite est bien marquée par le fait que la bourgeoisie ait pu faire d'un écrivain pour concierger un ministre de la Culture puis un académicien). Inversement, jamais dans le passé, on n'aurait pu concevoir un événement comme le Manifeste des 121, auquel répond aujourd'hui, comme en écho, celui des 77 en Tchécoslovaquie (4).

Cependant, la jonction organique intelligentsia/prolétariat reste une perspective. C'est que le prolétariat n'a pas encore reconstitué son parti (au sens où le Lukacs d'*Histoire et conscience de classe* le définit). Les flottements actuels de l'intelligentsia comme groupe social ne sont que la conséquence du retard du mouvement ouvrier à offrir le pôle de regroupement, le stabilisateur de leur activité, qu'elle soit théorique ou artistique. C'est pourquoi nous pensons que c'est dans cette perspective que doit s'exercer une critique du « parti » attentive et compréhensive des intellectuels qui tendent à mettre leurs forces et leur talent au service de la révolution.

Michel Lequenne

(1) Aux Presses universitaires de France

(2) Et il servira de caution au maintien corrigé du réalisme socialiste, dans les années 1960 et jusqu'à maintenant. Pas d'intellectuel « déstalinisé » du PCF qui n'oppose Lukacs à *Littérature et Révolution*.

(3) Voir dans notre n° 13/14, le chapitre de Perry Anderson sur le « marxisme occidental ». Bien que cette notion soit sujette à caution, en ce qu'elle englobe J.-P. Sartre (qui ne peut être considéré comme marxiste qu'à la rigueur) et exclut des marxistes authentiques comme Henri Lefebvre ou E. Morin et Goldmann, dont les travaux n'ouvrent pas sur une vision pessimiste du monde, tandis que de nombreux intellectuels non marxistes, en particulier écrivains et poètes, participent de ce désespoir qui restera même comme la caractéristique principale de la littérature de la moitié du siècle, l'étude met en valeur les traits dominants de la recherche marxiste éclatée et coupée du mouvement ouvrier, et, par cela-même participant des déterminations de l'intelligentsia anticapitaliste tout entière que nous avons soulignée dans cet article.

(4) Le rôle de l'intelligentsia des pays du « socialisme bureaucratique » ne date pas d'aujourd'hui et est même la première dans l'opposition qui a surgi à la suite de la « déstalinisation ». Une étude particulière serait nécessaire à son égard (voir en particulier, Roy Medvedev, *De la démocratie socialiste*, éd. Grasset). Son rôle révolutionnaire a été crucial aussi bien en URSS qu'en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et, maintenant, en Allemagne de l'Est. Il est remarquable que ces oppositions sont socialistes dans leurs fractions les plus combattives, c'est-à-dire beaucoup plus radicales que les oppositions de masses actuelles. Notable aussi que les artistes, et en particulier les cinéastes de l'Europe de l'Est, aient joué un rôle d'avant-garde dans l'opposition en brisant les canons du réalisme socialiste et en démasquant la triste réalité de la vie quotidienne sous tutelle bureaucratique. Il est vrai que la sociologie de cette intelligentsia ne peut sans simplisme se contenter de la définir comme petite-bourgeoise.



PAULLE

Che Guevara

Pour le X^e anniversaire de sa mort

Le 8 octobre 1967, une brigade de rangers boliviens, entraînés et « conseillés » par des officiers américains, emprisonne le Che Guevara, près de la rivière Nacahuazu ; quelques heures plus tard, suivant des instructions directes de l'état-major et du président-dictateur Barrientos, il est assassiné à coups de mitraillette.

Comme l'écrira par la suite cyniquement le journaliste américain Daniel James (proche de certains milieux de la CIA) : « *The Armed Forces decision to execute Che had been mad well in advance of Che's capture and was not the outcome of a last minute decision. It was a matter of policy...* » (1). Ajoutons que le Che avait toujours respecté la vie de ses prisonniers : un officier de l'armée bolivienne, le major Sanchez, emprisonné par les guérilleros, sera libéré après quelques jours ; le souvenir de cet épisode le marquera profondément et il deviendra en 1971 le seul officier à résister au coup fasciste du général Banzer. Les militaires boliviens et leurs « conseillers » US avaient tiré la leçon de l'« erreur » qu'avait commise Batista en 1953 en ne tuant pas Fidel Castro immédiatement après sa capture.

Isolé dans une région inhospitalière et peu habitée, sans tradition de lutte ni organisation paysanne importante ; coupée d'un éventuel soutien urbain par la trahison du Parti communiste bolivien, la guérilla rurale dirigée par le Che était vouée à l'échec, et seulement le courage et la hardiesse exceptionnelle de ses combattants lui ont permis de résister pendant huit mois.

La mort du Che a été le début de la fin d'une période d'essor des guérillas rurales, qui seront peu à peu écrasées partout sur le continent latino-américain (Pérou, Venezuela, Mexique, etc.) sauf en Colombie ; dans les années suivantes, une deuxième vague de guerre de guérilla se lèvera, cette fois dans les grands centres urbains du cône sud du continent ; elle sera à son tour exterminée (Brésil, Uruguay, etc.) sauf en Argentin.

tine. Le bilan de ces échecs oblige les révolutionnaires en Amérique latine aujourd'hui à esquisser une autre conception de la lutte armée, beaucoup plus liée à l'activité des masses, aux organisations syndicales ouvrières et paysannes, à la mobilisation *politique* de vastes secteurs de la population sous la direction d'un parti d'avant-garde ; en un mot : en revenant dans une certaine mesure à la problématique « classique » (léniniste) du double pouvoir, de la crise révolutionnaire et de l'armement du prolétariat.

Cela veut-il dire que les idées du Che sont dépassées et que son œuvre appartient à une époque révolue ? Il serait facile — trop facile peut-être — d'énumérer *post factum* (2) les erreurs qu'il a commises en Bolivie : illusions sur la possibilité pour le PC bolivien de jouer un rôle révolutionnaire ; sous-estimation de la nécessité de construire une organisation politique révolutionnaire implantée dans les masses ouvrières et paysannes et en particulier, chez les mineurs, avant-garde du prolétariat bolivien ; conception trop géographico-militaire de la lutte armée, sans lien organique avec le mouvement des masses, etc.

Cependant, rien ne serait plus superficiel et *faux* que de vouloir faire table rase de l'œuvre du Che et de sa contribution à la stratégie révolutionnaire en Amérique latine (et ailleurs). Non seulement parce que la guérilla rurale peut encore s'avérer une des méthodes décisives de la lutte dans les pays à dominante agraire, mais aussi parce que le Che ne peut nullement être réduit à un théoricien de la guérilla. Au cœur de ses écrits militaires et politiques se trouve une idée fondamentale, qui n'a rien perdu de son actualité : « *Si l'on admet que l'ennemi luttera pour rester au pouvoir, il faut envisager de détruire l'armée d'oppression ; pour la détruire, il faut pouvoir lui opposer une armée populaire.* » (3) Le noyau rationnel de sa pensée stratégique (qui revient constamment dans ses écrits), plus profond et plus important que les instructions techniques pour le *foco* de guérilla rurale, est la conviction que « *la défaite et la liquidation totale de l'armée par les forces populaires* » est « *la condition indispensable pour toute vraie révolution* » (4).

Le Che était-il un utopiste, un aventuriste ? Relisons un moment ce passage, écrit en 1961, tout en réfléchissant à cette date : Santiago, septembre 1973 : « *Quand on nous parle de conquérir le pouvoir par un processus électoral, notre question est toujours la même : si un mouvement populaire s'empare du gouvernement en gagnant un large vote populaire et décide de commencer les grandes transformations sociales qui forment son programme, ne se trouvera-t-il pas immédiatement en conflit avec les classes réactionnaires du pays ? L'armée n'a-t-elle pas toujours été l'instrument de ces classes ? S'il en est ainsi, il est logique de supposer que l'armée sera aux côtés de sa classe et prendra part à la lutte contre le nouveau gouvernement. Par un coup d'État plus ou moins sanglant, le gouvernement peut être renversé et le jeu ancien recommencer ad aeternam. Il peut aussi arriver évidemment que l'armée d'oppression soit vaincue par*

une réaction populaire qui défende le gouvernement. Ce qui nous paraît improbable, c'est que les forces armées acceptent de profondes réformes sociales et se résignent tranquillement à être liquidées en tant que caste. » (5) Il suffit de comparer cette étonnante prophétie avec celle de Luis Corvalan, secrétaire du PC chilien, en 1970, pour découvrir de quel côté se trouve le réalisme lucide et de quel côté l'utopie tragiquement irresponsable : « *Dans nos forces armées règne l'esprit professionnel et le respect du gouvernement établi d'après la Constitution. D'ailleurs, l'armée et la marine sont nées dans la lutte pour l'indépendance. »* (6)

Aujourd'hui, les trois quarts de la population d'Amérique latine se trouvent sous la botte militaire. Les peuples latino-américains vivent à l'heure du talon de fer décrit par Jack London : une oppression brutale de la caste galonnée, au service de l'oligarchie, du grand capital et de l'impérialisme. L'ITT et le FMI ont remplacé la United Fruit et les banques de Wall Street des années trente, mais ce sont toujours les monopoles impérialistes qui font et défont les ministères et les régimes dans beaucoup de pays du continent, par l'entremise des militaires.

Aussi bien dans des pays fortement industrialisés (Brésil, Argentine) que dans ceux à structure agraire traditionnelle (Paraguay), dans des pays avec une large tradition parlementaire et constitutionnelle (Chili, Uruguay) que dans ceux depuis toujours écrasés par le pouvoir issu des casernes (Nicaragua), presque partout sur le continent les classes dominantes ont allégrement substitué « Liberté, Egalité, Fraternité » par « Infanterie, Artillerie, Cavalerie ». La militarisation de l'Etat ne résulte pas de spécificités historiques ou économiques de tel ou tel pays, mais d'une conjoncture générale de la lutte de classes sur le continent, caractérisée par un aiguisement des contradictions sociales, une crise des appareils politico-idéologiques chargés de contrôler la population (Eglise, partis populistes, école, presse) et, par conséquent, un déplacement de l'axe de domination vers les appareils répressifs (armée, police, bandes armées parapolicières, etc.). Quant au régime militaire péruvien, exception temporaire qui a été présentée par les partis communistes comme un modèle de nationalisme « révolutionnaire », il vire de plus en plus à droite : retour en force explicite des monopoles impérialistes (cuivre, pétrole, etc.), politique économique dictée par le FMI, répression masive contre les syndicats ouvriers, etc.

La résolution des partis communistes latino-américains de La Havane (juin 1975) parlait des forces armées latino-américaines comme une institution qui peut se convertir en un « *élément de progrès et même de potentialité révolutionnaire* ». L'histoire récente du continent donna mille fois raison au Che, quand il insistait : « *Que peuvent apporter les militaires à la vraie démocratie ? Quelle loyauté peut-on attendre de ceux qui ont toujours été les instruments de la domination des classes réactionnaires et des monopoles impérialistes, d'une caste qui n'existe que grâce aux armes*

qu'elle possède, et qui ne pense qu'à maintenir ses prérogatives. » (7)

On peut reconnaître que le Che n'avait pas donné suffisamment d'importance au travail politique au sein des forces armées de l'Etat bourgeois, travail que vise non la « réforme » de cette institution, mais sa désagrégation de l'intérieur, par l'organisation clandestine et/ou semi-légale de soldats, sous-officiers ou même officiers favorables au prolétariat. Cependant, croire que pour un tel travail on peut faire l'économie d'une politique d'armement des travailleurs, ou éviter un affrontement violent entre révolution et contre-révolution, relève de l'illusion la plus dangereuse. Comme l'écrivait Trotsky, à propos de l'insurrection de 1905, la majorité des soldats « *n'est capable de déposer les armes ou de diriger les baïonnettes contre la réaction que quand elle commence à croire à la possibilité de la victoire populaire. Et ce n'est pas la seule propagande qui peut lui donner cette foi. Il faut que les soldats constatent que, de toute évidence, le peuple est descendu dans la rue pour une lutte implacable...* » (8). La méthode que proposait le Che pour constituer une armée populaire opposée à l'armée du capital — la guérilla rurale — s'est avérée inadéquate pour la plupart des pays du continent ; mais le problème qu'il posait était fondamental et est loin d'avoir trouvé une solution satisfaisante au sein de la gauche révolutionnaire latino-américaine aujourd'hui. La guérilla urbaine, qui n'avait pas été prévue par le Che, développée avec beaucoup de courage et d'imagination par des groupes révolutionnaires comme les Tupamaros ou l'ALN brésilienne, a elle aussi échoué (la question reste encore ouverte pour l'Argentine), entre autre grâce à l'emploi systématique de la torture par les régimes militaires ; la torture deviendra ainsi une pièce institutionnelle décisive dans l'exercice de la domination politico-militaire de la bourgeoisie en Amérique latine. Toutefois, c'est au niveau politique et social qu'il faut chercher la racine des défaites des révolutionnaires dans le continent depuis la mort du Che jusqu'à aujourd'hui : l'incapacité à organiser/mobiliser les grandes masses ouvrières et paysannes. En conclusion : le Che guérilléro en Bolivie est un personnage héroïque qui appartient à l'histoire et à la légende de la révolution latino-américaine et mondiale ; le Che défenseur intransigeant de la voie armée comme seule garantie pour le triomphe véritable de la révolution reste par contre d'une actualité brûlante.

En réalité, la thèse sur l'inévitabilité de l'affrontement armé n'est que la conséquence logique de son analyse de la nature sociale de la révolution en Amérique latine. En partant de deux expériences qu'il avait vécues personnellement, celle (négative) du Guatemala de 1953/54, et celle (victorieuse) de Cuba en 1959-61, Guevara comprendra l'unité dialectique indissoluble entre les tâches anti-impérialistes et les tâches socialistes dans la révolution latino-américaine. En réalité, dès avril 1959, le Che prévoyait avec une intuition remarquable « le développement ininterrompu de la révolution » à Cuba, jusqu'à l'abolition du « système social » existant et

ses « fondements économiques » — en d'autres termes, du capitalisme.(9) Dans un article de 1963, il étendait les leçons de la révolution cubaine à l'ensemble du continent : « *Lorsque les avant-gardes armées des peuples prendront le pouvoir, elles auront liquidé dans leurs pays en même temps et les impérialistes et les exploités locaux. Elles auront cristallisé la première étape de la révolution socialiste ; elles pourront commencer à construire le socialisme.* »(10) Guevara rompait ainsi avec plus de trente ans de tradition stalinienne en Amérique latine, et s'appropriait une des thèses centrales de la théorie de la révolution permanente ; cela fut le produit de sa propre *praxis* révolutionnaire, et non de la lecture de Trotsky, dont il ne connaissait probablement pas les œuvres à cette époque (ce n'est qu'en Bolivie en 1967 qu'il va lire *l'Histoire de la Révolution russe*, dont un exemplaire sera trouvé par l'armée bolivienne dans les caches de la guérilla).

Ce n'est qu'en partant de cette compréhension fondamentale du caractère combiné, socialiste et anti-impérialiste, de la révolution qu'on peut expliquer l'insistance du Che sur la nécessité de détruire l'appareil répressif bourgeois ; dans la perspective néo-menchévique de la révolution démocratique-nationale, en alliance avec la bourgeoisie « progressiste », prônée par les partis communistes traditionnels, la problématique de la rupture de l'institution militaire établie n'a pas de place à l'intérieur de leur horizon politique ; puisque la bourgeoisie nationale est partie prenante du bloc révolutionnaire, un secteur considérable sinon majoritaire de la haute hiérarchie militaire est considéré comme un allié potentiel. La dernière résolution des partis communistes latino-américains (y compris, hélas, le PC cubain), à La Havane en 1975, déclare que des secteurs de la bourgeoisie latino-américaine « *prennent des positions qui convergent avec celles du prolétariat, des paysans et autres couches non-capitalistes de la population, dans la lutte anti-impérialiste... Ces secteurs bourgeois, par conséquent, peuvent participer à l'unité d'action démocratique et anti-impérialiste avec les forces populaires* ». Les affirmations de ce même document sur le « potentiel révolutionnaire » des Forces armées et sur la « ferme évolution de la conscience patriotique » en leur sein, découlent bien entendu de cette hypothèse socio-politique. L'évolution de l'Amérique latine au cours des dernières années (et en particulier le tournant ouvertement pro-impérialiste de la junte militaire au Pérou) ne confirment-ils plutôt pas les thèses développées par le Che dans son testament politique, *la Lettre à la Tricontinentale* (1967) ? Dans un passage retentissant, destiné à devenir le drapeau politique de toute la gauche révolutionnaire du continent, il proclamait : « *Les bourgeoisies nationales ne sont plus du tout capables de s'opposer à l'impérialisme — si elles l'ont jamais été — et elles forment maintenant son wagon arrière. Il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution.* » (11)

Si la similitude entre les conceptions du Che et l'orientation stratégique prônée par la théorie de la révolution permanente est indéniable, il est non moins clair que Guevara attribuait à la paysannerie un rôle révolutionnaire beaucoup plus grand que Trotsky. Ceci dit, il faut noter le fait paradoxal que les trotskystes latino-américains ont à plusieurs reprises joué un rôle important à la tête de mobilisations paysannes de masse : le POR en Bolivie en 1952-54, Hugo Blanco au Pérou en 1961-63, et aujourd'hui au Mexique, la formation (avec la collaboration étroite du PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale) de la Coordination paysanne révolutionnaire indépendante. En outre, Trotsky lui-même soulignait, dans un de ses derniers écrits, que « *jamais le marxisme n'a donné à son estimation de la paysannerie en tant que classe non socialiste un caractère absolu et statique.* » (12) La Révolution cubaine (après les révolutions asiatiques) a montré le rôle décisif que pouvait jouer la paysannerie dans un processus révolutionnaire ininterrompu, aboutissant à une transcendance de la révolution démocratique en socialiste ; Guevara a-t-il eu tort de vouloir généraliser pour toute l'Amérique latine les leçons de la « guerre paysanne » à Cuba ? On peut estimer qu'il s'est trompé en croyant à une répétition de l'expérience cubaine dans la plupart des pays du continent, et en sous-estimant le poids social et politique du prolétariat urbain et minier, en particulier dans les pays du cône sud, où la classe ouvrière est clairement le sujet historique direct de toute transformation révolutionnaire possible ; d'ailleurs, l'urbanisation et l'industrialisation (limitée, déformée, mais réelle) de l'Amérique latine au cours des vingt dernières années donne aujourd'hui au prolétariat et aux masses urbaines une importance de plus en plus grande, et bien supérieure à celle qu'ils avaient au moment de la guérilla cubaine des années 1950. N'empêche que la moitié ou presque de la population du continent est encore composée de paysans et un des grands mérites de l'œuvre du Che a été justement d'attirer l'attention sur le gigantesque potentiel révolutionnaire de cette classe, y compris dans une perspective socialiste. Quel sera le rôle respectif du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution latino-américaine ? il est clair que la réponse n'est pas la même en Argentine ou en Colombie, en Uruguay ou au Mexique. En réalité, la gauche révolutionnaire dans le continent, tiraillée entre un ouvriérisme dogmatique, d'origine européenne, et un culte populiste des paysans, importé d'Asie, est loin d'avoir trouvé une réponse claire et rigoureuse à cette question. Les écrits du Che, à condition d'être abordés avec un esprit ouvert et critique, peuvent être une contribution importante à ce débat.

L'autre dimension de la pensée et de la pratique politique du Che qui le rapproche du marxisme révolutionnaire et de la théorie de la révolution permanente est son internationalisme conséquent. Dès 1959, l'extension de la Révolution cubaine à toute l'Amérique latine était sa préoccupation constante ; préoccupation fondée sur l'intuition que le destin de l'Etat

révolutionnaire cubain et son autonomie face à la bureaucratie soviétique étaient liés au destin de la révolution latino-américaine, et d'autre part sur la compréhension du lien étroit entre les processus révolutionnaires dans les différents pays, à l'échelle du continent. Mais l'internationalisme du Che ne se limitait nullement à l'Amérique latine ; il a été un des rares dirigeants révolutionnaires de notre époque à comprendre l'unité organique du système capitaliste mondial, le rapport dialectique entre les différents secteurs de la lutte de classes à l'intérieur de ce système, et la nécessité d'une stratégie révolutionnaire unifiée à l'échelle internationale. En avançant en 1967, le mot d'ordre « *Un, deux trois, plusieurs Vietnam* », Guevara esquissait (pour la première fois depuis longtemps dans l'histoire du mouvement ouvrier, exception mise à part de la petite minorité marxiste révolutionnaire) une orientation révolutionnaire mondiale qui n'obéissait pas aux intérêts nationaux de tel ou tel Etat, de telle ou telle puissance « socialiste », mais du prolétariat international dans son ensemble. Et il ne se bornait pas à lancer des slogans ; il mettait en pratique ce qu'il proposait, en essayant, en Amérique latine, d'ouvrir un « deuxième front » qui pourrait venir en aide au Vietnam.

L'internationalisme était pour le Che à la fois un impératif moral, une exigence éthique de l'humanisme révolutionnaire, qui dépasse les étroites limites nationales dans un puissant mouvement de solidarité fraternelle, et une exigence pratique, concrète, matérielle, de la lutte révolutionnaire contre l'ennemi commun : « *Il n'est pas de frontières dans cette lutte à mort... La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur ; c'est aussi une nécessité inéluctable.* » (13) Bien entendu, on peut lui reprocher de privilégier trop le tiers-monde aux dépens de l'Europe dans sa vision de la lutte de classes planétaire, et de ne pas concevoir la nécessité d'une révolution antibureaucratique en URSS et dans les Pays de l'Est, même s'il critiquait sévèrement le « modèle économique » soviétique). Il reste que depuis la mort de Trotsky, on n'avait jamais vu un dirigeant révolutionnaire d'envergure historico-mondiale mettre, comme le Che, l'internationalisme au cœur de sa perspective politique et de son activité militante. Un dirigeant qui ne se conduit pas comme « homme d'Etat » Mais comme un combattant de la révolution mondiale, et paie de sa propre personne la mise en œuvre de sa stratégie internationaliste. C'est avec des révolutionnaires comme le Che et ses partisans dans le monde, comme Miguel Enriquez tombé en combattant au Chili, ou Rohan Wijeweera, incarcéré à perpétuité au Sri Lanka, que se construira à l'avenir une Internationale communiste de masse, qui reprendra l'héritage de la III^e Internationale léniniste (1919-1923) et de la IV^e Internationale d'aujourd'hui.

Quant à la question de la bureaucratie stalinienne : il est vrai que le Che n'avait pas une vision claire du problème, mais sa profonde sensibilité antibureaucratique est indéniable. Elle se manifeste de manière parti-

culièrement intéressante dans les discussions qui eurent lieu au ministère de l'Industrie à Cuba, en 1964 (et qui seront publiées en 1970 par Il Manifesto et Tricontinentale, édition française) ; le Che y critiquait explicitement les privilèges matériels de la bureaucratie dans les pays de l'Est : « *Ce sont les directeurs, qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande, l'importance qu'y assume la gestion du directeur, ou mieux, la rétribution de la gestion du directeur.* » (14) D'autre part, en racontant à ses camarades cubains les débats qu'il avait eus en URSS, il mentionne le fait que ses interlocuteurs soviétiques l'avaient accusé de « trotskysme ». Tout en refusant ce qualificatif, le Che avait répondu en affirmant clairement : « *A ce propos, je crois que, ou bien nous avons la capacité de détruire par des arguments les opinions contraires ou bien nous devons les laisser s'exprimer (...)* Il n'est pas possible de détruire les opinions par la force, parce que cela bloque tout développement libre de l'intelligence. » (15). Il proclamait ainsi une des idées fondamentales de la démocratie socialiste, et manifestait, en même temps, son incompatibilité viscérale avec la démarche et les méthodes des staliniens.

Guevara n'était pas trotskyste, bien sûr. Mais ce n'est pas un hasard si beaucoup de militants guévaristes (et même des organisations entières, comme récemment les Comandos Camilistas en Colombie) ont rejoint les rangs de la IV^e Internationale, considérant que celle-ci représentait la continuation et l'approfondissement de la dimension authentiquement révolutionnaire et internationaliste du guévarisme.

C'est pour toutes ces raisons que nous, trotskystes, saluons, en ce dixième anniversaire de sa mort, sa mémoire comme celle d'un frère de combat ; pour nous, comme pour beaucoup d'autres militants de la nouvelle avant-garde surgie à partir des années 1960, le Che Guevara, par sa pensée, son action, son exemple, est un immense drapeau révolutionnaire, une flamme rouge pure et ardente que les dictateurs, les généraux et leurs « conseillers » du Pentagone ne réussiront jamais à éteindre.

- (1) Daniel James, « *The Complete Bolivian Diaries of Che Guevara and other captured documents* », Allen and Unwih, London, p. 58.
- (2) Rappelons que notre propre mouvement, la IV^e Internationale, défendait dans son IX^e Congrès en 1969, une conception de la lutte armée en Amérique latine qui n'était pas sans quelque ressemblance avec celle prônait par le Che...
- (3) Ernesto Che Guevara, « *La tactique et la stratégie de la révolution latino-américaine* », 1962, in *Textes politiques*, Maspero, 1968, p. 83.
- (4) Che Guevara, « *Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde de la lutte contre l'impérialisme ?* », 1961, in *Textes politiques*, p. 67.
- (5) Ibidem, p.69-70.
- (6) Luis Corvalan, *Camino de Victoria*, Santiago, 1971, p. 425.
- (7) Che Guevara, « *La guerre de guérilla : une méthode* », 1963, in *Textes militaires*, p. 156.
- (8) Trotsky, 1905, Ed. de Minuit, p. 237).
- (9) Selected Works of Che Guevara, MIT Press, 1969, p. 372).
- (10) Guevara, « *La guerre de guérilla : une méthode* », in *Textes militaires*, p. 163).
- (11) Che Guevara, « *Mensaje à los pueblos del mundo a traves de la Tricontinental* », 1967, in *Obras 1957-67*, Casa de las Americas-Maspero, II, p. 589).
- (12) Trotsky, « *les Trois conceptions de la Révolution russe* », 1939, in *Bolchévisme contre stalinisme*, Editions de la Taupe rouge, 1977, p. 50).
- (13) Che Guevara, « *Discours d'Alger* », 1965, in *Textes politiques*, p. 266).
- (14) Guevara, *Oeuvres VI*, Maspero, p. 90.
- (15) Ibidem, p. 86.

J'AI
PARFOIS L'IMPRESSION
D'ÊTRE UN VÉHICULE
D'OCCASIONS (MANQUÉES)



DAPLÉ

Le corps et la parole saisis par la marchandise

(A propos des livres de Marie Cardinal et Annie Leclerc)

Le capital s'est emparé des corps et les a réduits à une commune abstraction. Il en a fait de la « force de travail », des marchandises parmi d'autres, comme les autres : unité de valeur d'usage et de valeur d'échange.

Le capital a enfoui la communication sous l'échange. Il s'est emparé de la parole. Il en a fait une vulgaire monnaie de signes.

Publiés récemment, des livres de femmes, des livres croisés, ceux de Marie Cardinal et Annie Leclerc (1), revendiquent le corps et la parole contre la marchandise. A leur manière (littéraire), elles remontent vers la source des problèmes posés par le rapport spécifique des femmes à la langue et à la matière. Elles ouvrent des pistes qu'un travail théorique doit élargir et prolonger.

1. Le capitalisme a assigné aux femmes les tâches de reproduction et d'entretien de la force de travail : soin des enfants, travail ménager. Même dans les périodes d'expansion, où il fait appel à la main d'œuvre féminine dans l'industrie, il impose aux femmes, par le biais de la famille, la double journée de travail : elles demeurent assujetties à la production domestique, c'est-à-dire à une production directe de valeurs d'usage (repas, vêtements, blanchissage).

Les femmes, y compris les femmes travailleuses, conservent de ce fait une pratique sociale échappant partiellement à la production généralisée de marchandise et au fétichisme qui en résulte. De là le rapport spécifique qu'elles continuent à entretenir avec la matière, le temps, le corps, la parole.

Avec la matière et le corps.

Marie Cardinal évoque « ... la sagesse que donne aux femmes leur contact constant avec la matière, la connaissance que leur procure l'utilisation quotidienne de la substance, l'intuition de la vie et de la mort que leur assure la relation obstinée avec le corps, le leur, celui de leur mari, celui de leurs enfants... » (*Autrement dit*, p. 81)

Avec les mots et la parole.

Marie Cardinal note encore : « A l'heure actuelle tous les mots ont deux sens, deux sexes, selon qu'ils sont employés par un homme ou une femme... Prenons un mot comme table. Quand une femme écrit table, tout simplement, dans une phrase banale, par exemple « dans la pièce il y avait une table », on lit cette table comme si elle était servie, nettoyée, utile, cirée, fleurie ou poussiéreuse. Quand un homme écrit : « Dans la pièce, il y avait une table », on lit cette table comme si elle était faite de bois ou d'une autre matière, l'œuvre d'un artisan ou d'un travailleur, le fruit d'un travail, le lieu où l'on va s'asseoir pour manger ou parler. » (*Autrement dit*, p. 89) Marie Cardinal cite également en exemple la revendication de liberté, héroïque pour les hommes, suspecte de licence pour les femmes.

Au fil de ces remarques, elle entrevoit que le capitalisme ne s'est pas contenté de prolonger une oppression millénaire des femmes, mais qu'il en a profondément transformé les racines et les modalités. Elle décrit « la dégradation de la condition de la femme dans notre société contemporaine » : « Quand l'argent est entré dans la danse, que l'esclave a été payé quelques sous pour devenir ouvrier et le valet de quelques pièces pour enfiler les manchettes de lustrine de l'employé ou du fonctionnaire — titres de noblesse accordés dérisoirement par les bourgeois qui venaient de voler la révolution du peuple — les mères, elles, sont restées à la maison, avec l'archaïsme dans le ventre, avec la matière plein les mains, sans argent. C'est alors qu'elles ont compris que leur travail ne valait rien, qu'il ne méritait aucun titre de noblesse. » (*Autrement dit*, p. 189)

Marie Cardinal perçoit bien ici le processus d'enfermement des femmes (dans la famille et la maison, dont la somme n'est autre que le « foyer clos ») et de dévalorisation sociale de leur travail, dès lors qu'il n'est pas marchandise échangeable contre l'équivalent général (« l'argent »). Elle réagit à cette négation de l'identité et de la fonction des femmes en glorifiant les valeurs et vertus de leur pratique : « Je sais pour avoir vécu longtemps avec elles le contact qu'elles ont avec la matière, avec le corps de leurs enfants, avec la durée, c'est un contact vrai. Tu ne peux pas laver bien du linge souillé, soigner bien un enfant, acheter pas cher et bon, si tu ne t'intègres pas entièrement dans ces actions. Ces femmes savent tout de la vie, de la mort, de la liberté, de l'amour, mais elles ne savent pas l'exprimer. » (*Autrement dit*, p. 66)

« Contact vrai » dit-elle. Allusion à une authenticité enfouie et préservée ? Aun corps de jouissance, à une langue où la parole pèse son poids de mots et les mots leur poids de sens, à une durée naturelle rythmée par les

saisons et le cycle du sang ? A une vie originelle dont les femmes seraient les gardiennes ?

2. A l'écart de la production marchande, le travail domestique des femmes resterait enraciné dans un vécu non encore scindé en privé et public (antérieur aux grandes fractures de la division du travail). Il en conserverait une dimension créative d'échange direct avec la nature et non avec l'anonymat du marché, une valeur intrinsèque par-delà (ou en deçà) de la marchandise. A l'image de l'ouvrage de Marie qui se fait, point à point, sous les yeux d'Annie Leclerc : « Marie ne parle pas. Elle tisse le lien qui perpétue notre destin et notre union à la terre ; je veux dire, je le sais, je le vois que ce qu'elle coud c'est de la vérité. Oui, à petits points serrés, points de feston et points de bourdon, elle coud de la vérité... Plus tard quand je pourrai, quand je saurai, j'entrerai dans ce qui fut cousu à points menus et je le dirai. Broder, broder un jour la page lisse des mots précis et ronde que garde le secret... » (*Epousailles*, p. 87)

Que cette pratique implique un rapport à la matière qui lui soit propre, qu'elle engendre des valeurs et une culture spécifiques, nécessaires à la critique du capital, ne paraît pas discutable. A condition de les entendre dans le sens d'un dépassement et non d'une redécouverte archéologique. Car la domination du capital (le règne de la marchandise) ne laisse rien intact, n'épargne aucune production ni aucune culture. Le sort de la production domestique est comparable à plus d'un titre à celui de l'artisanat : elle ne se juxtapose pas aux lois du marché en leur restant extérieur ; elle est happée par sa logique et remodelée profondément par ses exigences. Production de valeurs d'usage, le travail domestique n'est pas pour autant un travail libre, mais un travail forcé, l'envers du travail salarié. Aussi ses gestes n'échappent-ils pas à l'aliénation de tout travail exploité. Ce qu'en fin de compte sent bien Annie Leclerc : « Alors je demande, qui me veut tricoteuse, mais idiote dans mon coin, qui m'arrache les yeux, qui me vole ma jubilation de savoir-pouvoir-vouloir faire, qui empêche que la manipulation efficace du matériau, la transformation de la matière, la production de valeur, dans laquelle je m'engage soit aussi l'expression formatrice de ma puissance accrue ? Qui me cache le sens de mon travail, sinon celui qui m'en vole le fruit ? Quand le travail m'est imposé sous le mode de la contrainte, c'est mon appartenance à l'humain qui m'est déniée. Quand le travail est séparé de la jouissance, parce que d'autres en font profit pour l'assise d'un pouvoir qu'ils tournent contre moi, je me tue, on me tue à l'ouvrage. Quand on s'en prend ainsi à mon corps de jouissance, ce sont toutes mes capacités d'intelligence et d'amour qu'on assassine insidieusement. » (*Epousailles*, p. 96)

Ce disant, Annie Leclerc touche intuitivement ce qui fonde sociale-

ment l'oppression des femmes, bien mieux que Luce Irigaray lorsqu'elle prétend identifier analogiquement la femme à la marchandise : « Car la femme est traditionnellement valeur d'usage pour l'homme, valeur d'échange entre les hommes. Marchandise donc. Ce qui la laisse gardienne de la matière... » (*Ce sexe qui n'en est pas un*, p. 30) A elle seule, cette phrase est un tissu de confusions :

— Dans la définition des valeurs. La femme n'est pas « valeur d'usage » pour l'homme (sinon dans un sens polémique qui n'a plus rien à voir avec la théorie de la marchandise), mais productrice opprimée de valeurs d'usage dans le travail domestique. Elle n'est pas davantage valeur d'échange entre les hommes, sinon dans le sens symbolique de l'échange rituel qui n'a pas grand chose à voir avec l'échange marchand.

— Dans la définition même de la marchandise. Si la femme est marchandise, c'est en tant que force de travail échangeable sur le marché, au même titre que toute force de travail. La spécificité de son oppression dans la société capitaliste relève d'une dépendance et d'une domination, liées à la division du travail et à l'institution familiale, que la seule identification à une marchandise ne permettrait pas de cerner.

— Dans la définition d'un rapport privilégié entre marchandise et matière, qui ferait de la femme-marchandise la « gardienne » par excellence de la matière. La marchandise peut-être aussi bien un service immatériel, et non exclusivement une mise en forme de la matière. L'identification de la marchandise à son contenu matériel est le propre de l'économie vulgaire.

Mais à quoi bon, peut-on se demander, discuter le texte de Luce Irigaray puisqu'elle refuse préventivement la discussion. Il n'est question, dit-elle, ni de théorie ni de rigueur (« Pour élaborer une théorie de la femme, les hommes, je crois, suffisent. Dans un langage de femme(s), le concept comme tel n'aurait pas lieu. »), mais simplement « d'analogies ». Elle n'hésite pourtant pas à citer Marx à plusieurs reprises, gagnant ainsi sur deux tableaux : elle bénéficie de l'alibi théorique, sans en assumer la critique. Et tout ceci au nom d'un « parler-femme » qui serait strict travail du négatif, abandonnant au « parler-homme » la positivité de la théorie et du concept : « Mais du parler-femme je peux simplement vous rendre compte : il se parle, il ne se méta-parle pas. » Qui a prétendu à un méta-langage, à une science du langage qui dise sur lui la vérité et le dernier mot. Le matérialisme historique, en tant que théorie critique, ne s'est jamais posé comme science hors de portée de l'histoire et au dessus du langage, mais comme critique à l'œuvre dans la langue et l'histoire. Il ne s'agit donc pas de savoir (pour parler comme Irigaray, dont le parler-femme se réduit si souvent à un jargonner-universitaire ou à un discourir-mandarinal) si le « parler-femme » se méta-parle, mais plus simplement s'il se discute, en référence à une société et à une histoire.

Car les textes de Luce Irigaray sont un véritable palais de miroirs déformants qui se renvoient l'image, la déroberent, l'escamotent. Ils sont bâtis sur l'esquive, sans se priver pour autant d'affirmations péremptoires du type : « Tous les régimes sociaux de l'histoire fonctionnent sur l'exploitation d'une « classe » de producteurs : les femmes » (p. 170) Irigaray qui récuse le discours théorique ne répugne pas, en revanche, à la métaphysique. Et sur ce terrain, toutes les analogies sont permises, sans qu'il soit besoin de bien les étayer : la prohibition de l'inceste a pour fonction de retenir la mère au côté de la valeur d'usage, de l'empêcher de circuler sous forme marchandise ; « la femme vierge par contre est pure valeur d'échange » ; « la prostitution serait de l'usage qui s'échange » ; et le phallus serait la commune mesure, l'équivalent général, de ces femmes-marchandises...

Toutes ces élucubrations sont fondées, non sur la théorie marxiste de la marchandise qui unit valeur d'échange et valeur d'usage dans un même fétiche, mais sur leur séparation, sur la désintégration de la marchandise. Luce Irigaray conclut interrogativement : « Et si les marchandises refusaient d'aller au marché ? Entretenant entre elles un autre commerce ? » (p. 193) Ces femmes-marchandises ne seraient pas moins marchandises pour autant, car c'est là le sort de toute force de travail aussi longtemps que la loi dominante est celle du marché ; et aucune grève catégorielle du marché n'est en mesure de briser et dépasser celle loi-là.

4. Marie Cardinal mentionne également le contact particulier des femmes avec la durée. Il est vrai que le travail domestique et sa production non marchande ne se mesurent pas (ou du moins pas directement) à l'heure-étalon, à la mesure du temps abstrait qui rythme le travail salarié et en pèse la valeur. Mais leur temps (leur tempo ?) ne peut être davantage considéré comme la pulsation naturelle d'une durée qui serait celle des saisons et de l'organisme. Il s'agirait plutôt d'un temps en quelque sorte évi-dé (comme si la substance de vie en avait été volée), à la fois silencieux, saturé de travaux, et dépourvu de sens. Le temps de tous ceux dont la fonction sociale a été minorisée et dévalorisée, en regard des exigences de la production marchande : les femmes au foyer, les vieux, les handicapés. Le temps creux, traversé d'odeurs et d'objets remués, découpé de gestes lents, celui de *la Vieille Dame indigne*, de *Jeanne Dielman* (Marie Cardinal note la spécificité de ce temps au cinéma : « Tu ne trouves pas symptomatique que les bons films de femmes soit considérés comme des films lents ? Je pense à *India song*, à *Jeanne Dielman*, au film de Yannick Bellon. Moi je ne dirais pas qu'ils sont lents, mais, cependant, comment dire, que leur lenteur est grouillante ? Il y a un rythme dans la lenteur, dans ce qui en train de se faire... »)

Le dernier en date de ces films, c'est le très beau *Camion*, envahi par la présence chétive de Marguerite Duras, bien carrée dans un grand fauteuil, sorte de Sphinx loquace qui égrène ses mots, compacts comme des

objets qu'on déplace, et les accompagne d'un regard tourné vers l'intérieur.

Il coule à travers le film une sorte de langage qui remonterait à sa source par bonds, haché, lacéré, banal ; un langage auquel s'applique le portrait que fait Duras de la femme invisible de son histoire : « la noblesse de la banalité ».

Cette banalité est celle même du quotidien. Et ce serait celle de l'histoire, pour peu qu'elle fut donnée à voir (mise en feuilleton), de l'auto-stoppeuse et du camionneur, de leur rencontre. Mais, par la magie du récit et des mots, par l'indéfinition même des personnages, la banalité devient obsédante et intense. La cabine close du camion bleu avec sa géométrie cubique traverse des espaces brouillés de tristesse sereine et de silence, comme la vie fragmentée de cette femme, dont les affabulations sans importance comblent temporairement le vide. Le film se présente comme un exorcisme pour une fin du monde, profondément désespéré. « Avant, dit Marguerit Duras, il y avait la clarté des mots : révolution, lutte de classes, dictature du prolétariat... » Comme si, au bout des mots, brillaient des certitudes. Maintenant, après 68 et la Tchécoslovaquie, tout serait devenu opaque, confus, incertain : « Karl Marx, c'est fini », dit-elle d'une voix neutre, qui ne trahit pas qu'une désillusion : une condition et un rapport à l'histoire.

Car c'est bien là le problème. La production non marchande implique ce que Marie Cardinal évoque comme un certain « contact avec la durée ». Cette durée peut avoir ses rythmes et ses mystères, mais elle se présente comme une parenthèse, une enclave (une cabine bleue ?), décrochée par rapport à la temporalité historique rythmée par les flux et les reflux de la lutte de classes. C'est pourquoi il ne suffit pas de revendiquer cette durée, encore faut-il l'articuler à la temporalité dominante pour pouvoir la subvertir.

5. Le capital, c'est le recensement des corps, leur mise au travail, leur soumission à la discipline et au principe de rendement. En tant que force de travail, le corps devient une marchandise parmi d'autres. Car tous les corps, y compris ceux qui ne sont pas encore (ou pas en permanence) assujettis au travail salarié, sont des marchandises en puissance.

Le corps marchandise de la femme conserve cependant une spécificité. En tant qu'il est le centre de reproduction de la force de travail. Mais pas seulement : en tant aussi qu'il assure la descendance des classes possédantes.

« L'aristocratie nobiliaire, souligne Foucault, avait, elle aussi, affirmé la spécificité de son corps ; mais c'était sous la forme du sang, c'est-à-dire de l'ancienneté des ascendances et de la valeur des alliances ; la bourgeoisie pour se donner un corps a regardé du côté de la descendance et de la santé de son organisme. Le sang de la bourgeoisie, ce fut son sexe. » (*La volonté de savoir*, p. 164)

L'imagerie idéologique de la bourgeoisie illustre bien cette contradiction, qui oscille perpétuellement entre la « maman et la putain », chacune prenant tour à tour le dessus selon les mouvements du capital et la fonction qu'ils attribuent à la force de travail féminine : valorisation de la maternité et des vertus domestiques lorsqu'il faut reconstituer une armée industrielle de réserve, apologie publicitaire de la femme-marchandise dans les périodes de salarisation massive.

Mais, même soustrait (temporairement) au marché du travail, le corps (maternel) de la femme n'est pas pour autant corps de jouissance promis à une activité naturelle. En lui s'impriment les marques du quadrillage institutionnel régi par l'Etat. Ce dont rend compte Marie Cardinal : « ... Je crois que les femmes sont encore plus tenues à l'écart de leur corps que les hommes, à cause des tabous très lourds qui pèsent sur notre sang, nos règles. » (*Autrement dit*, p. 37) Elle ressent bien la contradiction, à la fois plus proche de son corps dans la maternité et plus dépossédée de lui. A la double journée de travail répond la double soumission corporelle : le corps est dominé comme marchandise potentielle et mis en tutelle comme producteur de la descendance. Les appareils culturels se contentent alors de symboliser et donner à voir cet asservissement du corps féminin : « Tatouages, lèvres distendues, pieds-bots des chinoises, fard à paupières, fond de teint, épilation, rimmel, ou encore bracelets, colliers, objets, bijoux, accessoires : tout est bon pour réécrire sur le corps l'ordre culturel, et c'est cela qui prend effet de beauté. » (Jean Baudrillard, *Pour une économie politique du signe*, p. 104)

L'important étant ici encore de comprendre que la marchandise corporelle est bien l'unité de la valeur d'échange et de la valeur d'usage du corps. Autrement dit, il n'existe pas sous la valeur d'échange du corps une valeur d'usage intacte qui ne demanderait qu'à s'épanouir ou s'affirmer à travers toutes sortes de techniques de libre expression corporelle. La soumission et le dressage du corps au travail ne relèvent pas exclusivement d'une intervention autoritaire de l'Etat et de ses institutions. Ils plongent leurs racines dans la division du travail et la production marchande. L'émancipation consciente du corps passe donc par le dépérissement des catégories marchandes (à commencer par la marchandise force de travail dans la mesure où la force de travail disponible serait intégralement utilisée dans une économie planifiée), et le dépassement de la division du travail. En regard d'un tel projet, les techniques d'exploration et de réappropriation culturelle peuvent avoir une fonction de résistance, à condition de ne pas s'ériger en politique : politique de privatisation du corps, de mise à l'écart des conflits sociaux, d'entretien de la force de travail dont le capital a déjà compris qu'il pouvait faire une industrie. (2)

6. « Tu es une conteuse ? »

« Oui, c'est lié à mon enfance. C'est méditerranéen. Tu sais que les

Arabes sont des conteurs formidables et aussi des auditeurs formidables. Ils se réunissent sur la place des villes et des villages pour raconter et écouter des histoires. Ils s'asseyent en rond, par groupes, en laissant un espace vide au milieu, comme si c'était là, de ce trou, que le rêve devait partir, et ils racontent à tour de rôle. Ceux qui ont envie de raconter. » (*Autrement dit*, p 72)

Marie Cardinal explique ainsi son goût du récit, de la parole proférée : « C'est méditerranéen... » Sans voir que cette tradition orale est le propre de toute communauté précapitaliste où l'expression et la communication l'emportent sur l'échange marchand. Elle suppose un rapport particulier du conteur (le conteur arabe, mais aussi le conteur paysan à la veillée), avec son corps, avec son ouvrage, avec son auditoire, un rapport immédiat. Il suppose une pratique sociale communautaire soudée par des mythes et des rites partagés.

Il paraît évident que la « parole de femmes » répond à certaines de ces conditions, ou à des conditions analogues : à une intense présence du corps, à un contact permanent avec la matière, qui nourrissent une forme d'expression orale, une parole fortement individualisée, même lorsqu'elle est écrite. On y trouve la trace du long monologue des sorcières nourries de leur commerce avec les plantes et les menus bruits, de leurs ressassements et de leurs rêveries. (4)

On y trouve une quête du mot de passe, de la formule magique ; une croyance dans le pouvoir des mots, dans leur mystérieuse correspondance aux choses, encore loin de la langue conçue comme pure combinatoire de signes (« arbitraires et différentiels ») : « La béance. L'ouverte. La nuit, la nuine... Quel mot fera exister mon con ? Quel mot exprimera son active et sombre inertie ? Une algue. Une puitre, Une bueuse. Une hamère... Pour dire la suavité de son humidité, la profondeur de ses abysses ! Sente. Ravine. Voille. Tronce... Pour dire le chemin carmin du plaisir, de l'enfant. Et la rengaine du sang ? La sanguaine. » (*Autrement dit*, p. 99) Cette parole se veut faite de mots qui soignent, qui pansent, qui protègent : « Même pas un mot pour le protéger. Dans notre vocabulaire les mots qui désignent cette partie précise du corps de la femme sont laids, vulgaires, sales, grossiers, grotesques ou techniques. » (*Les mots pour le dire*, p. 305)

Dans la tradition saussurienne, le langage est défini comme l'ensemble de la langue et de la parole. La langue comme système, comme structure ; la parole comme inscription de la singularité historique et individuelle dans cette structure. Il y a donc une action de la parole sur la langue, un martellement qui n'est autre que la dialectique du particulier et de l'universel à l'œuvre dans le langage. Par analogie, Barthes parle de la verticalité du style qui traverse l'horizon de l'écriture. Dans le style (parole écrite) s'exprime l'articulation de la subjectivité au système (écriture). Le style s'enracine dans une expérience concrète, dans un vécu. Au même titre, la parole de femme surgit d'une expérience spécifique dans la société capita-

liste, pour revendiquer le droit à la pluralité des paroles : « Parler de là où l'on est femme, du fond de ce corps que le pouvoir renie en le vouant au silence, c'est retrouver, inventer, promettre la vraie chair de la parole, l'affirmation déployée de la puissance... Mais parler de ce lieu d'où on parle quand on est femme, puissance écrasée de silence, est une entreprise si folle, si violente et prétentieuse, qu'il est possible que jamais cette parole n'atteigne ce qu'elle vise : faire que la jubilation du vivre soit dite et se répande d'être dite. Que la jubilation du vivre gorge nos luttes de puissance à force d'être dite. Qu'il s'ouvre enfin le lieu humain de la jouissance... Femme, je parlerai de moi. Non pas sur moi, non pas de moi comme on parle d'une chose, mais de moi comme on naît de sa mère, comme on part de chez soi. Car de moi je ne sais rien, sinon ce lieu d'émergence possible d'une parole vive et féconde. » (*Epousailles*, p. 13) A plusieurs reprises, Annie Leclerc prend encore soin d'insister sur l'enracinement de sa parole de femme dans sa condition corporelle : « Quand la parole vient à naître du silence forcé, mais jamais consenti de mon corps, c'est mon corps lui-même qui germe, grandit et se dilate. » (*Epousailles*, p. 15)

Maintenant, quelle serait l'originalité de cette parole de femme ? Marie Cardinal affirme qu'elle est un acte, autre chose qu'une monnaie qu'on échange, que des mots qu'on se passe sans les retrouver ni les ouvrir : « Ma soumission et ma révolte ne sont pas taillées dans le même bois. L'une était aveugle, l'autre a un œil de lynx. L'une était faite avec des mots creux, l'autre est faite avec des mots pleins à craquer. La parole est un acte. Les mots sont des objets. Invisibles, impalpables, wagons divagant dans le train des phrases. Les hommes les ont fermés hermétiquement, ils y ont emprisonné la femme. Il faut que les femmes les ouvrent si elles veulent exister. » (*Autrement dit*, p.54) Tout ce passage est extrêmement riche. Les mots « sont des objets » que les hommes auraient fermés « hermétiquement » ; comme si en eux la substance était prisonnière de la forme (la valeur d'usage prisonnière de la forme marchandise), et ne demandait qu'à être libérée. Ou bien, les mots « sont des objets », non pas des signes participant d'un système relationnel de signes, mais des espèces de petits cailloux ou de coquillages compacts représentant la matière qu'ils renferment. Enfin, la substance prisonnière dans le mot, « hermétiquement » enfermée sur lui, c'est la femme, qui se substitue ici (représente ? symbolise ?) à toute valeur d'usage emprisonnée par la marchandise.

Dans *les Mots pour le dire*, l'idée du mot-forme, du mot-étui, du mot-objet, apparaissait déjà à plusieurs reprises : « ...Je n'avais jamais pensé à cela, je ne m'étais jamais rendu compte que tout échange de parole était un fait précieux, représentait un choix. Les mots étaient des étuis, ils contenaient tous une matière vitale. » (p. 283) Plus loin : « J'avais écrit des livres avec des mots qui étaient des objets, je les rangeais selon un or-

dre que je trouvais cohérent, convenable, esthétique. Je n'avais pas vu qu'ils contenaient de la matière vivante. » (p. 285)

Et enfin : « Tous ces mots servaient à désigner la valeur des choses mais pas leur vie. La hiérarchie des valeurs était établie depuis longtemps. Elle était transmise de génération en génération. Une succession de mots qui me servaient de squelette et de cervelle. Elle donnait non seulement la valeur des objets, mais aussi la valeur des gens, des sentiments, des sensations, des pensées, des pays, des races, des religions... Les valeurs bourgeoises étaient les seules qui étaient bonnes, belles, intelligentes, elles étaient les meilleures. A tel point que je ne savais même pas qu'elles s'appelaient valeurs bourgeoises. Pour moi, elles étaient les valeurs tout court. Et là dedans n'entraient ni mon trou de balle ni mes défécations pas plus que les poumons de l'homme qui avait soufflé ce vase de cristal ravissant. Pas plus que les petits pieds meurtris de l'arrière-grand-tante qui valsaient, valsaient sans arrêt pour le carnet de bal soit rempli et transmis plus tard avec admiration et vénération... Pas plus que les yeux de brodeuses crevés par les chiffres et les dentelles des draps de relevailles, des nappes de mariage et des linceuls. Pas plus que les ventres lacérés des femmes, qui, génération après génération mettaient au monde l'humanité. Toutes ces choses qui les désignaient. Tout cela n'avait pas de valeur. » (p. 286)

Marie Cardinal exprime ici admirablement l'extansion du fétichisme de la marchandise à toutes les sphères de la société bourgeoise. Hors de la marchandise omniprésente, plus de valeur. La marchandise à toutes comme forme universelle et unique (« les valeurs bourgeoises étaient les seules qui étaient bonnes... ; je ne savais même pas qu'elles s'appelaient valeurs bourgeoises... ; pour moi elles étaient les valeurs tout court. ») Elle ne savait pas davantage que la marchandise n'est que marchandise et s'appelle ainsi. Tout le reste, tout ce qui n'est pas comptabilisable en temps de travail et convertissable en plus-value est effacé. Le langage, les mots, ne sont plus un flux de communication, mais une nomenclature, un système à étiqueter les valeurs : une valeur (bourgeoise) = un mot. Que de sens, que de vie s'échappe entre ces mots figés, comme collés dans un livre de compte. Marie Cardinal tient là le fil d'une critique de l'idéologie et de la langue bourgeoise, de leur pétrification. Mais au lieu de pousser cette critique elle semble s'arrêter et se contenter d'opposer le revers des mots à la face ; elle leur reproche de « désigner la valeur des choses » (laquelle ?) « mais pas leur vie ». Comme si les choses en question avaient une vie (valeur d'usage) qui continuerait à se développer en dehors et indépendamment de leur « valeur » (d'échange). Marie Cardinal risque ainsi d'opposer une conception dénominative du langage (servant à désigner et représenter à) une autre, au lieu de le concevoir comme système de communication où le sens naît de la solidarité des mots et non de leur pouvoir intrinsèque de représentation.

Bien sûr Marie Cardinal ne prétend pas ouvrir le débat sur la théorie du langage et de la parole. Mais, philosophe de formation, elle ne peut échapper totalement à des idées qui sont dans l'air du temps. Qu'il s'agisse de la production, du temps, du corps ou du langage, j'ai l'impression que ces livres sont guettés par un même travers : suggérer l'existence d'une créativité, d'une corporéité, d'une temporalité, d'une parole authentique, qui affleueraient, à peine recouvertes et contenues (refoulées) par le travail aliéné, la mercantilisation du corps, l'abstraction du temps de travail, la pétrification idéologique de la langue. Un peu, si l'on veut, comme si l'on considérait la marchandise non comme une unité, mais comme un assemblage de valeur d'échange et de valeur d'usage, dans lequel la seconde pourrait être séparée de la première et récupérée quasi-intacte. Ou encore, comme si l'on prétendait pouvoir détacher dans la division capitaliste du travail ce qui relèverait d'un pur impératif technique de ce qui découlerait des impératifs sociaux de l'organisation du procès d'exploitation.

Dans la marchandise, valeur d'échange et valeur d'usage font corps (5). Pour inventer de nouvelles valeurs humaines, il ne suffira pas d'extraire la seconde de la gangue où elle serait prise (la forme-marchandise) ; il faudra dépasser la marchandise elle-même, y compris le corps-marchandise. Pour vivre une autre temporalité, il faudra d'abord que le temps de travail ait cessé d'être la mesure de toute richesse.

Il faut souligner à ce sujet que Baudrillard fait au marxisme un faux procès en lui prêtant une théorie de l'invariance de la valeur d'échange. Il résume en ces termes ce qui serait sensé être la position marxiste : « Même si elle est continuellement ressaisie par le procès de production et d'échange, la valeur d'usage ne s'inscrit pas vraiment dans le champ de l'économie marchande : elle a sa finalité propre, même restreinte. Et il y a en elle la promesse de resurgir au delà de l'économie marchande ; de l'argent et de la valeur d'échange, dans l'autonomie du rapport simple de l'homme à son travail et à ses produits... » (p. 155)

Après une aussi grossière caricature qui tire le marxisme du côté des mythes du retour à la nature et à l'authenticité ensevelie (aussi bien l'authenticité de la valeur d'usage pré-marchande que celle du corps ou de la parole), il lui est facile de jouer les redresseurs de torts : « En ne soumettant pas radicalement la valeur d'usage à cette logique de l'équivalence, en maintenant la valeur d'usage dans l'incomparable, l'analyse marxiste a contribué à la mythologie (véritable mystique rationaliste) qui fait passer la relation de l'individu aux objets conçus comme valeurs d'usage pour une relation concrète et objective, « naturelle » en somme, entre le besoin propre de l'homme et la fonction propre de l'objet — à l'inverse de la relation aliénée, réifiée, abstraite, qu'il aurait aux produits comme valeurs d'échange : il y aurait ici, dans l'usage, comme une sphère sociale et abstraite du marché. » Décidément Baudrillard s'écrit la chan-

son et se la chante. Marx a bien parlé de la fétichisation de la marchandise (et non de la valeur d'échange !) comme ensemble indissociable des valeurs. Il définit historiquement les besoins, et non « naturellement ». De sorte qu'il n'est pas question pour lui de glorifier la sphère de relation privée comme une adéquation préservée de l'homme à la nature et aux besoins. C'est au contraire ce que nous reprochons aux courants qui, sous prétexte d'abolir par décret la coupure historique (fondée sur la division du travail et la généralisation de la production marchande) entre privé et public, se contentent, loin de dépasser pratiquement la séparation en question, de projeter un système de valeurs privées (tout aussi aliéné) dans le domaine public.

7. J'ai déjà mentionné la similitude de condition (d'origine) entre ce qui s'annonce comme parole de femme et parole des conteurs : elles ne s'inscrivent pas directement dans les circuits d'échange de signes qui doublent l'échange marchand. C'est en ce sens qu'on peut comprendre la formule de Paul Allières : « *L'occitan est aussi parole de femme.* » (*Cahiers Occitanie rouge*, n° 10). A condition toutefois de ne pas tomber dans le piège qu'implique une telle formule et de maintenir la distinction de Saussure entre langue et parole. L'occitan est une langue, une langue caractérisée par une forte tradition orale (mais la distinction entre langue et parole ne repose pas sur la séparation de l'écrit et de l'oral) et par un enracinement dans une pratique sociale qui n'est pas celle du règne de la marchandise ; mais il est langue et non simplement parole. C'est à ce titre qu'il revendique des droits (linguistiques, culturels) qui ne sont pas simple droit à la différence.

Une chose est de reconnaître l'apport spécifique d'une parole (et de la pluralité des paroles) dans l'horizon d'une langue, autre chose d'affirmer le droit à l'existence en tant que telle d'une langue opprimée. Luce Irigaray, par exemple, se complait à brouiller les choses : « Les (femmes) marchandises parleraient donc. Certes, surtout dialectes et patois, langages peu compréhensibles pour les sujets masculins. » (p. 174) Le hic, c'est que ces « patois et dialectes », en tant que langues, ne sont justement pas « langues de marchandises ».

L'article de Paul Allières, comme son titre *Retrouver la parole* l'indique, ne se garde pas suffisamment de ce côté-là. Il affirme en effet : « L'occitan est plus une parole qu'une langue : fait d'un libre usage de communications plurielles, il est rebelle à tout enfermement dans un système de signes impersonnels, anonymes, logiques. Et ce système est celui de la langue dominante, écrite, celle par laquelle le pouvoir a appris à parler... » Selon cette logique, seules seraient des langues les langues écrites et dominantes. Nous luttons pour la pluralité des langues, contre la domination linguistique et la dévalorisation discriminatoire qui frappe certaines langues. Mais nous ne devons pas confondre l'oppression linguistique avec ce

qui serait un étouffement de la parole par la langue. Cette confusion conduit, en effet, à un amalgame entre les langues et la langue dominante, entre raison, logique, anonymat, écriture. On ne saurait considérer les langues comme responsables des formes de domination linguistique sous peine de leur opposer terme à terme l'oral, l'irrationnel, le singulier absolu (pourquoi pas le parler Zaoum ?).

Le droit à la parole a pour point de mire la réappropriation de la langue et non sa négation. Toute autre perspective ne pourrait aboutir qu'à un rejet gauchiste de la nécessité des codes en général, et en particulier de la nécessité de la langue et de la grammaire (6).

Il serait, en effet, encore plus vain de prétendre dissocier dans le langage la parole de la langue, que de prétendre dissocier dans la marchandise la valeur d'usage de la valeur d'échange. Car la marchandise et les catégories marchandes sont appelées à dépérir à travers la planification socialiste de l'économie. On ne saurait en dire autant du langage et des catégories logiques. La production consciemment planifiée dépasse les catégories marchandes par la production généralisée de valeurs d'usage définies *a priori* comme telles par le plan ; ces valeurs d'usage ne sont pas des valeurs d'usage « originelles » enfin retrouvées et extraites de l'écorce de la marchandise, mais des valeurs d'usage, considérées comme telles en fonction de besoins sociaux historiquement et collectivement définis à travers la démocratie des producteurs associés.

Il semble évident que le rapport de la parole à la langue doit être bouleversé par cette révolution dans la production et le travail (qui n'est plus travail contraint et aliéné, travail abstrait mesuré par du temps abstrait, mais activité concrète libre et consciente). Evident aussi que la parole enracinée dans l'expérience vécue doit reflourir à partir du moment où les rapports sociaux ne sont plus régis par l'échange strictement quantitatif de marchandises, mais s'approfondissent dans la qualité. Evident enfin que la créativité de chacun et de chacune doit prendre essor dans l'instauration de rapports transparents au détriment de l'opacité et de l'anonymat des rapports marchands. Mais ce processus va dans le sens d'un enrichissement du langage par l'action libérée de la parole sur la langue ; ce qui est aux antipodes du dépérissement du langage et du rejet de la langue.

8. Je voudrais encore aborder le rapport, tel qu'il transparaît notamment dans les livres de Marie Cardinal, entre la psychanalyse et la revendication d'une parole et d'une corporéité féminine. Ce rapport découlerait d'une sorte de complicité entre valeur d'usage, signifié, inconscient, et féminin, respectivement refoulés par la valeur d'échange, le signifiant, le conscient, et le masculin (7). Sans entrer dans ce débat qui demanderait bien du temps disponible et un travail sérieux sur la psychanalyse aussi

bien que sur la linguistique, il est possible de noter le triple rapport qui lie la parole à l'écoute, à l'inconscient, au corps :

a) Au moment de commencer son analyse, Marie Cardinal exprime son besoin de « ... parler à quelqu'un qui m'écoute vraiment » (p. 34). Cette écoute pleine et attentive suspend en quelque sorte le cours dévalué des échanges de signes et restaure le sens de la parole : « Il m'a fallu quelques mois de séances pour me rendre compte que je parlais comme un perroquet, que j'étais plus vécue que vivante, que les mots que je prononçais ne m'appartenaient pas, qu'ils appartenaient à mon milieu, à mon instruction. C'est la présence muette et invisible du docteur qui m'a fait prendre conscience de ça. Car il est là, il ne se manifeste que par des raclements de gorge ou des changements de position sur son siège ; ça suffit. Jamais, il ne juge, jamais il ne fait de commentaires, jamais il ne cherche à diriger. On le sent attentif, très attentif. Du coup, on fait soi-même attention à ce qu'on dit et on découvre qu'il y a des mots dans la parole qui viennent comme des cheveux sur la soupe et d'autres qui ne passent pas. Autrement dit, la parole devient vivante, c'est le commencement. Après, on prend l'habitude d'associer, d'établir des relations entre des moments, des souvenirs, des pensées, qu'on n'aurait jamais pensé relier. » (*Autrement dit*, p. 63.)

b) La parole agit comme un révélateur sur l'inconscient, les mots lui donnent forme et le font accéder à l'intelligibilité : « Parler, parler, parler, parler. Tout est important, chaque mot... C'est le seul remède qu'il me donnait et je m'en gavais. Peut-être que c'était ça l'arme contre la chose : ce flot de mots, ce maelstrom de mots, cette masse de mots, cet ouragan de mots ! Les mots charriaient la méfiance, la peur, l'incompréhension, la rigueur, la volonté, l'ordre, la loi, la discipline et aussi la tendresse, la douceur, l'amour, la chaleur, la liberté. » (*Les mots pour le dire*, p. 85.)

c) Enfin et surtout, la reconquête de la parole est simultanément reconquête du corps. Comme si seul le dicible commençait à exister. La désignation des organes les fait vivre et les protège à la fois. Nous avons déjà vu Marie Cardinal déplorer les seuls mots « vulgaires, sales, grossiers, grotesques ou techniques » qui désignent cette « partie précieuse du corps de la femme ». D'un certain point de vue, en libérant les mots, l'analyse ramène à la vie des branches mortes du corps, voire le corps entier : « Aucun mot ne contenait mon anus (ce terme ne passant que très difficilement et uniquement dans un contexte médical, scientifique, en lui-même il était donc une maladie). Tout mot que j'aurais prononcé et qui aurait contenu mon anus aurait attiré immédiatement sur moi le scandale et la saleté et surtout la confusion de mon esprit... J'ai retrouvé le rire... J'avais vécu jusqu'à l'âge de 36 ans avec dans mon corps un orifice horriblement nommé anus, je n'avais pas de cul ! C'était une bouffonnerie. Dans le fond, j'avais un devant et rien d'autre, j'étais plate comme une dame de jeu de carte... » (*Les mots pour le dire*, p. 285). Plus géné-

ralement, Annie Leclerc indique cette floraison du corps dans la parole : « Quand la parole vient à naître du silence forcé, mais jamais consenti, de mon corps, c'est mon corps lui-même qui germe, grandit, se dilate. » (*Epousailles*, p. 15.)

9. Il faut relever pour terminer que ni Marie Cardinale ni Annie Leclerc n'envisagent l'émancipation à partir d'un retranchement dans un système de valeurs féminines, qui s'opposeraient en tant que tel au système masculin dominant, en vertu de son extériorité (ou de sa marginalité) par rapport au réseau d'échanges marchands et au pouvoir qui le coiffe.

Si certains passages de leurs livres semblent indiquer la remontée vers le passé, vers des valeurs originelles, comme la voie de la libération, elles ne vont jamais jusque là. Elles y vont d'autant moins qu'elles ne cherchent pas à offrir une théorie et que leur parole recourt à l'approximation poétique, ou simplement littéraire.

Mais lorsqu'elles se prononcent explicitement, c'est pour refuser l'enfermement des femmes dans la lutte des sexes. « Je pense, dit Marie Cardinale, que les femmes doivent entrer dans la politique, sinon elles n'en sortiront pas de leur ghetto. » (*Autrement dit*, p. 120.) Quant à Annie Leclerc, la parole qu'elle appelle et espère n'a rien d'un soliloque, mais s'annonce comme une parole à deux voix : « Que la femme parle du lieu où elle était tenue d'être : le silence, et tout se trouvera déplacé. Mais qu'il parle aussi de ce lieu où il est muet, son corps vivant, amoureux, jouissant, qu'il affirme lui aussi sa puissance contrariée et défaite, et nos deux voix ensemble et nos deux corps ensemble trouveront à déployer la puissance qui engloutira le pouvoir. » (*Epousailles*, p. 23.) La parole à naître sera parole humaine, universelle : « Pas plus que mon corps ne saurait jouir d'un corps qui tendrait à l'anéantissement du mien par la possession ma voix ne saurait s'accorder à une voix fondée sur le silence de la mienne. Et la parole de l'homme est encore à venir... Je veux dans ma parole que naisse la parole, de ce lieu d'où jaillit toute parole, où va toute parole, le corps. »

Mais, par delà la question de la parole, se profile dans son entièreté une lutte qui n'est autre que la lutte des classes. Avec une pointe de défi, Annie Leclerc dit que la mise en mouvement des femmes ne résulte pas de la détermination des seules femmes, qu'elles ne sont pas à elles seules leur propre mémoire, indépendamment de mouvements de conscience et de lutte globaux : « Pourquoi maintenant ? Soudain cette quête de la parole telle qu'elle naît de nous, de là où nous sommes si longtemps demeurées, de notre bouche si longtemps cousue, quête si évidente, si large, si forte qu'à travers elle une naissance fermente, un accès à l'histoire se prépare. De notre venue... je ne sais rien, sinon que ça naîtra, mais

pourquoi maintenant ? Quelle déchirure, quelle brèche fut ouverte où nous risquer, où déployer notre sexe ? Quelle défaillance du terrain dominant, quel minage souterrain de la loi, tel que soudain l'espoir nous empoigne ? La déchirure, la brèche, ce n'est pas nous, nous n'y étions pas, ou si peu... Ne pas croire surtout que nous ne naissons que de nous. Ne pas vouloir surtout ne naître qu'à nous. Se garder des fantasmes de l'absolue rébellion qui revendiquerait une naissance sans père ni mère, ou d'une naissance ne procédant que du même, la mère, la femme. Impossible de dire autrement que : Seule l'histoire que les hommes ont faite et font (eux jusqu'alors plus que nous, écartées de cette scène) accouche de notre naissance. Quelque chose nous gêne là-dedans, hein, mes toutes douces, mes toutes violentes, mes dénudées et mes superbes ? Nous ne voudrions parfois naître ni de la cuisse de Jupiter, ni de son crâne, ni de la lutte de nos frères, ni de la langue de nos pères, ni du travail de leurs mains, ni du sperme de leur sexe. Mais quoi, ne suffit-il pas de naître ? Ne sommes-nous pas seules à accomplir notre naissance, à inventer notre foi ? » (*Epousailles*, p. 116.)

C'est avec amour qu'Annie Leclerc évoque Alexandre, le cheminot communiste, le compagnon de Marie. Elle prend un parti qu'elle présente comme celui du bon sens, mais qui n'est autre, quant au fond, qu'un point de vue de classe : « Si le pouvoir était ce que les hommes sont, on ne verrait, et d'un ni pourquoi tant d'hommes seraient victimes du pouvoir, ni, et de deux, pourquoi l'histoire ne serait pas, ce qu'elle n'a jamais été, la lutte des sexes, au lieu d'être ce qu'elle est, la lutte des possédants et des possédés, des oppresseurs et des opprimés... » (Idem, p. 26.)

J'ai essayé, quant à moi, d'indiquer à travers cette lecture de Marie Cardinal et Annie Leclerc quelle est la spécificité socio-historique (confinement dans une production domestique) qui fonde la possibilité d'une créativité, d'une corporéité et d'une parole féminine particulières. Il ne fait pas de doute qu'il faille reconnaître là la source d'un apport au plein déploiement de la conscience de classe, une dimension qui la traverse et l'enrichit dans le sens de la compréhension d'ensemble (totale) des rapports sociaux, qui définit la conscience communiste. Mais les conditions qui fondent la spécificité de la pratique sociale de la majorité des femmes n'offrent pas en elles-mêmes la possibilité de dépasser l'horizon social et culturel de la production marchande (j'ai déjà rappelé qu'il fallait pour cela une planification de la production, le dépérissement de l'Etat et des catégories marchandes, le dépassement de la division sociale du travail). Le problème reste donc de savoir comment la prise de conscience de l'oppression des femmes peut se déployer non en dehors, mais dans le mouvement même de constitution et développement de la conscience de classe. Les femmes travailleuses salariées, qui partagent le sort de tous les tra-

vailleurs exploités par le capital tout en continuant à subir l'oppression commune aux travailleuses domestiques, sont le vecteur principal de cette fusion.

Le 20 août 1977.

PS : Ces notes de lectures et ces indications de méthodes n'ont pas la prétention d'épuiser un problème difficile. Elles visent seulement à introduire un débat et à inciter à une recherche.

(1) Marie Cardinal : *Autrement dit* (éd. Grasset) et *Les mots pour le dire* (Livre de poche) Annie Leclerc : *Parole de femme* et *Epousailles* (éd. Grasset).

(2) « Le premier moment correspondrait à la nécessité de constituer une « force de travail »

(donc pas de « dépense » inutile, pas d'énergie gaspillée, toutes les forces rabattues sur le seul travail) et d'assurer sa reproduction (conjugalité, fabrication réglée d'enfants). Le second moment correspondrait à cette époque du Spätkapitalismus où l'exploitation du travail salarié n'exige pas les mêmes contraintes violentes et physiques qu'au XIX^e siècle et où la politique du corps ne requiert plus l'élimination du sexe ou sa limitation au seul rôle reproducteur ; elle passe plutôt par sa canalisation multiple dans les circuits contrôlés de l'économie : une désublimation répressive comme on dit. » (Foucault, *La volonté de savoir*, p. 150).

(3) « Il y a des valeurs en milieu paysan qui ont disparu en milieu ouvrier à cause notamment des conditions d'exploitation, des horaires, du travail parcellisé, de l'habitation... On s'inspire du modèle culturel paysan qui existe ; les traditions culturelles du monde ouvrier, elles, sont à créer... (interview des animateurs du théâtre de l'Olivier, dans *Rouge* du 3 août 1977).

(4) Voir *la Sorcière* de Michelet et notamment le chapitre III (« le petit démon du foyer ») : Aux premiers siècles du Moyen Age, « les familles alliées n'en faisaient qu'une. N'osant encore disperser leurs mesures dans les déserts qui les entouraient, ne cultivant que la banlieue d'un palais mérovingien ou d'un monastère, ils se réfugiaient chaque soir sous le toit d'une vaste villa... Plusieurs de ces communautés subsistèrent au Moyen Age et au-delà. Le seigneur regardait comme une seule famille cette tribu de gens « levants et couchants ensemble », « mangeant à un pain et à un pot ». Dans une telle indistinction la femme était bien peu gardée. Sa place n'était guère haute. Si la Vierge, la femme idéale, s'élevait de siècle en siècle, la femme réelle comptait bien peu dans ces masses rustiques, ce mélange d'hommes et de troupeaux. Misérable fatalité qui ne change que par la séparation des habitations, lorsqu'on prit assez de courage pour vivre à part, en hameau, ou pour cultiver un peu loin des terres fertiles et créer des huttes dans les clairières des forêts. Le foyer, isolé fit la vraie famille. Le nid fit l'oiseau. Dès lors ce n'étaient plus des choses, mais des âmes... La femme était née... La voilà chez elle... Elle peut couvrir une pensée, et, seule, en filant, rêver, pendant qu'il est à la forêt. Cette misérable cabane humide, mal close, où siffle le vent d'hiver, en revanche est silencieuse. Elle a certains coins obscurs où la femme va loger ses rêves. » (éd. Garnier p. 62).

(5) « Lès marchandises viennent au monde sous la forme de valeurs d'usage ou de matières marchandes, telles que fer, toile, laine, etc. C'est là, tout bonnement leur forme naturelle. Cependant, elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeurs. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une double forme : leur forme de nature et leur forme de valeur. » (Marx, *le Capital*, livre I, tome 1, p. 62).

(6) Sur la fonction de la codification grammaticale dans le rapport du singulier à l'universel qui fonde la communication, voir le livre de Gustave Guillaume, *Langage et science du langage*, en particulier les chapitres sur « Particularisation et généralisation dans le système des articles français » (singularisation : un ; et généralisation : le/la) ; sur « la Question de l'article » (p. 157) ; et sur « Comment se fait un système grammatical » (p. 108) : « la grammaticalisation du mot prend au fond de la pensée, tout au fond, l'allure d'un mouvement commencé dans le plan du particulier et progressant en direction et dans le plan du général. »

(7) C'est cette homologie structurale que rappelle Baudrillard, dans un passage de *Pour une critique de l'économie politique du signe* : « La logique structurale se double toujours d'une stratégie (ainsi masculin/féminin au profit du masculin, conscient/inconscient au profit de la conscience, etc.). Il en est tout à fait de même ici. Dans la corrélation : valeur d'échange/valeur d'usage = signifiant/signifié, valeur d'usage et signifié n'ont pas du tout le même poids respectif que valeur d'échange et signifiant. » C'est ce même « refoulement » des premiers par les seconds qu'exprime Lacan dans sa transcription du signe S/s (où S est le signifiant, s le signifié).

DANS LE PROCESSUS
DE DÉMOCRATISATION,
J'HÉSITE À ALLER
FRANCO



D.

Entretien sur la stratégie révolutionnaire en Espagne

Fernando Claudin : ex-dirigeant des Jeunesses communistes espagnoles, ex-membre du bureau politique du Parti communiste espagnol (exclu en 1964 pour « eurocommunisme » précoce).

Publie « la Crise du mouvement communiste : du Komintern au Kominform » (Maspero, deux volumes) fort intéressant essai d'interprétation de l'histoire du mouvement communiste international.

A paraître en septembre, chez Maspero toujours : « L'Eurocommunisme »

En mai 1977, Fernando Claudin a bien voulu s'entretenir avec nos camarades, Daniel Bensaïd et Julio Aramberri (LCR-ETA VI), sur la stratégie révolutionnaire en Espagne.

Nous publions ici leur débat

Daniel Bensaïd — Nous sommes à quelques semaines des élections générales en Espagne. Il y a eu des remous dans l'armée contre la légalisation du Parti communiste espagnol. Quels sont, selon toi, les grands traits de la situation présente dans le pays et quels sont les pronostics qui en résultent quant aux prochaines élections.?

Fernando Claudin — La première chose à prendre en compte pour analyser la situation espagnole, c'est qu'il y a beaucoup d'inconnues. En France, avant les élections, on sait à peu près ce qui va sortir (bien qu'aux récentes municipales, il y a eu certaines surprises avec l'extrême gauche...); mais le panorama politique est plus ou moins clair et les rapports de forces sont connus. La situation espagnole en revanche est pleine d'inconnues quant aux rapports de forces et à l'influence respective des partis.

On ne peut donc avoir qu'une idée à grands traits du processus politique. En ce sens, je crois que les éléments dominants sont, en premier lieu,

le fait que la « démocratisation du pays » (ainsi qu'on l'appelle) s'opère sous hégémonie de la bourgeoisie. C'est la première donnée évidente. Mais, je crois aussi qu'il serait simplificateur d'y voir une polarisation, avec d'un côté la bourgeoisie, de l'autre la classe ouvrière et ses alliés.

C'est un processus beaucoup plus complexe. On pourrait même, en le simplifiant beaucoup, le voir comme un processus triangulaire entre d'un côté, les forces fondamentales de la bourgeoisie espagnole, capital monopoliste et financier, qui appuient ce processus et l'orientent dans un sens et dans les limites compatibles avec l'hégémonie bourgeoise de l'autre côté, le mouvement ouvrier et populaire qui lutte pour une démocratisation plus réelle, mais dans les limites du système et enfin, toute une série de forces qui s'opposent au processus et trouvent leur base dans le fait que l'Etat franquiste, son personnel, sa structure, ses appareils, n'ont toujours pas été substantiellement modifiés ; cet ensemble de forces a donc pris, dans la dernière période, une certaine autonomie envers les forces bourgeoises qui ont pris le chemin de la démocratisation dans les limites indiquées.

Tout le personnel politique de l'Etat formé sous le franquisme, le personnel répressif, la police, les appareils idéologiques, les appareils de communication (et en premier lieu la télé), l'appareil du mouvement, des municipalités... toute cette immense bureaucratie, ces structures, se sentent menacés par le processus de démocratisation. Ces forces ont tenté de forger un instrument d'expression politique, l'Alliance populaire, évidemment, en essayant d'utiliser les institutions centrales (Cortès, Conseil du royaume). C'est pourquoi se développe ce que j'appelle une lutte triangulaire entre les forces principales de la bourgeoisie, qui utilisent aussi un personnel politique originaire du franquisme (Suarez et les politiciens du Centre démocrate), le mouvement populaire, et les tendances continuistes de l'Alliance populaire. Le centre se sert alternativement de chacune des autres forces pour imposer ses solutions à la troisième et contenir le processus dans un certain équilibre.

C'est ce qui rend le processus politique extraordinairement complexe. Les étapes sont connues : dans un premier temps, la bourgeoisie a essayé d'utiliser l'équipe Fraga, qui est vite devenue un obstacle et a été remplacée par l'équipe Suarez-Gutierrez Mellado. Ceci a provoqué des changements superficiels dans les sommets de l'Etat (l'état-major de l'armée et de la police) et la neutralisation, puis la liquidation formelle du Mouvement (bien que ses structures se maintiennent) et enfin, la légitimation formelle du processus par le biais du référendum à l'issue d'une campagne entièrement contrôlée et dirigée...

Le mouvement ouvrier et populaire a joué un rôle très important, mais subordonné.

On ne peut donc parler « d'autoréforme de la bourgeoisie », au sens où il s'agirait d'un choix délibéré. Tout a été conditionné par la force et la

pression du mouvement ouvrier et populaire, depuis des années et surtout depuis la mort de Franco. Mais, à la différence de ce l'on pensait dans l'opposition, dans le PC, y compris nous qui avions une opinion plus critique à propos de la force de ce mouvement ouvrier et populaire, quand est venue l'heure de la vérité, après la mort de Franco, les faits ont démontré que la force de ce mouvement ouvrier et populaire n'était pas ce qu'on en pensait. Le poids du passé dans la masse populaire et la petite-bourgeoisie, le poids de cette idéologie simpliste du franquisme qui lie ordre et développement, le poids même du souvenir de la guerre civile (remué en permanence par la droite) se sont révélés considérables... Et, bien que dans les premiers mois qui ont suivi la mort de Franco, il y ait eu un grand mouvement de masse, une grande vague gréviste, on a constaté que ce mouvement n'avait aucune issue politique immédiate ; même s'il aurait sans doute pu aller plus loin qu'il n'est allé, si les forces qui avaient une influence majoritaire, notamment le PCE, l'avaient voulu. Cette raison politique de fond explique le reflux ultérieur de ce mouvement (qui a cependant joué un rôle très important en provoquant la chute de Fraga). Il n'avait pas la force d'offrir une solution propre à la situation.

A partir de là, la stratégie de la bourgeoisie s'est faite plus habile et plus intelligente. La politique du gouvernement Suarez a été de faire une série de concessions pour diviser l'opposition en donnant satisfaction à son aile la plus modérée. C'est ce qui a conduit au processus de légitimation de la réforme Suarez à travers le référendum, l'approbation de la loi électorale, la légalisation graduelle et encore inachevée des partis.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation d'aujourd'hui. Pourtant, malgré ces caractéristiques de la situation et l'hégémonie des forces bourgeoises, les courants continuistes du franquisme (Fraga) et l'extrême droite craignent qu'il puisse y avoir des surprises aux élections et que les processus aillent plus loin qu'il n'est à leurs yeux tolérable. Je crois qu'il faut voir l'intervention récente de l'armée à la lumière de ces contradictions.

Il est évident qu'on ne peut écarter complètement le risque d'un coup militaire. Mais c'est peu probable. Le plus probable, c'est une intervention en forme de soutien à l'Alliance populaire pour freiner la politique de Suarez et pour la conditionner de sorte que, malgré la légalisation du Parti communiste, toutes les entraves soient mises à la campagne électorale, pour empêcher aussi la légalisation de nouvelles organisations de gauche. C'est en somme une véritable intervention électorale de l'armée qui va avoir un impact sur le contexte politique immédiat.

C'est pourquoi, je pense que l'on peut, dès à présent, prévoir des résultats peu favorables à la gauche et un résultat de l'Alliance populaire plus important que celui initialement escompté. Les forces qui vont sortir majoritaires, c'est un grand centre-droite avec pour aile gauche la démocratie-chrétienne. Les partis ouvriers de gauche et d'extrême gauche en reste-

ront à des pourcentages réduits. A moins de surprise. Car il y a des inconnues... Il y a l'incertitude sur la solidité et l'avenir du changement... Tout cela peut changer au cours même de la campagne... Mais, le plus crédible, c'est un résultat plus fort pour la gauche dans les centres ouvriers avec cependant une nette majorité parlementaire de droite. Et pire encore au Sénat, s'il n'y a pas de candidature unique de gauche ; en ce cas, il sera pratiquement monopolisé par les forces de droite et d'extrême droite...

Julio Aramberri — : Il y a une série de points de vue que je ne partage pas.

D'abord, sur la caractérisation du mouvement gréviste qui a suivi la mort de Franco. Tu dis qu'il aurait pu aller un peu plus loin, mais qu'il était limité par ses propres capacités, il me semble évident que ce mouvement a été très limité par les forces hégémoniques du mouvement ouvrier (surtout le PCE), dans le sens où pendant les mois de janvier et février 1976, le mouvement était continu et la possibilité de l'étendre, réelle. Il y eut, au contraire, un effort des directions pour organiser le retour au travail. De même, un mois après le massacre de Vitoria, au lieu de s'orienter vers la grève générale, elles se tournèrent vers les pactes (Coordination démocratique). Le mouvement des masses allait à gauche alors que les directions traditionnelles allaient peu à peu à droite.

Autre point discutable. Notre analyse du processus est celle de la tentative d'instauration d'un Etat fort. La légalisation du PC constitue à cet égard une entorse (par rapport au maintien de l'héritage de la dictature). D'où la réaction de l'armée. D'où aussi la réaction violente contre l'Alliance populaire d'autres secteurs de la bourgeoisie, qui témoignent de profondes divergences devant la difficulté à construire un Etat fort.

Il y a des secteurs de la bourgeoisie qui exigent de l'armée qu'elle s'aligne sur la politique gouvernementale. Car, s'il y a un Parlement de droite, la confrontation avec le mouvement populaire va subsister. Comme le disait Felipe Gonzales ces derniers jours : qui peut offrir le pacte social à la bourgeoisie ? Ce n'est pas l'Alliance populaire, mais les partis ouvriers qui démontrons notre capacité à contrôler le mouvement ouvrier... ; personne d'autre que nous ne peut garantir aux patrons le pacte social... Ce qui implique une certaine reconnaissance des partis ouvriers. Sans mettre d'étiquette il me semble que tu minimises les responsabilités des partis ouvriers et que tu ouvres une perspective pessimiste. Ce dont la bourgeoisie a besoin, c'est d'un pacte social dans le cadre d'un Etat stable avec la collaboration des partis et des syndicats. Et si cela ne peut aboutir, comment la bourgeoisie va-t-elle sortir de la crise ?

F.C. — : J'ai dit en premier lieu que le noyau ne serait pas l'Alliance populaire mais le centre-droite.

Cet Etat, je suis d'accord avec toi, ne peut être un Etat fort. Il est ex-

du de la réalité espagnole que la bourgeoisie puisse construire un tel Etat dans les conditions actuelles. Justement, si un Parlement de droite, (et non d'extrême droite) sort de ces élections, ce Parlement va entrer d'emblée en contradiction avec la réalité, la crise, les problèmes sociaux et économiques du pays.

Maintenant tu dis une chose très intéressante : que la légalisation du PCE démontre que les plans de la bourgeoisie ne sont pas faciles à réaliser, en raison des progrès du mouvement ouvrier et populaire. On pourrait en déduire que la politique des partis traditionnels n'a pas été aussi inadéquate : au milieu d'un processus très compliqué, cette politique — appelons-la comme l'appelle Carrillo « modérée » — a eu sa rentabilité, ses résultats positifs.

Tu dis que le processus social aurait pu connaître un autre cours si les organisations traditionnelles, et surtout le PCE (qui était le mieux organisé et le plus influent dans le mouvement ouvrier après la mort de Franco), avaient eu une autre attitude... Qu'il aurait pu aller plus loin à Madrid avec un comité de grève ou avec un appel à la grève générale après le massacre de Vitoria... Peut-être... Mais je dis qu'il n'existait pas une alternative en termes de pouvoir. Parce que Madrid n'est pas l'Espagne. En plus et surtout, parce que, face à ce mouvement, il y a un Etat intact, et qu'aller plus loin, c'eût été aller au choc frontal avec cet Etat. Cela aurait pu être catastrophique. On peut légitimement considérer que cela aurait pu signifier un recul plus important que ce qu'a entraîné cette retraite consciente et préventive. Il est très difficile de spéculer là-dessus en gardant à l'esprit l'ensemble des faits (bourgeoisie, Etat intact, armée de la guerre civile).

Ce qu'on peut faire en revanche, c'est une autre critique de la stratégie du PC et du PS. C'est du moins la critique que personnellement, je leur fais. C'est de n'avoir pas eu une idée claire des possibilités au niveau du mouvement social et d'avoir concentré toute leur activité dans le cadre politique institutionnel ; d'avoir subordonné la lutte sociale à partir des problèmes immédiats de la classe ouvrière à l'action dans ce cadre institutionnel. Bien qu'il y ait eu recul de la grande vague gréviste des premières semaines de 1976, la mobilisation est en effet restée très active. Or, la ligne du PCE a consisté à dissocier la lutte sociale de la lutte politique, au lieu de s'efforcer de donner à la première une dimension politique. Jusqu'à la mort de Franco, les revendications démocratiques allaient de pair dans les mobilisations sociales avec les revendications économiques. Ce qui s'est produit l'an passé, c'est la dissociation des deux, au lieu de faire que le mouvement social lie ses revendications aux questions politiques. Dans tout le processus de négociation avec le gouvernement, le mouvement ouvrier, celui des usines, est resté absent...

C'est à mon sens, la critique principale que l'on peut faire. Car les actions de rue peuvent être considérées dans certains cas comme inopportu-

nes ou provocatrices (comme en Russie lors de la semaine tragique) ; mais la lutte sociale en tant que telle, à partir des usines, se prête beaucoup moins à ces provocations ponctuelles. Et elle aurait pu déployer tout son rôle. C'est ma critique principale à la politique du PCE.

D. B. — Tu touches certainement là à une question fondamentale ; mais elle est lourde de conséquences. Je ne crois pas que les camarades de la LCR pronostiquent une victoire électorale des partis ouvriers. Mais, au-delà du pronostic immédiat, on est bien obligé d'avoir une idée sur les possibilités réelles, pour la bourgeoisie espagnole, de faire aboutir un processus de démocratisation, de stabiliser une démocratie parlementaire en Espagne. C'est un projet qui va à contre courant par rapport à la phase de difficultés et de crise chronique dans laquelle est entrée la bourgeoisie européenne. Il ne s'agit pas en effet, d'une simple récession conjoncturelle. La nécessité pour le capital de réagir à la chute tendancielle du taux de profit, l'importance des investissements nécessaires dans les secteurs de pointe..., tout cela concourt à renforcer les tendances autoritaires, les mesures de programmation sociale des Etats bourgeois, au détriment des formes traditionnelles de la démocratie parlementaire.

Quelles possibilités, dans ces conditions, la bourgeoisie espagnole a-t-elle de stabiliser une démocratie parlementaire classique ? La perspective d'un Etat fort, autour de Fraga et de l'Alliance populaire, qui maintiendrait le mouvement ouvrier dans l'illégalité ne paraît pas réaliste. Mais une démocratie bourgeoise traditionnelle, dans ce contexte, paraît aussi difficilement envisageable.

La bourgeoisie peut tabler sur le pacte social... Mais la bourgeoisie britannique, qui dispose avec la social-démocratie travailliste d'un interlocuteur plus que compréhensif et solidement implanté dans la classe ouvrière, éprouve de sérieuses difficultés pour faire accepter aux travailleurs le pacte social qu'implique la politique d'austérité. En Italie, Berlinguer, au nom de la solidarité nationale, présente l'austérité comme une nouvelle vertu, à laquelle les travailleurs devraient bien quelques sacrifices immédiats ; mais son propre parti commence, sous la pression de la base, à être saisi par le doute... En Espagne, le mouvement ouvrier sort de la dictature frustré et moins solidement encadré qu'en Italie ou Grande-Bretagne par des appareils réformistes eux-mêmes incrustés dans les appareils d'Etat (organismes de gestion, municipalités...) ; dans ces conditions, la viabilité d'un pacte social apparaît encore plus aléatoire.

Il faut juger la politique du PC et du PS à la lumière de ce qui va se passer. En quoi préparent-ils le mouvement ouvrier aux contradictions et ruptures inévitables. Entendons-nous, si demain les élections, après quarante ans de dictature, donnent, ce qui est probable, une majorité aux partis bourgeois, il ne s'agit pas de sortir dans la rue dès le lendemain, pour revendiquer immédiatement tout le pouvoir aux partis ouvriers. Cela n'aurait pas grand sens.

En revanche, nous devons nous poser la question : comment mobiliser le mouvement ouvrier en liant revendications sociales (contre le pacte social) et politiques (l'amnistie, les libertés, le démantèlement des appareils franquistes, l'autodétermination des nationalités) pour qu'il soit subjectivement préparé à se poser comme candidat au pouvoir dans une phase ultérieure. C'est là le débat fondamental. Notre critique porte donc sur le même point, mais elle analyse la démarche des partis réformistes comme une position logique, non comme une maladresse ou une inconséquence de leur part : si le PCE veut entrer dans la dynamique du pacte avec la bourgeoisie, de la collaboration de classes (sous prétexte que le socialisme ne sera à l'ordre du jour que dans une étape ultérieure), il est obligé de dissocier d'un côté la négociation d'un « pacte constitutionnel » et de l'autre la gestion quotidienne des luttes revendicatives cantonnées à leur niveau économique.

Sur le plan théorique lui-même, les choses ont d'ailleurs pas mal évolué depuis l'époque pourtant récente (été 1976) où Sartorius parlait encore des commissions ouvrières comme d'un mouvement socio-politique et reprenait à son compte une problématique de conseils ouvriers. Cette logique d'un mouvement qui surmonte la division entre l'économique et le politique en jetant les bases d'un nouveau pouvoir ne peut que s'enrayer dès lors qu'on refuse d'assumer la perspective même de ce nouveau pouvoir (en abandonnant la notion de dictature du prolétariat). C'est là un des points cruciaux du débat. Ensuite, savoir s'il était possible d'aller plus loin à tel ou tel moment prévu devient une question de tactique...

F. C. — Je crois que la perspective d'une stabilisation démocratique sous hégémonie bourgeoise, en Espagne, n'existe pas, au moins à moyen terme. Il me semble que toute stratégie s'appuyant sur une telle hypothèse est totalement illusoire. L'Espagne, comme la France et l'Italie, se trouve prise dans la crise structurelle du capitalisme et, dans son cas particulier, ce facteur d'instabilité est aggravé par les caractéristiques mêmes du passage du franquisme à la démocratie. C'est pourquoi la perspective est celle d'une longue instabilité : on ne va pas assister en Espagne à la consolidation d'une démocratie « normale » de type européen, qui fonctionnerait parlementairement avec alternance de partis bourgeois et sociaux-démocrates, sans aucune modification substantielle du système socio-économique... C'est une hypothèse irréaliste. Et c'est pourquoi la politique des partis ouvriers se trouve face à une alternative.

Ou bien ils prennent un virage pour se porter à la tête des luttes sociales, pour poser les problèmes de fond, pour présenter une alternative avancée démocratique, économique et sociale, à la crise... S'il n'y a pas ce tournant de la part du PC et du PS nous allons assister, il me semble, à un fractionnement du mouvement social et l'émergence de courants et tendances de type corporatifs, dans certains cas désespérés, qui peuvent

même créer des situations très aiguës dans le pays, mais sans construire un nouveau bloc social fondé sur une stratégie claire et capable d'ouvrir une issue propre à cette situation. Ce fractionnement et cette impasse créeraient toutes les conditions d'une régression de type autoritaire militaire, ou autre.

L'avenir se présente à mon avis ainsi, parce que je ne crois pas, si le PC et le PS et les organisations syndicales ne changent pas dans ce sens, que le vide puisse être comblé à court terme par d'autres forces. Nous touchons là à la question du rôle de l'extrême gauche. Vous me demandez si ce rôle est positif ou négatif selon moi ? Je répondrai positif pour certains aspects et négatif pour d'autres... On ne peut donner une réponse unilatérale. Négatif dans le sens où il y a une radicalisation verbale qui remplit le vide d'une stratégie plus adaptée aux conditions réelles. Positif dans la mesure où ces groupes apportent une critique des tendances d'adaptation à l'hégémonie bourgeoise que manifestent les organisations traditionnelles. Mais l'hypothèse que ces forces puissent remplir le vide qu'impliquerait la non-évolution positive des partis traditionnels de la classe ouvrière me paraît improbable. Je crois sincèrement que, s'il y a une issue possible, elle passe pendant tout un temps par l'hégémonie sur le mouvement ouvrier de ces organisations traditionnelles.

D. B. — C'est un problème sérieux qui est posé à travers la division entre les luttes pour la démocratisation d'une part et les luttes sociales de l'autre (et par la subordination des secondes aux premières). Pour prendre la tête d'une alternative historique face à la crise, d'une alternative à la fois politique et sociale, il faut un projet d'ensemble. En France, Giscard l'a compris à sa façon lorsqu'après les municipales il lance un défi à la gauche lui demandant de chiffrer ses propositions, de démontrer leur réalisme. C'est à ce défi que répond en partie le processus d'actualisation du Programme commun, par une adaptation sans cesse plus ouverte aux limites du capitalisme, aux lois de l'économie de marché ; il en résulte une cascade de capitulations sur les questions de l'emploi, des investissements, de la fuite des capitaux... Pour combattre, dès à présent, toutes les manœuvres de la bourgeoisie, il faudrait une intervention au plus haut niveau, une intervention de type gouvernemental contre le sabotage et la fraude capitalistes. Or, mettre au premier plan les solutions démocratiques au niveau institutionnel, dans le respect strict des appareils d'Etat existants, ne prépare pas du tout ces partis à prendre la tête d'un mouvement social, d'une mobilisation de masse contre l'approfondissement de la crise. A ce propos, comment vois-tu le problème des alliances tel qu'il est posé en Espagne à travers la proposition de pacte constitutionnel faite par le PCE, à travers l'ouverture à toutes les forces dites « civilisées », y com-

pris Suarez, en vue d'isoler l'Alliance populaire ? Où peut conduire ce type d'alliance, même présentée comme conjoncturelle ? Et quel en est le prix ?

F. C. — Je sais que le PC et le PS proposent un « pacte constitutionnel », avec l'objectif limité de faire une Constitution, la moins mauvaise possible (la meilleure étant hors de question). Je ne vois pas de contradiction entre ce projet limité et la prise en charge des problèmes de fond.

D. B. — Mais, de fait, le « pacte constitutionnel, ou le « compromis historique », signifie aussi l'acceptation du pacte social et de l'austérité, comme est en train de le démontrer la politique du PC italien. Les dirigeants des PC peuvent toujours présenter l'affaire comme tactique et ponctuelle..., elle participe d'une démarche plus globale.

F. C. — Les propositions avancés par les syndicats (USO, UGT, Commissions ouvrières) ne me paraissent guère conciliables avec la politique dont aurait besoin la bourgeoisie en ce moment.

J. A. — Ils ne demandent pourtant pas grand chose. Ils restent dans le flou sur des questions telles que l'emploi, l'échelle mobile, les nationalisations. Que ce programme sans cesse plus modéré ne soit même pas accepté par la bourgeoisie ne peut que confirmer que la voie « pactiste » n'est réalisable qu'à des conditions inacceptables par la classe ouvrière...

F. C. — La voie « pactiste » sur la base d'objectifs qui sont ceux de la bourgeoisie n'est évidemment pas favorable à la classe ouvrière. Je ne me souviens pas exactement des propositions syndicales, mais il me semble que, bien que modérées, elles ne sont pas acceptables par la bourgeoisie. Telles que sont aujourd'hui les positions syndicales, elles ne conduisent pas à une pacification sociale, mais à des affrontements sociaux. Et je ne crois pas que le pacte constitutionnel puisse être identifié à une politique de collaboration de classes et de stabilité sociale. Cela peut y aboutir... Mais il s'agit de faire une Constitution (il n'y en a pas !). Ce pacte a pour but que cette Constitution soit la moins mauvaise possible. A priori, il n'a pas d'autre but. Je crois que si on arrive à un accord entre partis ouvriers, démocratie chrétienne, etc., ce ne sera pas un facteur de stabilisation de la société bourgeoise, au contraire (et bien qu'un tel pacte ne paraisse guère possible)...

D.B. — Cela pose un problème lié avec ce que tu as dit de l'extrême gauche. Nous sommes bien évidemment solidaires de tous les groupes dont la légalité n'a toujours pas été reconnue. Mais, il suffit de se référer à

l'expérience portugaise récente, pour constater que le rôle de l'extrême gauche ne peut être évalué dans sa totalité, de manière indiscriminée. Il y a des groupes qui confondent la nécessité de délimiter programmatiquement une avant-garde avec une politique sectaire qui aboutit dans les faits à des divisions supplémentaires au lieu de l'unification de la classe ouvrière. Mais, quant à la question de fond que tu poses : les partis traditionnels, aujourd'hui hégémoniques dans la classe ouvrière, continueront-ils à l'être dans la phase qui s'ouvre ? Nous pensons que oui. Nous pensons même qu'ils vont peut-être se renforcer dans un premier temps. Probablement, même, en Italie ou en France, l'issue politique à court-terme s'identifie, aux yeux des travailleurs, avec les partis majoritaires qui détiennent de fait l'initiative politique vu leur poids. Cela peut engendrer une marginalisation temporaire (électorale surtout) de l'extrême gauche. Et il peut en être ainsi pendant plusieurs années.

Mais, au niveau international, tant les courants de la nouvelle extrême gauche européenne que les courants de dissidence dans les pays de l'Est, annoncent une phase de recomposition profonde du mouvement ouvrier international, qui est resté assez stable dans ses principales composantes depuis près de 50 ans (depuis qu'il a été déterminé par la Révolution russe, son impact, ses leçons et sa dégénérescence stalinienne).

Nous entrons dans une phase nouvelle. Comment participer plus efficacement à ce processus de recomposition ? Cela dépend en grande partie de l'analyse que nous pouvons faire des partis majoritaires de la classe ouvrière (et en particulier des trois grands PC (italien, français, espagnol). Si nous pensions qu'ils préparent une solution ouvrière à la crise, nous devrions être dedans. Mais nous pensons que, malgré les effets et le sens contradictoire des thèses eurocommunistes (révisionnisme ouvert, mais aussi concession aux aspirations démocratiques de masses...), ils s'enfoncent dans la collaboration de classes. Si telle est la tendance, nous devons avancer en permanence une politique d'unité d'action en direction de ces partis et de leurs militants, tout en essayant, à notre modeste niveau (car nous ne sommes qu'un élément d'un processus infiniment plus complexe, de faire progresser certaines idées. Car, nous gardons la conviction qu'on ne peut imaginer en Europe un processus révolutionnaire victorieux, c'est-à-dire impliquant la majorité active de la classe, sans qu'apparaissent des courants de rupture massifs au sein de ces partis majoritaires. Alors, comment favoriser au mieux la formation et l'émergence de tels courants ? Principalement en menant bataille au sein même de ces partis ? Ou bien en participant à une expérience sociale des masses et de leurs luttes qui est beaucoup plus large que l'expérience et la dynamique seulement interne à ces partis ? Les propositions programmatiques que nous avançons s'appuient sur la dialectique la plus profonde du mouvement de masse (l'expérience de Lip en France, celle des conseils de délégués en Italie, celle

des luttes d'Euzkadi ou de la grève du bâtiment ici même) pour amplifier ses effets sur les partis traditionnels...

F.C. — Effectivement, il faut faire des distinctions dans l'extrême gauche. Ce n'est pas toujours facile. Mais pour en rester au problème global : une issue positive de la crise en Europe passe-t-elle par une radicalisation interne aux PC et aux PS ? Le rôle de l'extrême gauche est-il plus important dehors ou dedans ? Je crois que c'est une question qui n'a pas de réponse. Elle ne peut trouver de réponse qu'a *posteriori*...

D.B. — Le problème, c'est que si nous voulons pas nous contenter de pronostiquer, mais agir, militer, nous sommes bien obligés de choisir et de trancher, et tout de suite...

F.C. — J'inclinerais à penser que, dans la phase actuelle, c'est peut-être plus efficace dedans. Dans la mesure où il y a dans les PC, sinon un changement fondamental, du moins des changements : possibilité de discussions internes beaucoup plus grandes aujourd'hui que lorsque j'y étais, discussion publique de la ligne au CC même du PCI... Dans le PCF, moins, il est vrai. Il reste le plus monolithique. Mais il y a davantage de possibilités internes. Si je devais répondre par oui ou par non, j'inclinerais pour le travail interne... chose que moi-même je n'applique pas !

D.B. — En même temps qu'il élargissait les ouvertures et propositions de pactes à la bourgeoisie, Carrillo envisageait l'an dernier une coordination de tous les partis ouvriers, comme pour se dédouaner. Il n'en parle plus guère. Mais il accepte des relations publiques avec les groupes d'extrême gauche, y compris nous-mêmes. C'est une façon de mettre la pratique en accord avec les déclarations de principe sur le pluralisme (à ce sujet, le PCF n'a toujours pas dépassé le stade des professions de foi...). Ce pas en avant n'est évidemment pas exempt de retours en arrière. Mais, au cas où il se confirmerait, la question du « dedans » ou dehors s'en trouverait simplifiée, puisqu'il deviendrait possible pour les organisations révolutionnaires de développer leur propre expérience sans que cela implique une sorte de mise en quarantaine, de suspension de la discussion et de la confrontation avec les militants qui demeurent dans les partis majoritaires.

F.C. — Nous revenons ici à un problème conditionné par les caractéristiques du processus politique. Cette idée d'une coordination des partis de gauche, fondamentalement des partis ouvriers (PC, PS, extrême gauche), que Carrillo a avancée, mais n'a pas reprise, cette idée donc est très liée à ce moment-là au processus politique. Parce que la possibilité que la gauche, même unie, puisse conquérir des positions décisives lors des élections

n'a aucune crédibilité. Cela a déjà pour conséquence que le problème de l'unité de la gauche passe au second plan. Et puis personne, ni le PC ni le PS, ne sait encore bien quelle force il représente. Chacun veut connaître ses forces, à travers l'indication relative des élections, en s'y présentant avec sa propre physionomie et sa propre personnalité. Je crois en revanche qu'après les élections cette question va se reposer avec une force énorme.

D.B. — Je précise que lorsque nous prenons au bond la proposition d'une coordination des forces ouvrières, nous pensons davantage à la concrétisation d'une alternative de classe sur tous les terrains, à commencer par les luttes quotidiennes, plutôt qu'à la formation d'un front électoral. Mais nous en sommes arrivés à ce propos à la question de l'évolution du PC, de ses rapports avec la démocratie (dans son attitude publique, comme dans son régime interne). Quelles sont, selon toi, les raisons fondamentales de cette évolution ? Quel point a-t-elle atteint ? Est-elle réversible ? Quelle est sa signification nationale et internationale ?

F.C. — Avant de répondre, je voudrais revenir sur le problème précédent pour souligner combien la lutte entre les partis pour l'hégémonie au sein de la gauche s'est répercutée négativement sur les organisations de masse. C'est ce que traduit à présent la division syndicale : chaque partie veut avoir son organisation syndicale. Le PCE a d'ailleurs commis une erreur très grave en voulant s'assurer une hégémonie administrative sur les commissions ouvrières. Et cela se reflète aussi dans le mouvement urbain (des associations de voisins). Toujours au détriment de la constitution d'un bloc social solidement agrégé.

Maintenant, sur l'évolution historique du PCE... Je crois que sa rupture croissante avec l'URSS trouve sa source dans les conditions mêmes où s'est trouvé le PC sous la dictature franquiste. Le fait même que l'objectif central était la conquête de la démocratie créait déjà une contradiction objective avec la subordination inconditionnelle aux régimes de l'Est, surtout à partir du XX^e Congrès. Durant un temps, dans la direction du parti, et surtout chez Carrillo, il y eut de grandes illusions sur le fait que Krouchtchev allait suivre une ligne de démocratisation réelle. L'échec de cette ligne, qui a coïncidé avec notre propre exclusion du parti a signifié le commencement d'un changement dans l'attitude de la direction du PCE. Qui a observé en détail les positions publiques du PCE après la chute de Krouchtchev verra qu'il n'a jamais adressé d'éloge à Brejnev ou à qui que ce soit, comparable à ce qui se faisait avec Krouchtchev. Parce que la chute de Krouchtchev signifiait la mise en cause de la position que Carrillo lui-même avait eu dans le PCE, où il y avait eu une polémique pour savoir s'il y avait en URSS un processus de démocratisation réelle. Et Carrillo s'était engagé à fond pour défendre que oui. La liquidation de Krouchtchev a donc constitué une véritable gifle pour sa position.

Quand, plus tard, s'est produit le printemps tchèque, la direction du PCE a aussitôt considéré l'évolution du PC tchèque comme la preuve de la possibilité d'une évolution démocratique, comme la preuve de non-contradiction entre sa propre ligne d'alliance large (et d'abandon de la dictature du prolétariat) et ce qui se passe dans les démocraties populaires. Il voulut en faire la preuve de la crédibilité de son orientation. C'est pourquoi le renversement de cette illusion par l'invasion de la Tchécoslovaquie a littéralement mis le PCE le dos au mur ! De là viennent ses réactions radicales et la rupture avec le PCUS. Moi qui connaissais intimement Carrillo, je savais que malgré sa position krouchtchévienne, il avait une série de positions critiques sur la réalité soviétique. Tout ceci explique l'évolution du PCE. A partir de là, s'est enclenchée une logique, une dynamique : les soviétiques ont répondu, et ainsi de suite...

C'est, à mon sens, bien qu'encore limitée (cette indépendantisation n'a pas abouti à une rupture nette avec l'URSS et à une analyse globale de la nature des pays de l'Est), une évolution irréversible.

Mais toutes les prises de position partielles, la dénonciation de la répression, de l'absence de démocratie dans les pays de l'Est... conduisent forcément le PCE à se poser le problème de la nature de ces pays. J'ai eu des discussions publiques ici. Vous connaissez par exemple ma polémique publique dans *Triunfo* avec Azcarate. Face à mon refus de considérer les pays de l'Est comme socialistes, il prenait une position semblable à la vôtre, en disant que les structures sont socialistes, mais que l'Etat ne l'est pas.

Maintenant, quant à l'évolution du PCE du point de vue d'une politique révolutionnaire... Je crois que le PCE, comme le PCI ou le PCF, n'est déjà plus un parti monolithique, mais un parti dans lequel il y a des courants. Il y a des courants clairement sociaux-démocrates. Je crois aussi qu'il y a des courants révolutionnaires, non seulement du point de vue des positions politiques explicites, mais aussi des sentiments et des aspirations des militants. Et il y a des positions centristes d'équilibre, comme celles de Carrillo qui ne cesse de manœuvrer entre les uns et les autres. Je crois que le débat est de plus en plus inévitable entre les deux principaux courants. Du point de vue du fonctionnement interne, comme je le disais, il n'y a pas encore de changement fondamental. Il y a des changements positifs dans le sens où la discussion interne est plus libre, mais il y a encore des limites évidentes : le fait que n'apparaissent pas dans la presse du parti des positions différentes, le fait que si l'une ou l'autre des positions s'exprime publiquement (comme c'est arrivé récemment dans le PSUC) on prenne aussitôt des mesures...(1) Il y a donc une série de limites, mais il y a des pressions internes pour les dépasser. Par exemple, cette lettre d'un groupe d'avocats de Madrid, militants du PCE : dans leur document, ils réclament le droit d'exprimer publiquement des positions ; d'après mes in-

formations, ce n'est pas une position isolée, mais un courant dans le parti favorable à une démocratisation réelle.

D.B. — Je voudrais te poser deux questions pour préciser : comment expliques-tu que le PCE ne pousse pas sa prise de distance envers l'URSS jusqu'à une franche rupture (il continue à se considérer comme partie intégrante du « mouvement communiste international ») ? Quels sont, malgré les frictions, les intérêts communs qui font que ce système demeure ? Le PCI a quand même eu récemment un retour de flamme : il a mis un bémol à ses critiques envers l'URSS... Ces partis prennent leurs distances, mais sans rompre. Pourquoi ?

Deuxièmement, tu as effectivement parlé d'une différenciation probable ou déjà existante de ces partis et qui devrait aller en s'amplifiant. Tu as parlé d'une droite, d'un centre, etc. Mais, est-ce que le centre-droite n'a pas ceci de spécifique qu'il détient l'appareil, c'est-à-dire en réalité le pouvoir dans le parti ? Et les différenciations dont tu parles traversent-elles le parti du sommet à la base, ou se concentrent-elles à la base de l'appareil et dans la base militante ?

F.C. — Sur la première question. Je crois qu'il y a deux ou même trois raisons qui font obstacle à la rupture.

La première est une raison de type idéologique. Je crois qu'il y a encore un cordon ombilical, idéologique, entre le PC soviétique et les PC, PCE inclu. C'est lié concrètement à ce problème que je posais de la nature du système. A partir du moment où on reconnaît encore que le système est un système socialiste, malgré toutes les critiques (manque de démocratie...) — ce qui est contradictoire pourtant avec la position du PCE, selon laquelle socialisme et démocratie seraient consubstantiels — il n'y a pas de raison de rompre. Tu peux avoir une attitude critique, dire ce que tu veux, mais il n'y a pas de raison théorique et politique fondamentale pour rompre. Sinon, il faudrait dire qu'on soutient les masses des pays de l'Est, mais pas les partis correspondants. Tant qu'on n'arrive pas à cette conclusion, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de rupture.

La seconde raison, c'est que se pose le problème de la neutralisation des deux super-puissances. L'avancée du socialisme en Europe, si elle se réalise, va rencontrer des obstacles tant de la part de l'impérialisme nord-américain que de l'Etat soviétique. C'est pourquoi il faudrait avoir une politique non de rupture ouverte avec les deux, mais d'utilisation et neutralisation des contradictions entre eux.

Troisième raison, d'ordre plus tactique, mais qui a son importance : dans la composition du parti, il y a encore un secteur important qui n'accepterait pas une rupture ouverte avec l'URSS, et chez qui la réminiscence et le mythe soviétique continuent à peser.

Je crois que ce sont les trois raisons fondamentales.

Ensuite, pour ce qui est des tendances internes dans le parti, je crois qu'elles ne se délimitent pas encore clairement. Ce sont plutôt des courants dispersés, atomisés, qui apparaissent tantôt à la base, tantôt à travers un personnage de la direction. On ne peut répondre pour l'instant à ta question. Les tendances n'apparaissent pas aussi dessinées et délimitées que dans le PCI, en raison de l'histoire du PCE, de la clandestinité dont il sort à peine...

D.B. — Tu dis que le processus est irréversible par rapport à l'URSS. Les contradictions qui apparaissent au sein même des pays de l'Est pèsent aussi dans ce sens. Alors, que le PCE dans son ensemble ne puisse faire demi-tour, c'est probable ; mais, bien qu'il ait déjà purgé son aile stalinienne avec le départ de la fraction Garcia-Lister, il n'est pas dit qu'une tendance favorable au renforcement des liens avec l'URSS ne puisse réapparaître, le jour où par exemple le PCE serait confronté à l'exercice de responsabilités gouvernementales.

F.C. — C'est une hypothèse qu'on ne peut pas écarter.

(1) PSUC : Parti socialiste unifié catalan, le PC en Catalogne.

J. A. — Tu penses que la légalité va permettre l'apparition de tendances organisées au sein du PCE ?

F. C. — Organisées, peut-être pas, mais plus clairement délimitées, ça oui.

D. B. — Mais le PCE est d'ores et déjà traversé de courants divergents, comment ça se passe maintenant ?

F. C. — L'exemple le plus clair, c'est la conférence du PSUC à Barcelone, où la candidature de la direction sortante a été battue au profit d'une autre candidature avec des positions critiques sur quelques aspects de la politique du parti.

J. A. — Une question très simple, que les camarades français n'ont pas posée, mais qui est derrière tout ça : comment caractériserais-tu le moment présent ? Comment entends-tu le procès de la révolution socialiste ? Penses-tu qu'elle ait changé de caractère (dans l'affrontement avec l'Etat bourgeois par exemple) ? Car je ne vois pas très bien ton hypothèse de marche au socialisme.

F. C. — D'abord, tout le capitalisme européen est en crise globale,

économique, idéologique, politique, culturelle. Mais alors que cette crise n'a pas atteint sa forme de crise politique au Nord, elle se pose d'ores et déjà en termes politiques en Europe du Sud : une issue socialiste est à l'ordre du jour. Je ne veux pas dire qu'elle est inévitable. Je ne tiens pas pour mécaniquement donné que la situation doive déboucher sur une crise révolutionnaire et une victoire socialiste. Il peut y avoir une issue capitaliste, mais sa stabilisation devrait passer par une défaite historique du mouvement ouvrier de ces pays, et non par une simple ajustement. C'est en Italie que cette alternative se pose avec le plus de clarté. L'issue dépend de la capacité du mouvement ouvrier à créer un bloc historique majoritaire (pas dans un sens seulement électoral, mais dans un sens social), un bloc organisé et articulé qui soit capable d'imposer un rapport de forces favorable à cette issue socialiste.

L'hypothèse que l'on peut faire, si un tel bloc prend sur la base d'un programme alternatif, ne réside pas dans un choc frontal du type des révolutions du passé. Il me semble que la voie d'une possible victoire réside dans une succession de ruptures, dans une phase relativement brève, tant dans la société civile qu'au niveau de l'Etat. Parlant de ruptures, je me réfère à la possibilité que ce bloc atteigne des positions de pouvoir dans la production mais aussi qu'il transforme qualitativement (ce qui inclut ruptures, changements de structures et non seulement de personnel) les appareils de l'Etat, y compris ses appareils armés. Je crois que la voie consiste en ce que les problèmes économiques et sociaux nécessaires soient étroitement unis à une lutte pour la démocratie radicale, pour la conduire plus loin que ce qui est compatible avec le fonctionnement du système. Et ce dans toutes les sphères, y compris en premier lieu la sphère de production : démocratie dans les ateliers, dans la vie sociale, les luttes urbaines, la lutte pour le développement de courants démocratiques dans les corps armés, la lutte pour conquérir des positions dans les appareils idéologiques... C'est ainsi que je vois les choses, dans une ligne gramscienne, et non à la manière gradualiste dont l'interprète Togliatti, en éliminant la rupture ; mais pas non plus dans le sens d'Octobre, de l'assaut de l'Etat dans un choc frontal.

D. B. — Nous pourrions être d'accord avec pas mal de choses que tu as dites. D'abord sur la nécessité d'affirmer à travers les luttes concrètes la possibilité d'une société alternative, et la capacité du prolétariat à s'identifier avec le projet de cette société, tant au niveau économique que culturel. D'accord aussi sur l'élargissement de la démocratie dans la société actuelle jusqu'au point limite de la démocratie bourgeoise, au point où elle se transforme de quantité en qualité, où elle rencontre la démocratie que nous appelons ouvrière, ou prolétarienne ou socialiste : mouvement des soldats (et revendications des droits dans les casernes), élargissement de la démocratie dans les syndicats, développement de structures de démocratie

de base dans les entreprises, défense du pluralisme politique, liberté réelle de la presse... D'accord. Mais tout cela ne constitue une nouvelle hypothèse stratégique face à celle de la révolution russe. D'autant que cette révolution est trop souvent réduite à une image d'Epinal, celle de la prise du Palais d'hiver, en faisant abstraction du processus historique complexe (depuis le début du siècle jusqu'à la guerre en passant par 1905) qui trouve là son aboutissement ; en faisant abstraction aussi de la bataille entre février et octobre au cours de laquelle les bolcheviks ont conquis une majorité électorale non seulement dans les soviets, les principaux régiments, les principaux syndicats, mais aussi les municipalités... Ceci dit, Gramsci a en grande partie raison quand il souligne les traits socio-historiques spécifiques de la Révolution russe ; à condition de ne pas la schématiser à l'extrême, en la réduisant à l'assaut final contre l'appareil répressif isolé de la société civile.

D'autre part, une issue socialiste victorieuse suppose que la capacité dirigeante du prolétariat s'affirme au sein même de la société capitaliste par l'élargissement et l'épanouissement des éléments de démocratie prolétarienne au sein même de la vieille société. Mais ceci n'écarte pas, bien au contraire, l'éventualité qu'un tel processus culmine dans un affrontement. Par-delà la spécificité, trop facilement invoquée comme alibi, des expériences chilienne et portugaise, elles ont rappelé à quel point certaines caractéristiques (sabotage économique, boycott, chantage) de la politique impérialiste restaient actuelles.

Peut-être avons-nous péché par ultragauchisme, il y a quelques années. Mais toutes les leçons de l'histoire, y compris les plus récentes, nous rappellent qu'il serait criminel de ne pas préparer la classe ouvrière à l'hypothèse d'un affrontement ; et qu'une telle préparation ne signifie pas nécessairement une conception minoritaire et conspirative de la révolution socialiste, mais un effort permanent d'éducation, une action systématisant auto-organisation, autodéfense, luttes démocratiques dans l'armée, dans la perspective de centraliser les organes de dualité de pouvoir autour des tâches permettant de faire face à la crise et au sabotage.

J. A. — Il faut ajouter qu'ici, en Espagne, l'appareil répressif est pratiquement intact. Or, nous avons l'exemple de l'attitude des réformistes lors de la semaine noire (après le massacre de cinq avocats à Atocha). Ils se sont emparés de la menace de coup d'Etat pour lancer un appel à la confiance... dans l'Etat ! Ils ont publié dans la presse des annonces nécrologiques saluant pêle-mêle tous les morts pour la démocratie en Espagne : les avocats militants et les flics tombés en service ! Ce n'est pas ainsi que l'on peut engager le combat contre les appareils répressifs. Alors qu'on pouvait s'emparer de cette terrible leçon de choses pour lancer un appel aux piquets de vigilance dans les usines, les quartiers. Ce qui s'est

fait aboutit au contraire à obscurcir l'analyse des appareils répressifs, au lieu de dire qui est responsable et d'appeler à la vigilance.

F. C. — Je veux d'abord répondre à la question plus globale. Je crois effectivement que lorsqu'on se réfère ici, à l'assaut du Palais d'hiver pour évoquer la révolution d'Octobre, il y a une simplification. Mais il y a aussi un symbole. Ce que recouvre ce symbole, ce n'est pas tant le fait d'une rupture décisive au moment où le pouvoir passe d'une classe à une autre. Mais c'est une certaine hypothèse de la révolution : dans une conjoncture favorable, si nous pouvons prendre le pouvoir, nous le prenons pour l'utiliser comme un levier pour agir sur les conditions sociales, y compris si ceux qui étaient pour cette transformation sont une minorité, y compris si c'est une minorité réduite. Le pouvoir en Russie n'est pas pris par un bloc social dont l'immense majorité serait pour la révolution socialiste, mais par un bloc social dont l'immense majorité paysanne est pour la terre et la paix, non pour le socialisme. Dans cette conjoncture où l'aspiration de la grande masse paysanne entre en contradiction avec la politique gouvernementale, une minorité prolétarienne révolutionnaire, qui donne une réponse concrète prend le pouvoir avec un projet socialiste, qui ne tarde pas à entrer en contradiction avec la grande masse. C'est là la contradiction et la différence avec la révolution en Europe occidentale. La question décisive d'après moi, c'est que dans les sociétés capitalistes développées, il est possible de créer un bloc social qui ne soit pas simplement pour la terre et la paix, mais pour le socialisme. Ça change tout. C'est très différent que de prendre minoritairement le pouvoir pour changer ses conditions sociales d'exercice (si cela pouvait réussir ; car les raisons de l'échec en URSS, c'est encore un autre débat). Dans les sociétés occidentales aujourd'hui, le problème est inverse : créer un bloc social majoritaire, pour lequel il y a une base objective : la majorité est salariée, privée des moyens de production, son noyau fondamental est la classe ouvrière avec autour une masse salariée qui a objectivement intérêt au socialisme. C'est à partir de là qu'il est possible de créer dans la société des formes de démocratie contradictoires avec les limites de la démocratie sous domination bourgeoise. Créer des contradictions et les approfondir dans le sens des appareils d'Etat, provoquer une série de ruptures et avancer à travers ces ruptures.

Toute la question est que ces conditions n'existaient ni au Chili ni au Portugal. Ces expériences ont répété d'une autre manière l'hypothèse léniniste : prendre le pouvoir dans une conjoncture favorable (victoire électorale au Chili, coup militaire au Portugal) en anticipant sur la maturité des conditions sociales de la révolution ; et à partir de là créer les conditions pour le socialisme. Je crois que dans nos sociétés l'hypothèse est autre.

Le problème qui se pose réellement, c'est que ce processus n'est pas

déterminé seulement par les forces socialiste qui regroupent une masse de la population autour de leur alternative. Il est aussi déterminé par les autres, comme tu disais, par l'ennemi, par la bourgeoisie. Le cas italien offre un avant-goût de ce qui peut arriver. C'est-à-dire si ce processus de démocratisation radicale entre en contradiction avec les limites que la démocratie peut avoir dans la (démocratie bourgeoise) (que je n'appellerais pas ainsi, car je crois que c'est un héritage à réviser que cette coupure absolue entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière...). Je ne crois pas que la démocratie puisse être bourgeoise. La démocratie est — mais ça nous amènerait trop loin — à chaque moment l'expression d'un rapport de forces en contradiction avec la domination de la bourgeoisie. Le problème vient si, dans ce processus de radicalisation de la démocratie, la bourgeoisie prend d'autres chemins (pinochetiste ou en Europe, autoritaire, répressif, de sabotage). Il peut alors se créer une situation où l'hypothèse léniniste se repose d'une certaine manière. Quand Berlinguer dit que 51 %, ça ne suffit pas pour prendre le pouvoir, ça ne dépend pas seulement de Berlinguer, mais aussi de la bourgeoisie. Il est possible qu'avec 51 % il faille prendre le pouvoir et affronter la situation. Cette perspective ne peut être exclue. Mais une chose est de ne pas l'exclure, autre chose ce que doit être la stratégie du mouvement ouvrier pour pouvoir avancer vers une victoire la plus solide possible. Je crois que la stratégie doit viser à créer une force suffisamment majoritaire, articulée et consciente, pour que le changement soit un changement réel décisif, pour que puissent être accomplies les énormes tâches de transformation des rapports économiques et sociaux, qui signifient toujours, même dans des conditions favorables, une phase de désorganisation et d'immenses difficultés. Sans parler encore des problèmes extérieurs.

Je crois que si les révolutionnaires en Occident partent d'une évaluation réelle des immenses problèmes et des difficultés, internes et externes, qu'à la révolution de ce petit coin du monde qu'est l'Europe ; s'ils partent d'une évaluation réelle, non pour renoncer au socialisme, mais pour y aller, ils doivent faire leur possible pour rassembler cette force majoritaire décisive dans chacun des pays.

C'est mon hypothèse.

Mai 1977

Le 10 juin 1977

Cher Pierre,

Je t'ai écrit le numéro 14112 de votre revue "Cahiers communistes" à laquelle je ne suis pas abonné, et ai pris connaissance de la lettre de Félix Carasso, que je ne connais pas. J'y ai relevé — de peur d'oublier — le passage suivant :

« Lors du dernier congrès de l'OCF (décembre 1975) Pierre Broué qui n'est pas à proprement parler militant, non seulement de l'OCF mais du mouvement ouvrier tout entier, a été élu dans le CE alors qu'il n'a représenté qu'une intervention de plus, vraisemblablement dans le Lambert en raison de la circonstance l'occurrence de... ne peut donc être un véritable agent de l'OCF... »

Je ne sais pas si la direction de votre organisation, l'OCF, de même que non de répondre à cette lettre, à laquelle, pour moi tout de même, je ne voudrais pas répondre. Mais c'est évidemment un bien excusé avec mes camarades que je veux immédiatement répondre à vos affirmations sans plus tarder et dans lesquelles je suis particulièrement et profondément indigné.

Je ne suis vraiment pas si je suis ou non « n'importe quel militant », mais j'ai en revanche la certitude que votre revue, elle, accrédite à l'erreur, tout dans ses colonnes. En effet :

1. Je n'ai pas été « désigné » du CE de l'OCF ;
2. Christian Nèry n'est pas intervenu au cours du débat sur mes candidatures.

C'est dire ce que toute les affirmations de votre correspondant sans doute sous-je-encre-puissent peu crédibles, mais je demeure persuadé que votre organisation et votre revue devraient avoir mieux à faire.

Concernant les rapports avec l'OCF, que de se faire le réceptacle de regards aussi médicaux et à l'instar de certains plus positifs, pour tout ceux qui se trouvent aujourd'hui du mouvement, de même dans vos colonnes, avec pour un débat sur le Front populaire et l'Union de la gauche, vous le faites.

Il va de soi que je vous demande l'insertion de cette lettre, non pas conformément à la loi, mais conformément à la tradition de démocratie ouverte au mouvement français et international, du trotskisme.

Respectueusement, Pierre Broué

UNE LETTRE DE PIERRE BROUÉ

le 16 juin 1977

Camarades,

J'ai reçu le numéro 14/15 de votre revue *Critique communiste* à laquelle je ne suis pas abonné, et ai pris connaissance de la lettre d'Elie Carasso, que je ne connais pas. J'y ai relevé — et pour cause — le passage suivant :

« Lors du dernier congrès de l'OCI (décembre 1975), Pierre Broué, qui n'est pas n'importe quel militant, non seulement de l'OCI, mais du mouvement ouvrier tout entier, a été destitué du CC alors qu'il s'y représentait, après une intervention de Nény, vraisemblablement larbin de Lambert en la circonstance, l'accusant de... ne pas avoir tenu un meeting prévu à Clermont-Ferrand. »

Je ne sais pas si la direction de mon organisation, l'OCI, décidera ou non de répondre à cette lettre, à laquelle, pour ma part, je ne voudrais toucher qu'avec des pincettes. Mais c'est évidemment en plein accord avec mes camarades que je veux immédiatement répondre à des affirmations aussi précises et dans lesquelles je suis personnellement et nommément impliqué.

Je ne sais vraiment pas si je suis ou non « n'importe quel militant », mais j'ai en revanche la certitude que votre revue, elle, accueille *n'importe quoi* dans ses colonnes. En effet :

1. Je n'ai pas été « destitué » du CC de l'OCI ;

2. Christian Nény n'est pas intervenu au cours du débat sur ma candidature.

C'est dire ce qui reste des affabulations de votre correspondant.

Sans doute suis-je encore quelque peu candide, mais je demeure persuadé que votre organisation et votre revue devraient avoir mieux à faire, concernant les rapports avec l'OCI, que de se faire le réceptacle de ragots aussi médiocres et il m'aurait semblé plus positif, pour tous ceux qui se réclament aujourd'hui du *trotskyisme*, de mener dans vos colonnes, avec nous, un débat sur le Front populaire et l'Union de la gauche, voire le stalinisme.

Il va de soi que je vous demande l'insertion de cette lettre, non pas conformément à la loi, mais conformément à la tradition de démocratie ouvrière du mouvement français et international, du *trotskyisme*.

Fraternellement, Pierre Broué

CRITIQUE COMMUNISTE

N°2 — Aux origines - Trotsky et vie quotidienne, famille, femme, et « vie nouvelle » - Ideologie et psychanalyse - La science du texte rencontre Lacan - Ligue et désir - L'idéal militant ? - Sur un épouvantail nommé désir - Interview d'Ariane Mnouchkine - Rétro et anti-rétro - Salon de la jeune peinture.

N°3 — Bonapartisme - Armée - MFA - Partis staliniens - Classe ouvrière soviétique.

N°5 — Le Parti communiste (Numéro spécial)

N°6 — Ligue et léninisme - Débat sur le PC - Perversion, amour, révolution - La crise de l'armée française - Psychanalyse, surréalisme.

N°8/9 — Ecologie - Environnement - Pollution - Lutttes urbaines -

N°10 — Marxisme et vie quotidienne.

N°11/12 — Militantisme et vie quotidienne.

N°13 — Les municipales.

N°14/15 — Les révolutionnaires face à l'Union de la gauche.

N°16 — Les communistes, la transition socialiste et l'Etat.

**POUR TOUTE COMMANDE
S'ADRESSER AU
10 IMPASSE GUEMENEE
75 004 PARIS**

